

# e EYES ON EUROPE

**Daniel Mondekar,**  
Promjena uloge Odbora za europske  
integracije Hrvatskoga sabora nakon  
ulaska Hrvatske u Europsku uniju

**Dr. Sc. Mario Nobile,**  
How have the European integration  
values influenced the post-conflict  
catharsis in Croatia?

**Vincent Metten,**  
Tibet and the EU-China relations

**Horst Schade,**  
The Parliamentary Assembly of the  
Council of Europe: Who knows?

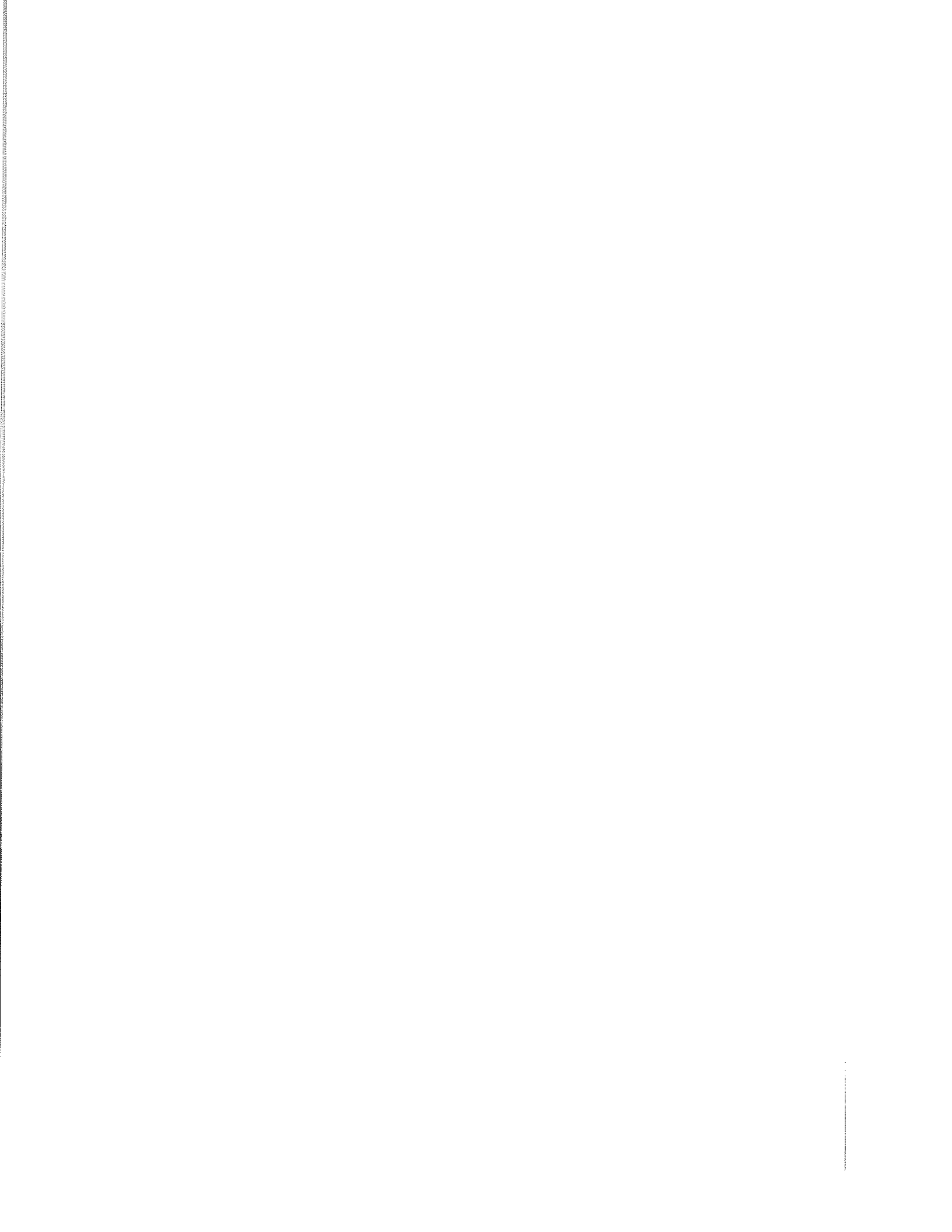
Interview avec  
**Mathias Dewatripont.**

**Pascal Delwit,**  
Margaret Thatcher ou la polarisation  
assumée



**Le 28<sup>e</sup>  
Mousquetaire,  
la Croatie**

**Eyes on Europe #18**  
Des regards croisés sur l'Europe  
Été 2013 | 88 pages | 4€  
[www.eyes-on-europe.eu](http://www.eyes-on-europe.eu)



## Le mot de l'association

Eyes on Europe entre aujourd'hui dans sa huitième année d'existence et célèbre cet anniversaire par la parution du numéro 18 de son magazine et son habituelle conférence de Mai. Ces deux événements sont le fruit du travail de l'ensemble de l'équipe qui compte à ce jour une soixantaine d'étudiants issus des différents programmes de l'Université Libre de Bruxelles.

C'est donc tou-te-s les membres, réparti-e-s dans les pôles Rédaction, Communication, Relations Publiques, Web & Réseaux Sociaux et Distribution, qui sont à féliciter pour la qualité du travail effectué.

Les activités poursuivies durant l'année universitaire ont porté leurs fruits. Ainsi, nous pouvons nous féliciter du développement d'un nouveau site web incluant un espace Actualités régulièrement alimenté par notre pôle Rédaction Web. Nous sommes également actifs sur les réseaux sociaux tels Facebook et Twitter afin de garantir une réactivité vis-à-vis de l'actualité européenne.

Le Conseil d'Administration remercie donc l'ensemble des membres de l'association qui ont contribué par leur engagement à ces réussites.

De la même manière, l'équipe Eyes on Europe tient à remercier chaleureusement ses partenaires sans le soutien desquels nos projets et activités n'auraient pu être menés à bien. Nous espérons vivement que notre collaboration se poursuive à l'avenir.

Alors que l'année s'achève et que l'association va entamer sa pause estivale, nous vous donnons rendez-vous à l'année prochaine pour la reprise de nos activités.

Bonne lecture !

## Mehr als blaues Meer

Morella Siemers und Damien Kerlouet, Vize-Chefredakteur und Chefredakteur von Eyes on Europe und StudentIn am Institut d'Etudes Européennes.

Kroatien stellen sich viele wie ein billiges Urlaubsziel und ein traumhaftes Plätzchen Erde zum Sonnenbaden vor. Ist der 28. Mitgliedsstaat der Europäischen Union nun ein zweites großes Mallorca?

Mit Kroatiens Beitritt heißen wir mehr als 4,4 Millionen neue europäische Mitbürger willkommen. Die jungen Kroaten unseres Alters wurden noch in einen schrecklichen Krieg hineingeboren. Der Beitritt des Landes in die Europäische Union und die Akzeptanz all ihrer demokratischen Grundwerte ist für Kroatien ein endgültiger Abschluss des blutigen und vom Nationalismus geprägten Balkankrieges.

Alle die, die der Sprache Goethes mächtig sind, wissen, dass die EU der beste Weg ist, einer von Massakern gebeutelten Region Frieden zu bringen. Mit Hinblick auf was die EU bereits an Friedensarbeit geleistet hat, hat sich Eyes on Europe in dieser Ausgabe dazu entschieden, die wohl oft vernachlässigte dritte Sprache des Magazins, mit diesem Leitartikel zu würdigen.

Die Hoffnung ist groß, dass Kroatien zum Vorreiter im Westbalkan wird und der Demokratisierungsprozess sich weiter ausbreitet. Dennoch sollte nicht vergessen werden, dass der Weg Kroatiens Richtung EU lang war und auf grundlegenden Reformen basiert. Einige der wichtigsten Schritte waren die Justizreform und die Aufarbeitung von Kriegsverbrechen in Kooperation mit dem Internationalen Strafgerichtshof für das ehemalige Jugoslawien.

Doch der Weg der Reformen ist noch lange nicht beendet. Kroatiens EU-Beitritt wird unter anderem von nationalistischen Entwicklungen innerhalb des Landes überschattet. Neben Frankreich und Ungarn, die ihre ganz eigenen Exemplare dieser seltsamen Gattung haben, hat Kroatien Ruza Tomasic, die Vorsitzende der Rechtspartei (HSPAS) vorzuweisen. Die Politikerin hat noch vor kurzem im öffentlichen Fernsehen verlauten lassen, dass Kroatien den Kroaten gehört und alle Anderen nur Gäste seien. Rassismus ist nicht der einzige Grund warum wir nicht von einem Musterschüler der Europäischen Union sprechen werden können. Korruption bleibt ein großes Problem und auch die wirtschaftliche Lage Kroatiens ist nicht die rosigste. Mit einem Rückgang der Wirtschaftsleistung von 2% im Jahre 2012 und einer Arbeitslosenquote von 22% im Februar 2013 steckt Kroatien seit gut fünf Jahren in der Krise. Die Privatisierung von ehemaligen Staatsbetrieben geht nur langsam voran, ein niedriges Level an Innovation

sowie Investitionen in den ineffizienten öffentlichen Sektor lassen viele Kroaten um die eigentliche Wettbewerbsfähigkeit Kroatiens bangen. Der EU-Beitritt birgt aber auch wirtschaftliche Chancen für die kroatische Jugend, die nun in ganz Europa studieren und arbeiten können wird.

Leider wird es dem kroatischen Zuwachs nicht gelingen die EU aus ihrem Stimmungstief zu befreien, denn die Kroaten sind schon jetzt nicht ganz von ihrer Zugehörigkeit zu der Union überzeugt. Dies ist nur allzu verständlich. Schon seit den Anfängen des Beitrittsprozesses konnte die politische Elite Kroatiens der Bevölkerung nicht zu genüge erklären, was der EU-Beitritt für sie bedeutet. Dazu kommt die europäische Presse, die oftmals weitere EU-Erweiterungen kritisiert oder das Thema schlicht ignoriert.

Dennoch, am 1. Juli 2013 werden wir, trotz Krisenstimmung, 28 Muskeltiere sein und darauf stößt Eyes on Europe mit einem Rakia an.

Eyes on Europe ist stolz Ihnen ein umfangreiches Dossier zu Kroatiens EU-Beitritt präsentieren zu können. Denn Kroatien besser kennenzulernen, und Vorurteile zu überkommen halten wir für besonders wichtig - gerade in Zeiten, in denen die Mitgliedstaaten ihre Nachbarn gerne für die verschiedensten Probleme verantwortlich machen.



### Quand le sage pointe Zagreb, l'idiot regarde le doigt

Damien Kerlouet et Morella Siemers, respectivement rédacteur en chef et vice-rédactrice en chef d'Eyes on Europe et étudiants à l'Institut d'Études Européennes.

Nombreux sont ceux qui parmi nous, ne voient en Croatie qu'une destination supplémentaire à bas prix, avec, en prime, bains de soleil et sable chaud. Notre 28<sup>e</sup> État membre ne serait-il vraiment qu'une copie plus ensoleillée et plus sauvage d'Ostende-plage ?

Avec l'adhésion de la Croatie, ce sont d'abord 4,4 millions de nouveaux citoyen(ne)s européen(ne)s qui nous rejoignent. 4,4 millions d'hommes et de femmes qui, il y a de cela seulement 20 ans, enduraient les souffrances d'un terrible conflit. Pour eux comme pour nous, l'entrée dans l'Union européenne et le ralliement aux valeurs démocratiques que celle-ci représente, signifient la fin définitive d'une guerre des Balkans sanglante et dominée par le nationalisme radical.

La vieille Europe le sait mieux que quiconque, le modèle européen constitue la meilleure des solutions lorsque l'on cherche à pacifier une région massacrée. C'est au regard de cette réconciliation, tout aussi formidable que prodigieuse, qu'Eyes on Europe a décidé de dédier cet éditorial à sa troisième langue, trop souvent effacée au sein de notre propre travail. Et pour la nouvelle Europe, il convient de persévérer, afin que la tâche d'huile se répande et que les processus démocratiques en cours envahissent tout l'ouest des Balkans.

Il ne faudrait pourtant pas oublier que le chemin vers l'Union fût long et jonché de profondes réformes. La réforme du système judiciaire et la condamnation des crimes de guerre en coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, furent deux étapes essentielles à cette odyssee.

Ne nous méprenons pas, Zagreb est loin d'être au bout de ses peines. La persistance des courants nationalistes à l'intérieur du pays assombrit la finalisation de son adhésion. Même si la France et la Hongrie disposent de leurs propres spécimens, la Croatie, elle, a Ruza Tomasic, la présidente du Parti croate du Droit, qui affirmait récemment sur la télévision publique : « la Croatie appartient aux Croates et les autres ne sont que visiteurs ».

Le racisme n'est pas la seule raison qui recale l'élève croate au fond de la classe. La corruption demeure un problème persistant et la situation économique du pays n'est pas toute rose. Avec une réduction de la croissance de 2% en 2012 et un taux de chômage de 22% en février 2013, le pays connaît la crise depuis maintenant 5 ans.

La privatisation des anciennes entreprises publiques s'avère très lente. Par ailleurs, avec un faible niveau d'innovation et des investissements dans un secteur public inefficace, la population croate doute de sa capacité à surmonter la compétition européenne. Mais au-delà de l'aspect compétitif, l'adhésion constituera aussi pour les jeunes, la chance de pouvoir travailler et étudier au sein de l'espace européen.

Avant même d'être montés à bord, les Croates doutent de leurs sentiments vis-à-vis de Bruxelles. On ne pourra pas compter sur les benjamins de l'Union pour inverser la déprime identitaire européenne. Et qui pourrait leur en vouloir ? Au niveau interne, la classe politique croate a manqué à son devoir d'information. La population est encore largement ignorante de ce que représente l'adhésion dans la vie de tous les jours. Au-delà, au niveau européen, quand elle n'ignore pas tout simplement la question, la presse tend à se focaliser sur les critiques de l'élargissement.

Crise ou pas crise, Eyes on Europe fêtera, comme il se doit, le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et trinquera à la santé de notre 28<sup>e</sup> mousquetaire, un verre de rakia à la main.

Eyes on Europe est fier de vous présenter ce dossier « Croatie ». Tout simplement parce qu'il est, à nos yeux, extrêmement important de nous connaître les uns les autres au-delà des préjugés. Qui plus est, nous sommes arrivés à un âge où nombreux sont ceux qui pourraient balayer devant leur porte au lieu de s'adonner aux stigmatisations.



**Langue Invitée**  
**Change to the  
role of the European  
Integration Committee  
of the Croatian Parliament  
upon the entry of Croatia  
into the European Union**  
p. 09

**Dossier**  
**Ten years of one-way  
communication**  
p. 15

**La Croatie dans l'Europe:  
une intégration sous haute  
surveillance**  
p. 16

**How have the European  
integration values influenced  
the post-conflict catharsis  
in Croatia?**  
p. 18

**Regards de jeunes Croates:  
et si l'UE faisait encore rêver?**  
p. 20

**Croatian judicial politics:  
the uneven pace of reform**  
p. 22

**Kroatiens EU-Beitritt am 1.  
Juli 2013: Ein Mutmacher-Tag  
für den Westbalkan**  
p. 24



**Relations Internationales**  
**Tibet and the EU-China  
relations**  
p. 29

**What future for the European  
Defence Agency in an  
Age of Austerity?**  
p. 32

**Burundi – UE:  
une relation unique encore  
en construction**  
p. 35

**Update: EEAS 2.0**  
p. 37

**EU's External Action:  
Implications of Migration  
Policies**  
p. 39

**La défense européenne,  
entre obstacles et inactions...**  
p. 41

**What does the future hold  
for Britain's membership of  
the European Union?**  
p. 43



### **Citoyenneté**

**La protection de la vie privée  
à l'ère d'internet et du cloud  
computing**

p. 47

**For the future of Europe:  
the European Youth**

**Convent Soon at:  
[www.constitution2020.eu](http://www.constitution2020.eu)**

p. 49

**Old Europe vs. New Europe,  
or the Electoral Paradox  
and the European Citizen**

p. 51

**"One Single Tariff",  
une initiative de Martin  
Wittenberg**

p. 52

**The Parliamentary Assembly  
of the Council of Europe:**

**Who knows?**

p. 53

**2013-2023: une décennie  
pour intégrer la Turquie ?**

p. 55



### **Economie & Social** **Croissance et stabilité**

p. 59

**Origines et vicissitudes de la  
léthargie structurelle en Italie**

p. 61

**La crise dans la crise  
et le travail de Monti**

p. 03

**Why Some Leaders  
Change the World...  
And Why Angela Merkel  
Will Not**

p. 64

**EU Regional Policy,  
No Silver Bullet**

p. 66

**L'Union Européenne a besoin  
d'un budget renforcé qui  
répondre à l'urgence de la crise**

p. 68

### **Livre**

**Au nom du 11 septembre...  
les démocraties à l'épreuve  
de l'antiterrorisme**

p. 71

**The EU's Foreign Policy What  
Kind of Power and Diplomatic  
Action?**

p. 72

**On Governing Europe**

p. 73

**Was, wenn Europa scheitert**

p. 74

### **Agenda**

**Mai 2013 - Décembre 2013**

p. 76

### **Tribune**

**Margaret Thatcher  
ou la polarisation assumée**

p. 79

# Eyes on Europe





## Promjena uloge Odbora za europske integracije Hrvatskoga sabora nakon ulaska Hrvatske u Europsku uniju.

Zagreb, 10 travnja 2013

Cilj ovog kratkog osvrtu je dati pregled rada Odbora za europske integracije Hrvatskoga sabora kao radnog tijela nadležnog za praćenje usklađivanja pravnog sustava Republike Hrvatske s pravnom stečevinom Europske unije te prikazati promjene koje očekuju ovaj Odbor ulaskom Hrvatske u Europsku uniju. U pretpristunoj fazi Odbor za europske integracije bavio se prvenstveno praćenjem usklađivanja nacionalnog zakonodavstva s onim Europske unije, ulaskom Republike Hrvatske u Europsku uniju Hrvatski sabor postat će nacionalnim parlamentom države članice a Odbor za europske integracije će se preimenovati u Odbor za europske poslove te će biti središnjim mjestom parlamentarnog nadzora nad djelovanjem Vlade Republike Hrvatske u institucijama Europske unije te provjere poštivanja načela supsidijarnosti u nacrtima zakonodavnih akata Europske unije.

### Uvod

Hrvatska broji svoje posljednje dane prije ulaska u članstvo Europske unije. Iza nas je dugotrajan i složen proces reformi koji je započeo 2001. godine kada je Hrvatska potpisala Sporazum o stabilizaciji i pridruživanju. U središtu takodog dugotrajnog i ponekad teškog procesa pregovora, koji je započeo 2005. godine a završio 2011., bile su upravo temeljite reforme političkog, pravnog ali i društvenog života u Hrvatskoj. To je osobito točno kada je riječ o promjenama u području pravosuđa, koje u postignutom opsegu i intenzitetu ne bi bile moguće

bez poticaja kojeg je pružila perspektiva članstva u Europskoj uniji. Reforme će se međutim nastaviti i nakon stupanja u članstvo, a izuzetno je važno osigurati održivost reformi koje su već provedene.

Svoju ulogu u procesu reformi odigrao je i Odbor za europske integracije Hrvatskoga sabora, koji trenutno prolazi kroz velike promjene, jer će, kao radno tijelo Sabora nadležno za europske poslove, od 1. srpnja na sebe preuzeti dio zadaća koje nacionalnim parlamentima država članica Europske unije zadaje Lisabonski ugovor.

### Odbor za europske integracije prije pristupanja Hrvatske Europskoj uniji

Odbor za europske integracije osnovan je 2000. godine kao radno tijelo Sabora nadležno za usklađivanje hrvatskog zakonodavstva s pravnom stečevinom Europske unije. Odbori u Hrvatskom saboru su prva parlamentarna tijela koja raspravljaju o pojedinačnim prijedlozima zakona i ostalim dokumentima koji ulaze u parlamentarnu proceduru. Svi prijedlozi zakona kojima se hrvatska pravna stečevina usklađuje s pravnom stečevinom Europske unije dobivaju posebnu oznaku „P.Z.E.“ te se u pravilu raspravljaju i donose po hitnom postupku. Uz svaki „P.Z.E.“ predlagatelj zakona treba dostaviti i popunjene instrumente usklađenosti, koji su u središtu pažnje Odbora za europske integracije. Odbor naime razmatra je li pojedini prijedlog zakona usklađen s europskom pravnom stečevinom, dok je rasprava o samom sadržaju takvih zakonodavnih prijedloga u načelu prepuštena takozvanim matičnim radnim tijelima. Sabor je do danas donio gotovo šest stotina usklađenih zakona, no ovaj se proces intenzivno nastavlja do stupanja u članstvo, ali i kasnije, obzirom da se pravna stečevina Europske unije stalno mijenja, što u određenoj mjeri utječe i na promjene nacionalnog zakonodavstva.

Uz rad na praćenju usklađivanja zakonodavstva, Odbor za europske integracije također redovito održava bilateralne sastanke s izaslanstvima država članica Europske unije, ali i država regije Jugoistočne Europe, budući da je politika proširenja Europske unije jedan od naših prioriteta. Odbor za europske integracije održava prijateljske i partnerske odnose s kolegama iz komplementarnih parlamentarnih radnih tijela država regije. Članovi Odbora za europske integracije redovito sudjeluju i na sastancima Konferencije odbora za europske poslove nacionalnih parlamenata država članica Europske unije (COSAC) i COSAP-a, regionalne konferencije osnovane po uzoru na COSAC. Obje su se konferencije pokazale izuzetno korisnim forumima za razmjenu mišljenja s komplementarnim radnim tijelima. Pristupanjem Europskoj uniji Odbor za europske integracije će istupiti iz COSAP-a ali će svakako nastaviti podržavati njegov rad.

Među važnim zadaćama Odbora za europske integracije je i komuniciranje Europske unije građanima. Odbor stoga održava niz tematskih sjednica Odbora s ciljem otvaranja foruma za javnu raspravu o europskim temama koje su od posebnog interesa za hrvatske građane.

## Odbor za europske integracije u Europskoj uniji

Stupanjem Republike Hrvatske u članstvo Europske unije promijenit će se i uloga Hrvatskoga sabora. Sabor će kao nacionalni parlament države članice Europske unije dobiti ovlasti u europskim poslovima koje nacionalnim parlamentima daje Lisabonski ugovor. Slijedom navedenoga promijenit će se i uloga Odbora za europske integracije. Prije svega, Odbor će promijeniti ime u „Odbor za europske poslove“, što odgovara praksi u državama članicama i novom i uznapređovalom stupnju odnosa Hrvatske i Europske unije. Odbor će postati matičnim radnim tijelom za provođenje nadzora nad djelovanjem Vlade Republike Hrvatske u institucijama Europske unije te za provođenje provjere poštivanja načela supsidijarnosti u prijedlozima zakonodavnih akata Europske unije. Kako bi se osiguralo učinkovito djelovanje Odbora, te shodno tome i učinkovito zastupanje stajališta Republike Hrvatske u Europskoj uniji, bit će potrebne i određene promjene u članstvu Odbora i njegovoj administrativnoj strukturi.

Proces završnih priprema za članstvo Hrvatske u Europskoj uniji započeo je donošenjem promjena Ustava Republike Hrvatske iz lipnja 2010. godine, koje su uključivale dodavanje novog poglavlja u Ustav pod naslovom „Europska unija“. U sklopu navedenog poglavlja postavljeni su i temelji parlamentarnog nadzora kojeg treba urediti donošenjem novog zakona. Upravo je rad na budućem zakonu o suradnji između Hrvatskoga sabora i Vlade Republike Hrvatske u europskim poslovima u središtu pozornosti Odbora za europske integracije u ovom trenutku. Svjesni smo da upravo parlamentarni nadzor jamči učinkovito zastupanje hrvatskih stajališta u institucijama Europske unije, stoga pažljivo pratimo sve radnje koje prethode podnošenju prijedloga zakona u parlamentarnu proceduru.

Odbor će i nakon ulaska Hrvatske u Europsku uniju nastaviti pratiti usklađivanje hrvatskog zakonodavstva s europskom pravnom stečevinom, sudjelovat će u proširenom sastavu i kao punopravni član u sastancima COSAC-a, a nastavit će i s aktivnostima usmjerenima prema građanima.

## Zaključci

Pripreme i pregovori za ulazak Hrvatske u Europsku uniju bili su dugotrajni i zahtjevni. Ulazak u Europsku uniju nije međutim cilj sam po sebi, jer njime neće prestati reforme niti će se zaustaviti nacionalna povijest. Pristupni proces se isplatio jer je Hrvatska

dan danas promijenjena zemlja, a naše pristupanje, osim dodane vrijednosti za Hrvatsku, ima i dodanu vrijednost za regiju Jugoistočne Europe, kao i za samu Europsku uniju. Dodana vrijednost za Hrvatsku je upravo promijenjena država koja je danas ugodnije mjesto za život svojih građana no što je bila prije. Regija Jugoistočne Europe profitirat će od članstva Hrvatske u Europskoj uniji jer će u Hrvatskoj kao državi članici dobiti partnera i prijatelja u svojem susjedstvu. Pristupanje Hrvatske Europskoj uniji također donosi jamstvo stabilnosti u regiji te čini svojevrstan most između Europske unije i Jugoistočne Europe. Sama Europska unija s Hrvatskom dobiva pouzdanu novu članicu koja je prošla do sada najzahtjevniji pretpristupni proces. Pouke iz navedenog procesa primijenit će se na sva buduća proširenja Europske unije, što će dodatno unaprijediti i obogatiti politiku proširenja.

Odbor za europske integracije pažljivo je pratio navedene procese promjena, u njima sudjelovao te se kroz njih i sam promijenio. S velikim zadovoljstvom, ali i s punom svijesti o velikoj odgovornosti koju ćemo preuzeti, pripremamo se za novu ulogu koju će Hrvatski sabor i Odbor za europske integracije imati nakon što Hrvatska pristupi Europskoj uniji.

## Change to the role of the European Integration Committee of the Croatian Parliament upon the entry of Croatia into the European Union

Member of the Social Democratic Party (Socijaldemokratska partija Hrvatske), Daniel Mondekar is the chairman of the European Integration Committee in the Croatian Parliament.

Zagreb, 10 April 2013

The goal of this short review is to give an overview of the work of the European Integration Committee of the Croatian Parliament as a parliamentary body competent to monitor the harmonization of the Croatian legal system with the European acquis and to present the changes expected to take place in the Committee upon Croatia's accession to the European Union. In the pre-accession stage the European Integration Committee focused primarily on monitoring the harmonisation of national legislation with the legislation of the European Union. Upon the entry of Croatia into the European Union, the Croatian Parliament will become the national parliament of an EU Member State and the European Integration Committee will be renamed the European Affairs Committee. The Committee will become the centre of parliamentary scrutiny over the actions of the Government of the Republic of Croatia in the EU institutions and the process of subsidiarity check in the EU draft legislative acts.

### Introduction

Croatia is counting its final days before the membership in the European Union. A long and complex process of reform implementation is behind us,

a process that began in 2001 when Croatia signed the Stabilisation and Association Agreement. In the centre of the also long and sometimes difficult process of negotiations, that began in 2005 and was completed in 2011, were the ground breaking reforms of political, legal, but also social life in Croatia. This is particularly true when it comes to the changes in the judiciary area that would not have been possible in the achieved scope and intensity had there not been for the incentive given by the perspective of EU membership. However, the reforms will continue even upon acquiring membership and it is very important to assure the sustainability of the already implemented reforms.

The European Integration Committee of the Croatian Parliament played its role in the reform process. This parliamentary body is currently undergoing major changes since as a body that will be made competent for European Affairs it will take upon itself part of the commitments given to the national parliaments of the EU Member States by the Lisbon Treaty.

### European Integration Committee before the membership of Croatia in the European Union

The European Integration Committee was founded in 2000 as a parliamentary body competent to monitor the alignment of Croatian legislation with the European acquis. In the Croatian Parliament committees are the first bodies that discuss particular draft legislation and other documents that are brought into the parliamentary procedure.

All draft acts harmonising the Croatian legislation with the European acquis are given a special "P.Z.E." stamp and are usually discussed and enacted under the summary legislative procedure. Together with each P.Z.E.-labelled draft the sponsor of the draft act is obliged to deliver filled instruments of harmonisation, that are in the centre of the European Integration Committee's attention. Namely, the Committee considers whether individual draft acts are aligned with the European acquis while the discussion on the merits of such drafts is in principle left to the so called competent committees. Until now Croatian Parliament has enacted nearly six hundred of such harmonised acts, but the process continues intensively until the day of accession and even beyond. The European acquis changes and evolves constantly which to certain extent also affects the changes to national legislation.

Along with the work on monitoring the legislation alignment, the European Integration Committee regularly holds bilateral meetings with delegations from the European Union Member States, but also from the states of Southeast Europe, since the enlargement policy is one of our highest priorities. The European Integration Committee maintains friendly and partner relations with the colleagues from complementary parliamentary committees of



the states from the region. Members of the European Integration Committee regularly participate in the meetings of the Conference of the European Affairs Committees of National Parliaments of the EU Member States (COSAC) and of COSAP, a regional conference established following the model of COSAC. Both conferences have proven to be most useful fora for opinion exchange with complementary parliamentary bodies. Upon acquiring the EU membership, the European Integration Committee will leave COSAP, but will continue to support its work.

One of the important tasks of the European Integration Committee is to communicate the European Union to the citizens. Therefore the Committee holds a range of thematic sessions aimed at providing a public debate forum on European issues deemed particularly important to Croatian citizens.

### European Integration Committee in the European Union

With the entry of the Republic of Croatia into the European Union the role of the Croatian Parliament will change. As a national parliament of an EU Member State, the Croatian Parliament will be granted the powers in the European Affairs reserved for parliaments according to the Lisbon Treaty. Therefore, the role of the European Integration Committee will change as well. First of all, the Committee's name will be changed into the "European Affairs Committee", which is compatible with the common practice in the EU Member States and the advanced stage of the relations between Croatia and the European Union. The Committee will become the parliamentary body competent to scrutinise actions undertaken by the Government of the Republic of Croatia in the institutions of the European Union and to conduct the subsidiarity check over the EU draft legislative acts.

In order to assure efficient Committee work and effective representation of Croatian standpoints in the European Union, certain changes will have to be made to the membership of the Committee and its administrative structure.

The process of final preparations for Croatian membership of the European Union began with the amendments to the Constitution of the Republic of Croatia in June 2010 that included the addition of a new chapter to the Constitution entitled "The European Union". The Chapter includes basis of the parliamentary scrutiny that need to be specified through enactment of a new law. Work on the future Act on the cooperation between the Croatian Parliament and the Government of the Republic of Croatia is now in the centre of the European Integration Committee's attention. We are well aware that parliamentary scrutiny guarantees efficient representation of Croatian interests in the European Union institutions, and therefore we carefully monitor all the actions preceding the delivery of the Draft act into the parliamentary proceedings.

Upon acquiring the EU membership the Committee will continue to monitor the alignment of the Croatian Legislation with the European acquis, will participate in the COSAC meetings with larger delegations and as a rightful member and will continue with its activities directed towards the citizens.

### Conclusions

The preparations and negotiations for Croatia's accession to the European Union have been long and demanding. The accession to the European Union, however, is not an objective per se, since it will not put an end to the implementation of reforms nor to our national history. The accession process was worth our while because Croatia is today a transformed country. Furthermore, besides the added value for Croatia, our accession represents an added value for the region of Southeast Europe and for the European Union itself. The added value for Croatia is that it is now a reformed state, a more pleasant place to live for all its citizens. The region of Southeast Europe will also benefit from Croatia's membership of the European Union because in Croatia as a European Union Member State they will have a friend and a partner in their neighbourhood. Croatia's accession to the European Union also provides a guarantee of stability in the region and creates a bridge between the European Union and Southeast Europe. As for the European Union, it will gain a reliable new member that has undergone the thus far most demanding pre-accession process. The lessons learned from Croatia's accession process will be applied to all future enlargements of the European Union, which will further improve and enrich the European enlargement policy.

The European Integration Committee has closely monitored the processes of changes, has taken part in them and has itself changed. With great pleasure and fully aware of the serious responsibility we are about to assume, we are preparing for the new role that the Croatian Parliament and the European Integration Committee will take on after Croatia joins the European Union.



**Dossier**  
**Special Feature**  
**Titelgeschichte**

**Kosta Bovan**  
**Fernando Criado Alonso**  
**Mario Nobile**  
**Thibaut L'Ortye**  
**Ramona Coman**  
**Ulrike Lunacek**



**Fernando Criado Alonso**  
Secrétaire à l'élargissement  
du Conseil Européen

**Ulrike Lunacek**  
Vizepräsidentin und Außenpolitische  
Sprecherin der Grünen/EFA

### How have the European integration values influenced the post-conflict catharsis in Croatia?

Dr. Sc. Mario Nobile is today Ambassador of the Republic of Croatia to Belgium. He has worked as well as Foreign Policy Adviser to the Croatian President, is co-founder of the Croatian Council of European Movement and is giving lectures at the Diplomatic School with the Ministry of Foreign Affairs of Croatia and at the War School of the Ministry of Defence.

This summer, Croatia will become the 28th member of the European Union. In this regard, Mario Nobile, Ambassador of Croatia to Belgium enlightens us about the role of the EU in the Yugoslav crisis. He also explains why it took so long for Croatia to join the EU (9 years after the big enlargement) and what can be learned from the accession of his country to the EU.

At the beginning of the conflict in the early 90s, Croatia was looking towards the EC for its salvation, for a military intervention to stop the genocide in the heart of Europe. Instead, the EC was only capable of mounting humanitarian assistance and sending several hundred unarmed monitors.

At a time when the fall of Soviet bloc had created a power vacuum in Europe, the EC did not have proper foreign policy instruments to deal with the Yugoslav crisis. On the contrary, European countries had revived traditional power politics, implementing national foreign policy strategies. The USA had for long time considered war in former Yugoslavia a European problem, and was unprepared to provide leadership in resolving it.

Sense of abandonment, appeasement and betrayal by Europe prevailed in Croatia at that time. Due to this, Croatia learned to lean on its own diplomatic and military strength to liberate the country. After Croatia had proved its ability to be self-sustainable in liberating itself, but also to peacefully integrate eastern Slavonia, and in rebuilding the country, European ideas and values were gaining momentum again.

One has to admit that one aspect of European „soft power“ was instrumental in bringing peace to the region. Namely the EC, later EU, worked very close with the UN at the Conference on Former Yugoslavia to strengthen international law, human rights, and rule of law and to promise future European integration to the newly emerging states in South Eastern Europe.

#### How have the accession talks transformed Croatia?

Initially, Croatia had hoped to join the European Union during „the Big bang“ enlargement. It believed that it would be awarded for the great suffering and for providing strategic balance for the Dayton peace accord. Later Croatia had hoped to join the Romanian and Bulgarian train for the EU. As Croatia enters the EU this summer we can still consider its delayed entry as a part of the big historic enlargement (10+2+1).

But it turned out that in its case EU membership was not perceived by EU as saving it too from the hegemony. In the case of Croatia, the EU approach was also political but in the opposite direction. The EU has decided to use strong Croatian European ambitions to deepen internal reforms, especially in judiciary, war crime prosecution, fight against corruption, minority rights, rule of law, freedom of the press, and regional reconciliation. It was an enlargement with a task. Though small, relatively developed, westernized and self-sustainable, Croatia was still a post-conflict country, difficult to digest.

This was the next blow to the Croatian euro-enthusiasm (which never fell below 50%). Croatians consider themselves hostage of the „EU regional package“, a result of definition of warfare in former Yugoslavia by several influential European countries as civil war with equal guilt. The policy of „convoy“ was later abandoned by the EU in favor of Croatian approach of the regatta (admission upon own merits), due primarily to the inability of others in the regional package to undergo catharsis and to demonstrate maturity, self-reliance and regional ownership of European processes. By embracing the concept of the regatta, the EU wanted other countries to follow Croatia in reforms, reconciliation and regional co-operation.

At the beginning of this century Croatia was a laboratory of the new mechanism of a different kind of international monitoring: residual issues from the former UN mandates in Croatia, institution and confidence building mandate of the large and long OSCE field presence, EU and Council of Europe reporting, scrutiny by the different reporting by international organizations, NGOs and foreign governments. Initially Croatia did not accept this over-scrutiny easily. It was perceived as punishment of the victim that turned victor. But at the end of the process, when official and unofficial monitoring ended, it was a better country.



### **Croatia was a collateral victim of the growing fatigue of enlargement and the disappointment with reforms in Bulgaria and Romania.**

In this period there has been again a slight drop in euro-enthusiasm in Croatia. Eight and a half-years long EU accession negotiations have been also prolonged because of the several Slovenian blockades on territorial or financial matters that have nothing to do with *acquis communautaire*. Croatian negotiations were also delayed due to the fate of Croatian generals Gotovina, Carmak and Markac, who were later acquitted of all charges by ICTY in Den Haag.

Croatia was a collateral victim of the growing fatigue of enlargement and the disappointment with reforms in Bulgaria and Romania. Croatia had to prove it would not repeat those setbacks. As a result of this over scrutiny, Croatia is a well prepared new member. After the end of accession negotiation EU approval rate at referendum in Croatia was 64%.

### **Today Croatians look at their imminent EU membership without euphoria but with realism.**



Today Croatians look at their imminent EU membership without euphoria but with realism. There will be no big celebration, no triumph, but a sense that we have finally returned where we historically belong, and where we should have more development, security, and identity. Croatians are also genuinely enthusiastic in assisting the others in the region with reforms because we strongly believe that there will be no security and development for us if our neighbors are not flourishing as well.

### **What are the lessons learned for Croatia, for the region, EU and for the international community?**

For years to come, Croatia will be uniquely positioned in European affairs with its experience of the triple and simultaneous transitions: from authoritarian to democratic system; from war to peace; and as the first of the new generation of the acceding countries to the EU. Our reformist experience is not only relevant for the future EU candidate countries but also for the reforms in the countries of Eastern Partnership in resolving their internal and regional problems.

### **Our reformist experience is not only relevant for the future EU candidate countries but also for the reforms in the countries of Eastern Partnership**

At the end of the negotiating process, one can single out the most painful areas: reform of judiciary, war crimes trials, return of refugees, ending of state subsidiaries, healing of the relations with former adversaries, Slovenian blockades, and trials of three Croatian generals.

What are the lessons learned from this process for the EU, for the European values, for the unity and peace in Europe? The most important of them are:

–In major international crisis, the EU needs unity of foreign and security policy, not national power politics. These EU mechanisms have been strengthened mainly due to the exposed weaknesses of EU during Yugoslav warfare.

–If there is a major crisis in its backyard, the EU has to be a main actor; no outside power can impose lasting peace in the European continent any more.

–The EU needs some increased military capacity to make European foreign policy more credible.

–Europe has to use more profoundly its “soft power” in diplomatic mediation, conflict prevention, crisis management and above all in institution and capacity building.

–For that matter the enlargement process remains a strong impetus for the change for the better.

After the ups and downs experienced in Yugoslav wars, the international system has significantly improved. International law in general has been strengthened. We have seen unprecedented developments in international criminal law, right to protect, right to intervene against rogue states, military actions outside NATO area, military protection of humanitarian convoys, safe heavens, succession issues, rights of minorities, protection of most vulnerable groups in conflicts etc.

There has also been unseen synergy between international organizations in conflict and post-conflict theatres, as well as an explosion of cooperation with NGOs by the international organizations and governments. Post-conflict management, institution building, reconciliation, civil society and developmental aid have become a dominant international activity.

If we were the laboratory of many of those positive developments, it makes suffering of all individuals and nations in our region more bearable.

## Regards de jeunes Croates : et si l'UE faisait encore rêver ?

Thibaut L'Ortye est étudiant à l'Institut d'études européennes (Master à finalité politique).

Alors que les manifestations d'hostilité des citoyens à l'encontre de l'Union européenne (UE) se multiplient, la prochaine adhésion de la Croatie peut paraître pour le moins surprenante. Pourquoi d'autres Européens voudraient-ils rejoindre le navire UE en pleine tempête ? Quelles sont leurs motivations ? Quel regard posent-ils sur l'aventure européenne ? Pour le découvrir, Eyes on Europe est parti à la rencontre de sept jeunes Croates.

Ils s'appellent Ana, Andrea, Boris, Daria, Marko, Tea et Tihana. Ils sont pour la plupart encore étudiants ou viennent tout juste d'entrer dans la vie active. Ils ont accepté de parler de la future adhésion de leur pays, la Croatie, et ont partagé avec nous leurs aspirations et parfois leurs doutes face à ce grand changement. Ils ne sont pas les porte-drapeaux de leur génération ; néanmoins, ils nous permettent d'esquisser le portrait d'une jeunesse croate qui semble se tourner avec prudence vers l'Union européenne.

### Un soutien timide

L'opinion publique croate apparaît plutôt divisée dans son rapport à l'UE. En effet, si 31% des Croates considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose, 32% la perçoivent comme mauvaise (les 37% restants considèrent qu'elle n'est ni l'une ni l'autre ou ne se prononcent pas) (Eurobaromètre 78, automne 2012). Si le soutien pour le projet européen est présent, il n'est donc pas massif. Ce constat s'est également illustré lors du référendum du 22 janvier 2012 qui invitait les Croates à se prononcer sur leur entrée dans l'UE. Avec 66,27% des votes exprimés, le « oui » l'a clairement emporté. Toutefois, le référendum n'est pas parvenu à mobiliser les foules et seulement 43,51% des Croates se sont déplacés aux urnes. A nouveau, il est difficile de voir la preuve d'une adhésion franche du peuple croate.

**« I don't consider myself as a so-called Eurosceptic but I think that both the timing and the conditions under which Croatia is entering the**

**EU are not good for the country »**  
(Daria, doctorante en recherche marine).

Marko, un des jeunes croates que nous avons interrogés, travaille à Bruxelles pour une fédération européenne dans le secteur éducatif. Lors du référendum, il s'est investi dans le camp du « oui » et a milité pour que les jeunes en particulier exercent leur droit de vote. Revenant sur son expérience, il se rappelle à quel point il était surpris de découvrir une jeunesse particulièrement divisée sur la question européenne. Si beaucoup percevaient les bénéfices que pouvait apporter l'adhésion à la Croatie, il ne s'était pas attendu à rencontrer tant d'opinions négatives parmi la jeune génération. Toujours en lien avec la campagne du référendum, Tihana, consultante à Bruxelles, regrette que les débats polarisés n'aient pas permis de traiter des questions européennes de manière plus profonde. Si les arguments du « non » étaient particulièrement forts, elle estime qu'ils étaient surtout biaisés et relevaient de la désinformation. Plus largement, elle dénonce une tendance globale de la sphère médiatique croate à préférer un traitement superficiel – bien qu'abondant – de l'UE.

**« Le traitement de l'information par les médias croates laisse à désirer. La thématique est presque exclusivement traitée à travers le prisme de l'argent avec des titres comme 'Regardez le salaire journalier d'un observateur au PE' ou 'Découvrez qui gagnera X € à Bruxelles' »**  
(Tihana)

### Un eldorado européen ?

Malgré un soutien contrasté de la population, la Croatie deviendra bel et bien le vingt-huitième État Membre de l'UE en juillet prochain. Qu'attendent donc les jeunes Croates de cette adhésion et que représente-t-elle pour eux ?

**« Croatia's accession to the European Union means that young people like me can get a job somewhere in the Union »**  
(Ana, étudiante).

Comme le soulignent Andrea et Tea, deux étudiants, devenir membre de l'UE est avant tout la promesse d'une plus grande mobilité pour les Croates. Tous nos interlocuteurs, sans exception, voient les nouvelles perspectives en termes d'emploi comme l'apport principal de l'adhésion de la Croatie. Ce n'est pas étonnant alors que 98% des Croates évaluent de façon négative la situation de l'emploi dans leur pays



et que 72% d'entre eux considèrent le chômage comme le problème le plus important pour la Croatie (Eurobaromètre 78, automne 2012). Pour sa part, Tihana espère également que « l'adhésion progressive des pays des Balkans stabilisera davantage la région ». Cette remarque prend tout son sens quand Boris, étudiant et employé administratif, nous rappelle que certaines régions de la Croatie peinent toujours à se relever de la guerre des années nonante. Ce sont autant d'exemples des attentes d'une jeunesse pragmatique qui voit en l'Europe l'opportunité d'un futur meilleur.

Marko met également en avant le fait que le processus d'accession n'a pas toujours été simple et a demandé à la Croatie de fournir de nombreux efforts. Il ne voudrait pas que cette adhésion soit vue comme un signe de naïveté du peuple croate qui est, au contraire, bien conscient des défis auxquels l'UE est confrontée et de la crise qui la traverse. Pour lui, c'est en cela que réside la force de la Croatie : affirmer son engagement dans des temps difficiles et jouer un rôle dans la construction d'une Europe plus forte.

**« I believe in a big and unified Europe. And getting Croatia on board is a step forward » (Marko)**

La relation de la Croatie et de sa jeunesse à l'égard de l'Union est ambivalente, mêlant à la fois des sentiments de réserve et d'espoir. Ce n'est pas un hasard si les jeunes qui se sont confiés à nous ont insisté sur les opportunités que représente l'adhésion de leur pays. Cela démontre que, malgré la tempête, l'UE possède toujours la capacité d'inspirer, de proposer des perspectives et d'être un vecteur d'esérance. La relative retenue des Croates est au fond un défi qu'ils lancent à l'Union. C'est à elle qu'il revient de les convaincre. C'est aux décideurs européens de prouver qu'ils peuvent répondre à leurs attentes. Alors que les jeunes Croates ne demandent qu'à être persuadés, l'UE sera-t-elle en mesure de transformer l'essai ? Parviendra-t-elle à les rallier autour de son projet ? Du succès de l'adhésion croate dépendra, dans une certaine mesure, le futur européen dans la région. Si l'Union peut encore susciter des rêves, tout l'enjeu est de parvenir à les réaliser.

Merci à Tihana Vujatovic pour son aide dans la récolte des témoignages.

## Croatian judicial politics: the uneven pace of reform

Ramona Coman is an Associate Professor of Political Science at Université libre de Bruxelles (ULB). She coordinates the Collection "Etudes Européennes" (Institutul European, Iasi, Romania) and is also member of the Executive Committee of the Standing Group on Southern European Politics (European Consortium for Political Research, ECPR).

Scholars have increasingly addressed the issue of Europeanization: more particularly, they examined the influence of European policies at the domestic level. The scope of change has been particularly important in instances where states were constrained to abide by the Copenhagen criteria to join the EU. What about the Croatian case? Will EU-driven changes prove sufficient to carry out lasting and meaningful reforms in the country?

Scholars of Europeanization have paid particular attention to the transformative power of the European Union. By exploring the interactions between domestic and European actors, they tried to capture the ability of the European Union to reshape politics, policies and polities in different domestic and regional contexts. In so doing, Europeanization studies have demonstrated how greatly the effects of Europeanization can differ across policy sectors and across countries. Thus, several works reveal that Europeanization – as a process of change – exhibits different outcomes, rhythms and temporalities.

This short article considers the case of Croatia, which will become the 28th EU member state in July 2013, and takes the example of the judicial reform and transitional justice in order to highlight the outcome and the complexity of the transformative power of the Union.

### The EU as an "agenda setter": conditionality and mechanisms of compliance

While the Europeanization literature examines the impact of conditionality on candidate countries, "Europe as normative power" is a concept mainly used in foreign policy to study the Union's external relations.

Like conditionality, "Europe as normative power" refers to all EU policies and mechanisms of compliance dealing with democracy, rule of law, human rights, social solidarity, anti-discrimination, sustainable development, good governance and even transnational justice. Concerning the enlargement policy, on the one hand, the Copenhagen criteria were set up in order to avoid bringing political instability and authoritarianism into the Union. On the other hand, new policy tools and mechanisms of compliance have been defined at EU level including norms, incentives, rhetoric, rules, "blaming and shaming" tools, financial support, monitoring, advice, twinning and so on.

With regard to the Western Balkans, conditionality has been expanded to include full cooperation with the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia (ICTY). In addition, the Stabilisation and Association Agreements (SAA) emphasised regional reconciliation between ethnic groups and countries as a precondition for enlargement. Thus, the gate-keeping role of the Union – which determines when each candidate can progress to the next stage towards accession – has been coupled with the opinions expressed by the ICTY with regard to Croatia's efforts to arrest and extradite war criminals.

### **With regard to the Western Balkans, conditionality has been expanded to include full cooperation with the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia (ICTY).**

These mechanisms of compliance have shaped Croatian domestic and foreign policy. According to many, the EU conditionality has been effective in the sense that it has produced results in terms of delivery of key war criminals. The full cooperation with the Tribunal, attested by the Chief Prosecutor Del Ponte, improved the dialogue between Brussels and Zagreb. Conversely, in many other fields, both scholars and observers expressed scepticism with regard to the transformative power of the Union.

### From external condition to domestic pre-conditions

External conditions and mechanisms of compliance trigger change only if certain domestic conditions are met. On the one hand, there is a shared consensus in the literature to say that conditionality brings substantial change if the costs of compliance do not exceed the benefits of the accession perspective. On the other hand, this impulse for transformation diffused by exogenous actors needs the support of "pro-compliance" domestic actors. The outcome (i.e. transformation, adaptation or resistance to change) is therefore determined by the interplay of factors and actors.



In Croatia, European conditionality clashes with national identity (Freyburg and Richter, 2010: 264). The Croatian state has been built on the basis of an official narrative focused on the “homeland war” and its “heroes”. This issue has polarised the political scene (Peskin and Boduszynski, E-AS 2003). Although the myth of the “homeland war” vanished in recent years, the collaboration with the ICTY remained a sensitive matter at the domestic level. Even though political leaders with a moderate discourse and favourable attitudes towards the European Union have replaced extreme nationalist parties, the ICTY has never been regarded favourably in the region. Not only politicians but also judges and “upper echelons of the academic community” expressed criticism with regard to the mission and the activity of the International Tribunal (Dimitrijevic 2009: 85).

### **In Croatia, European conditionality clashes with national identity.**

In 2000, the electoral defeat of the Croatian Democratic Union (HDZ) opened a window of opportunity to accelerate the pace of reforms. Still, prior to accession, the domestic governments have undertaken modest domestic action. Prosecution of people indicted for war crimes remained a challenging issue in the country. The ambivalent answers to EU conditionality have been explained by the domestic conception of national identity (Freyburg and Richter 2010).

#### Judicial reforms: structural changes and transitional justice

The enlargement process offered to the Croatian political elites a set of incentives to carry out structural domestic reforms. For example, the reforms undertaken in the field of the judiciary witnessed several stages:

On the one hand, the beginning of the 1990s corresponds to both a period of crisis within the judiciary and political, and institutional inertia. Although the Constitution adopted in 1990 was supposed to regulate the independence and the impartiality of the judiciary, the implementation of these constitutional provisions had been delayed. De facto, the decrees enacted by the President Tujman violated most of the constitutional principles. Croatia faced not only a series of structural socio-economic problems but also tensions between judges with different legal and political views about democratization, national identity, the role of external factors in domestic politics and the “homeland war”. One explanation lies in the way in which Tudjman's government mobilised public institutions in general and the judiciary in particular “to privilege Croats over other ethnic groups and above all to prevent Serbs from returning to Croatia” (Blitz 2003: 184).

On the other hand, in the enlargement context, the European Commission required the development of long-term policies that include reforms of the judiciary. In 2005, the Croatian government adopted a national strategy, but most of the measures have been implemented between 2009 and 2011 in the framework of accession negotiations (Noutcheva and Aydin-Duzgit 2012). The European Commission provided a set of standards to be reached, including impartiality, independence integrity, efficiency, quality of justice and high standards of adjudication. The government passed a series of measures in order to eliminate external influence over the judiciary, to fight corruption, to improve the legal framework, to establish reliable institutions and to reduce the backlog and the duration of court proceedings. Besides structural measures – such as capital investment and the equipment of courts - the domestic reform aims to provide special judicial training on issues such as economic crime, money laundering and fight against corruption.

#### The uneven pace of reforms

Sceptical scholars with experience in analyzing the previous wave of enlargement labelled this first-order change induced by conditionality as a “Potemkin harmonization”. Even though corruption, administrative capacity, judicial independence and the protection of minorities received ample attention in the regular reports of the Commission, it is difficult to assess the outcomes of the reforms at the domestic level. Effective implementation takes time and depends on a variety of domestic factors. While there are cases which clearly show that inertia and retrenchment are a more “deliberate choice”, there are also policy fields and situations in which countries are unable to control the timing (and the shape) of the norms incorporated into the national settings. Thus, this “first-order change” in the Croatian judicial politics is a necessary condition for accession, but not a sufficient one for a substantive transformation. While the cooperation with the ICTY has improved and several structural measures have been adopted at the domestic level, the lack of enforcement of judicial decisions and the impunity for war crimes remain matters of concern for the European Union.





## Kroatiens EU-Beitritt am 1. Juli 2013: Ein Mutmacher-Tag für den Westbalkan

Ulrike Lunacek ist Vizepräsidentin und Außenpolitische Sprecherin der Grünen/EFA sowie Kosovo-Berichterstatlerin des Europaparlaments.

Ulrike Lunacek betont, dass die Grünen generell positive zu Kroatiens EU-Beitritt eingestellt sind. Ein Schatten über dem Willkommen des 28. Mitgliedstaates ist für sie der aufkeimende Rassismus in Kroatien. Da Kroatien eine Art Vorreiterrolle für in der Region des Westlichen Balkans inne hat, zeigt sie Wege auf wie die EU und im Besonderen das Europaparlament bei Hassverbrechen jeglicher Art schnell eingreifen und somit die EU-Grundwerte schützen kann.

Der EU-Beitritt Kroatiens ist für mich vor allem ein ermutigendes Signal an die gesamte Region des Westbalkans. Ich gratuliere allen Kroatinnen und Kroaten zu dem, was sie über das letzte Jahrzehnt erreicht haben. Das deutliche Ja des Europaparlaments zum Beitritt des Landes hat diese Leistung auch anerkannt. Nach Jahren in denen die Erweiterungsmüdigkeit sowohl in der Union als auch unter den Beitrittskandidatenländern weit um sich gegriffen hat, wird am 1. Juli dieses Jahres mit der Erweiterung der Europäischen Union auf 28 Mitgliedsstaaten ein Zeichen gesetzt, dass die mit einem Beitritt verbundenen Anstrengungen nicht umsonst sind, die Aufnahme in die EU für alle Staaten am Westbalkan sehr wohl möglich ist und weiterhin angestrebt wird. Für Kroatien selbst, das wirtschaftlich schwere Zeiten durchlebt, bietet der EU-Beitritt am 1. Juli ebenfalls einen Hoffnungshorizont, nicht zuletzt auch für die Regierung. Bis dahin dürfte es zu keinem Erdbeben in der Koalition kommen, obwohl Medien schon den Zusammenbruch ankündigten.

Wir Grüne haben den kroatischen Beitrittsprozess stets mit kritischem Wohlwollen begleitet und haben Kroatiens diesbezügliche Vorreiterrolle in der Region des Westlichen Balkans immer betont.

In den letzten Jahren, nachdem Kroatien bereits in die Zielgerade Richtung Beitritt eingebogen ist, haben wir darauf gedrängt, dass der Reformwille

Kroatiens nicht nachlässt, der Reformweg der letzten Jahre bis zum guten Ende gegangen wird. Vor allem Reformen in den Bereichen Justiz und Grundrechte haben für uns in diesem Prozess Priorität gehabt. Das sind wir sowohl den Bürgerinnen und Bürgern in der EU schuldig, als auch den zivilgesellschaftlichen Gruppierungen in Kroatien, die sich für eine vollständige Modernisierung ihres Landes einsetzen. Nicht zuletzt unterstützen wir daher auch die Forderung kroatischer Nichtregierungsorganisationen, einen internen, kroatischen Mechanismus einzurichten, der den Fortschritt der Reformen überwacht.

### **Denn allein der aufrichtige Umgang mit der nationalistischen Vergangenheit ist Voraussetzung für europäische Verständigung.**

Es waren wir Grüne im Europaparlament, die wiederholt auf die Bedeutung der Verhandlungskapitel Justiz und Grundrechte (Kapitel 23) und der Verfolgung von Kriegsverbrechern durch die kroatische Justiz hingewiesen und diese auch in die Kroatien-Resolutionen hinein reklamiert haben. Ein aufrichtiger Umgang mit der nationalistischen Vergangenheit ist Voraussetzung für europäische Verständigung. Die Einrichtung von vier Sondergerichten für Kriegsverbrechen sowie das Zugeständnis aus Zagreb, Beweismaterial für schwerere Kriegsverbrechen anstandslos nach Den Haag weiterzuleiten, haben hier die entscheidende Wende gebracht. Auch wenn Kroatien Opfer eines Angriffskrieges war, kann dies niemals Kriegsverbrechen und Verbrechen gegen die Menschlichkeit rechtfertigen. Die von Den Haag gegen kroatische Kriegsverbrecher verhängten Urteile waren aber nur eine Etappe im mühsamen Aufarbeitungsprozess der Balkankriege. Mit der Aufarbeitung von Kriegsverbrechen durch die kroatische Justiz war es lange nicht gut bestellt. Dies haben Berichte unter anderem von Amnesty International deutlich gezeigt. Auch die EU-Kommission hat dieses Thema immer wieder kritisch moniert. Zusätzliche Maßnahmen der Regierung in Zagreb, um dieses Kapitel der kroatischen Geschichte aufzuarbeiten, hat es gegeben. Dieses Erbe der Aufarbeitung der Kriegsvergangenheit gilt es aber auch nach dem EU-Beitritt weiter zu verfolgen. Denn allein der aufrichtige Umgang mit der nationalistischen Vergangenheit ist Voraussetzung für europäische Verständigung.

**„Hass und diese Art von Angst lassen wir nicht zu“, sagte Milanovic.**

Dass dieses Thema gerade in jüngster Zeit leider wieder aktuell ist, zeigen Aussagen von



kroatischen PolitikerInnen und eines Sportfunktionärs gegen Serbinnen und Serben in Kroatien, die als herabmindernd und hetzerisch eingestuft wurden sowie tätliche Angriffe gegen serbische Seminaristen der orthodoxen Kirche in Kroatien.

Ausgelöst hatte die Debatte Ruza Tomasic, die Vorsitzende der Rechtspartei (HSP AS) im öffentlich-rechtlichen Fernsehen (HRT). Sie bezeichnete dort den Vorsitzenden der serbischen Partei HDSSB, Vojislav Stanimirovic, als „Tschetnik“. Außerdem sagte sie, dass Kroatien nur den Kroaten gehöre und alle anderen nur Gäste seien. Dass die Aussage von der Redaktion einfach so hingenommen wurde, nahm Premier Milanovic dem Sender HRT übel. Für Empörung sorgte auch Zdravko Mamic, der Chef des Fußballklubs Dinamo Zagreb, der Sportminister Zeljko Jovanovic einen Serben nannte, was offensichtlich als Beschimpfung gemeint war. Die Gewalt gegen die serbischen Seminaristen sah der Premier als Folge solcher Aussagen wie jener von Tomasic. „Hass und diese Art von Angst lassen wir nicht zu“, sagte Milanovic. Zugleich nahm er auch die rechtskonservative Oppositionspartei HDZ in die Verantwortung. Auch Staatspräsident Ivo Josipovic hatte die Aussagen von Tomasic scharf verurteilt: Denjenigen, die zwischenethnische Konflikte und Gewalt provozieren, müsse man entschieden „Nein“ sagen, und die verfassungsrechtlichen Grundfesten erhalten, so Josipovic. Milorad Pupovac, Vorsitzender des Serbischen Rats in Kroatien (SNV), sagte zu dem Angriff auf die Seminaristen der orthodoxen Kirche, dass rechte Parteien wegen fehlender Ideen so zu mobilisieren versuchten, wie das in den 1990er Jahren der Fall gewesen sei. Damit schädigten sie die Beziehungen zwischen den Volksgruppen und die verfassungsrechtliche Ordnung.



Ein dramatischer Befund, der einen Schatten auf die Freude über den kroatischen Beitritt wirft. Diese Vorkommnisse zeigen, dass in Kroatien mit dem EU-Beitritt viel gewonnen ist, die Anstrengungen für ein auf den europäischen Grundwerten basierendes Zusammenleben aber kontinuierlich fortgesetzt werden müssen. Das gilt übrigens für alle Länder der Europäischen Union, besonders Ungarn ist derzeit in diesem Zusammenhang zu nennen.

Hass gegen andere beginnt in den Köpfen, setzt sich fort und verbreitet sich über verhetzende Sprache und Wortwahl und führt in den schlimmsten

Fällen zu körperlicher Gewalt und Ausschreitungen gegen Einzelne und bestimmte Gruppen. Das Europaparlament hat erst unlängst mit großer Mehrheit eine Resolution gegen Rassismus, Fremdenfeindlichkeit, Antisemitismus, Homophobie, Antiziganismus, Hass-Verbrechen sowie Hass-Reden beschlossen. Leider aus aktuellem Anlass, wie die deutlich mehr werdenden diesbezüglichen Vorfälle in EU-Mitgliedsstaaten zeigen. Diese Resolution war ein starker Appell an Kommission und Rat nicht die Augen vor diesem sich ausbreitendem, schleichendem Gift des Hasses zu verschließen und aktiv zu werden.

### **Der EU-Beitritt darf bei keinem Land zu einem Wegschauen und Ignorieren dieser fundamentalen Wertebasis der Union führen.**

Um die von Innen-Kommissarin Viviane Reding als Kopenhagen-Dilemma bezeichnete Selbstfesselung der Union bei der Bekämpfung dieser Verletzungen europäischer Grundwerte zu überwinden, braucht es einen neuen Ansatz. Das Artikel-7-Verfahren ist dafür zu langsam und zu schwerfällig. Ich habe deshalb vorgeschlagen, einen Kopenhagen-Mechanismus samt Kopenhagen-Kommission zu etablieren, deren Mandat die Überwachung der Einhaltung der Grundwerte in der Union ist und die bei Hassverbrechen jeglicher Art schnell und effektiv eingreifen kann. Ansonsten verliert die Union auch jede Glaubwürdigkeit gegenüber den Beitrittskandidaten-Ländern, bei denen peinlich genau und zurecht auf die Einhaltung genau dieser Kopenhagener Kriterien gepocht wird. Der EU-Beitritt darf bei keinem Land zu einem Wegschauen und Ignorieren dieser fundamentalen Wertebasis der Union führen.

Gerade jetzt, wo die wirtschaftliche Lage der Balkanstaaten zum Teil verheerend ist, muss darauf geachtet werden. Obwohl nicht zur Euro-Zone gehörend zählt der Westbalkan mit zu den wirtschaftlichen Verlierern der Euro-Krise. Das Chaos in der Euro-Zone hat diese Länder insgesamt stark in Mitleidenschaft gezogen. Ein wichtiger Handelspartner Griechenland liegt am Boden und Investoren wie Kreditgeber zeigen sich risikoscheuer als vor der Krise. Nationalismus und Fremdenfeindlichkeit waren und sind bevorzugte Methoden von populistischen Parteien, um die allgemeine Unzufriedenheit für ihre eigenen Interessen zu missbrauchen.

Der Schutz von Minderheiten muss auch von der Regierung in Zagreb weiterhin höchste Priorität eingeräumt werden. Als Vorsitzende der LGBT-Intergroup im Europaparlament habe ich mich besonders für die Lesben, Schwulen, Bisexuellen und Transgender-Personen in Kroatien eingesetzt und ihre Rechte in ihrem Staat eingefordert. Die Ausschreitungen rund um die Regenbogenparade



im kroatischen Split vor zwei Jahren wurden von mir und meinen MitstreiterInnen in diesem Bereich auf das Schärfste verurteilt: Nirgendwo in der EU gibt es Platz für Homophobie! Regenbogenparaden sind weitem in Europa bunt schillernde Feste und dürfen keine Angriffsziele für wild gewordene Menschenhasser werden. Ich freute mich daher sehr darüber, dass der Antrag der Europäischen Volkspartei (EVP) abgelehnt wurde, die Kritik an diesen gewaltsamen Ausschreitungen gegen die Pride Parade von Lesben und Schwulen in Split aus der Resolution des Parlaments zu streichen. Damit hat das Europaparlament ein eindeutiges Zeichen für den Schutz der LGBT-Minderheiten auch in Kroatien gesetzt. Und die neue kroatische Regierung zeigte 2012 mit der Teilnahme von gleich fünf (!) MinisterInnen großartige Unterstützung für die Parade in Split!

sondern bleibt im beiderseitigen Interesse der Europäischen Union und der Kandidatenländer. Deswegen ist der 1. Juli für mich ein Tag der Freude und eine Aufforderung, dem EU-Erfolgskonzept „Kooperation statt Konfrontation“ am gesamten Westbalkan endlich zum Durchbruch zu verhelfen.

## **EU-Erfolgskonzept „Kooperation statt Konfrontation“**



Auch nach dem EU-Beitritt von Kroatien bleibt das Europaparlament nach wie vor gefragt. Gemeinsam mit unseren neuen Kolleginnen und Kollegen aus Kroatien – hoffentlich in Zukunft auch Grüne! – werden wir weiterhin die Anliegen der Bevölkerung und Zivilgesellschaft in den europäischen Gesetzgebungsprozess einbringen. Zum anderen bleibt es die Aufgabe der Europaabgeordneten, die Menschen in der EU davon zu überzeugen, dass der Erweiterungsprozess für alle Staaten im westlichen Balkan auch in ihrem ureigensten und friedenspolitischen Interesse ist. Denn der Erweiterungsprozess kann nur mit der Unterstützung der Menschen in ganz Europa weiterhin erfolgreich fortgeführt werden. Eine wichtige Lehre aus der Krise in der Eurozone ist auch, dass die Beitrittskriterien strikt überwacht und kontrolliert gehören. Jeder Fortschritt im Beitrittsprozess hängt von der Erfüllung dieser Kriterien durch die Kandidatenländer ab. Entscheidend dabei sind natürlich die Umsetzung der Rechtsstaatlichkeit, Justizreform und der Korruptionsbekämpfung.

Um den Kreis zum Anfang meiner Ausführungen zu schließen: Dieser Beitritt sendet wichtige Signale an die Region, dass es die Union weiterhin ernst meint mit der EU-Perspektive des gesamten Westbalkans. Dabei gilt: Die EU-Erweiterung ist keine Einbahnstraße,

**International Relations**  
**Relations Internationales**  
**Internationale Beziehungen**

**Vincent Metten**  
**Guillaume Goessens**  
**Thierry Ntakirutimana**  
**Morella Siemers**  
**Tiffany Lormeau**  
**Jeremy Van Gorp**  
**Petros Fassoulas**







## Tibet and the EU-China relations

Vincent Metten is the EU Policy Director at the International Campaign for Tibet.

Vincent Metten points out in his article the necessity of improvements on human rights in Tibet and in the rest of China, if the EU seeks to establish a real strategic relationship with China. He criticizes in the name of the violent repression Tibet is suffering from, the double standard in the EU foreign policy, as well as of the Belgian government.

Diplomatic relations between the EU and China were established for the first time in 1975 when Christopher Soames, then European Commissioner for External Relations, became the first EU official to visit the People's Republic of China (PRC). After almost forty years, China has become the EU's largest source of imports and the EU is China's biggest trading partner. As a matter of fact, EU-China relations, based on the 1985 EU-China Agreement on trade and economic cooperation<sup>1</sup>, have grown to include foreign affairs, security matters and international challenges such as climate change and global economic governance.

Only one year after the official opening of the Delegation of the European Commission in Beijing in 1988, as a reaction to the Tiananmen incidents of June 1989, the EC froze its relations with China and imposed a number of sanctions, including an arms embargo, which is still in place today.

In the 1990s the EU decided to shift from public condemnation to a diplomatic, closed-door exchange of views with Chinese authorities. The PRC's government unsurprisingly welcomed this and agreed to engage in a dialogue, on the condition that Chinese authorities would have their say<sup>2</sup>. This new approach led to the establishment of a new political dialogue in 1992, the launch of a specific human rights dialogue in 1995 and the first EU-China Summit in 1998. At present, the EU and China hold almost 60 sectoral dialogues<sup>3</sup>. Every year a EU-China Summit takes place, although in 2008 China cancelled it due to French President Sarkozy's meeting with the Dalai Lama.

Of particular importance for the work of the International Campaign for Tibet (ICT) is the EU-China Human Rights Dialogue, the oldest human rights dialogue established between the EU and a third country. It is normally convened twice a year, alternating locations between the EU presidency

and Beijing, but in recent years China has always cancelled the second round. The dialogue has two different components. During the first one European and Chinese officials discuss human rights concerns in general as well as specific cases (a list of individual political prisoners is usually handed over). The second one is a legal seminar where European academics and NGOs have discussions with their Chinese counterparts. In January 2001 the EU announced eight benchmarks relevant for assessing the impact of the dialogue.<sup>4</sup>

**Of particular importance for the work of the International Campaign for Tibet (ICT) is the EU-China Human Rights Dialogue, the oldest human rights dialogue established between the EU and a third country.**

However, the human rights dialogue presents several shortcomings, which civil society organizations such as ICT have repeatedly pointed out. Unfortunately, at EU level there is often not enough political will to engage on human rights with China, turning these meetings into exercises of limited utility. Firstly, the EU lacks a common strategy on human rights in China and the dialogues are not well linked with diplomatic initiatives, policies or other key issues in the EU-China bilateral relations (e.g. trade or investment). ICT believes that the EU should not only raise concerns but also address its expectations and demand specific commitments from its Chinese counterparts. Moreover, Chinese diplomats very closely monitor the legal seminar, which limits the Chinese academics' and experts' ability to express their viewpoints. ICT, with an FIDH hat, was able to participate to the 2009 seminar in Madrid during the Spanish EU Presidency. In 2012, due to Chinese protests and pressure on the European External Action Service (EEAS), ICT could unfortunately not take part to the legal seminar in Galway, Ireland.

**Unfortunately, at EU level there is often not enough political will to engage on human rights with China, turning these meetings into exercises of limited utility.**

The abovementioned problems of the EU-China Human Rights Dialogue and Seminar, which have so far caused the failure to produce concrete and visible results on the ground, reflect the way human rights are addressed in all the EU's Common Foreign and Security Policy. Despite the numerous rhetorical commitments in political declarations, human rights are one of the least consistently developed areas of foreign policy.



Article 21 of the Treaty on the EU points out the EU's determination to promote human rights and democracy through all its external action and the recently adopted EU Strategic Framework and Action Plan on Human Rights and Democracy<sup>5</sup> reaffirmed that those principles underpin all aspects of the EU's internal and external policies. Nevertheless, there have been many cases where promoting human rights have conflicted with other strategic priorities for the EU and China is certainly the best example where these double standards become visible.

With regard to the issue of Tibet, the EEAS has so far issued only very diplomatic statements<sup>6</sup> and has often adopted a policy of ambiguity and accommodation even in face of gross human rights violations. The most vocal actor at EU level is the European Parliament, which, through several resolutions, has urged the other EU institutions to increase their efforts to address the issue. A further actor is the European Economic and Social Committee (EESC), which, among other things, is in charge of building civil society relations with key areas around the world. In 2009 an EESC delegation carried out a fact-finding mission in the TAR (Tibetan Autonomous Region) and visited the Tibetan community in Dharamsala (India) to increase its knowledge of the social and economic conditions in the area.



The situation in Tibet is currently very tense. In 2008 protests took place all over Tibet and the Chinese government responded with a massive troop deployment across the Tibetan plateau. At the same time it sealed off much of Tibet from the outside world and enforced a "media blackout". Moreover, it increased the level of repression of Tibetans' freedoms of speech, religion, assembly and association. As a result, since February 2009, 111 Tibetans have self-immolated as a form of protest.<sup>7</sup> However, the Chinese government reacted to the self-immolations by intensifying the military buildup in Tibet and strengthening the very policies and measures that are the root cause of the acts in the first place, continuing to prioritize infrastructure construction and resource exploitation in Tibet and tightening state control over Tibetan religion and culture.

In this context ICT mainly monitors and investigates human rights conditions in Tibet and works with appropriate organizations and government officials to publicize abuses and bring pressure on the Chinese government. ICT is committed to the achievement of genuine autonomy for Tibet within the scope of the PRC's Constitution and does not seek independence, in line with the Memorandum on Genuine Autonomy presented by the envoys of the Dalai Lama to Chinese officials in November 2008.<sup>8</sup>

**In 2007, the Belgian government asked the Dalai Lama to cancel a long-planned visit to Brussels in response to pressure from Beijing.**

In September 2006 ICT opened its Brussels office to step up its advocacy efforts towards EU institutions and policy-makers. Some of ICT's recent activities included the organization of the Tibet Solidarity Rally held in Brussels on 10 March and the Tibet Lobby Days with members of Tibetan communities from different European countries in order to brief Members of the European Parliament on the situation in Tibet and to build new alliances.

Chinese authorities are very sensitive to the issue of Tibet and deploy lots of efforts to give their interpretation of the situation and diffuse Beijing's propaganda on this issue via exhibition, press articles, visit of delegation of so-called "Tibetologists". Chinese diplomats in European capitals are also active in trying to block meetings between policy-makers and representatives of Tibetan communities in exile. A recent example concerns the visit of Kirti Rinpoche, a senior Tibetan monk living in exile in India, who came to Europe in March 2013 to meet with representatives of institutions and Ministries of different countries. Following his arrival in Brussels, the Chinese embassy contacted the Belgian government to complain about his meetings with officials from the Foreign Ministry and the President of the Senate. As a result, two scheduled appointments were cancelled and downgraded.

In 2007, the Belgian government asked the Dalai Lama to cancel a long-planned visit to Brussels in response to pressure from Beijing, following the postponement under similarly controversial circumstances of an earlier visit meant to take place in June 2005.

China's strong-arm tactics in seeking to suppress legitimate discussion about the crisis in Tibet are well known but it is a shame that the government of Belgium, a founding member of the EU, acquiesced. The Belgian government must be mindful of the message this sends to the Tibetan people as the scale of the tragedy in Tibet continues to unfold.

**ICT believes that the EU and China will only become real strategic partners when genuine and concrete improvements on human rights will take place in Tibet and in the rest of China. This is, in our view, a necessary precondition for setting up stable EU-China relations.**

**1** Agreement on Trade and Economic Cooperation between the European Economic Community and the People's Republic of China, 1985: <http://ec.europa.eu/world/agreements/downloadFile.do?fullText=yes&tratyTransId=783>

**2** Human Rights in China: The EU-China Human Rights Dialogue: Perspectives from NGO Representatives, <http://www.hrichina.org/content/3263>

**3** EU-China Dialogue Architecture: [http://eeas.europa.eu/china/docs/eu\\_china\\_dialogues\\_en.pdf](http://eeas.europa.eu/china/docs/eu_china_dialogues_en.pdf)

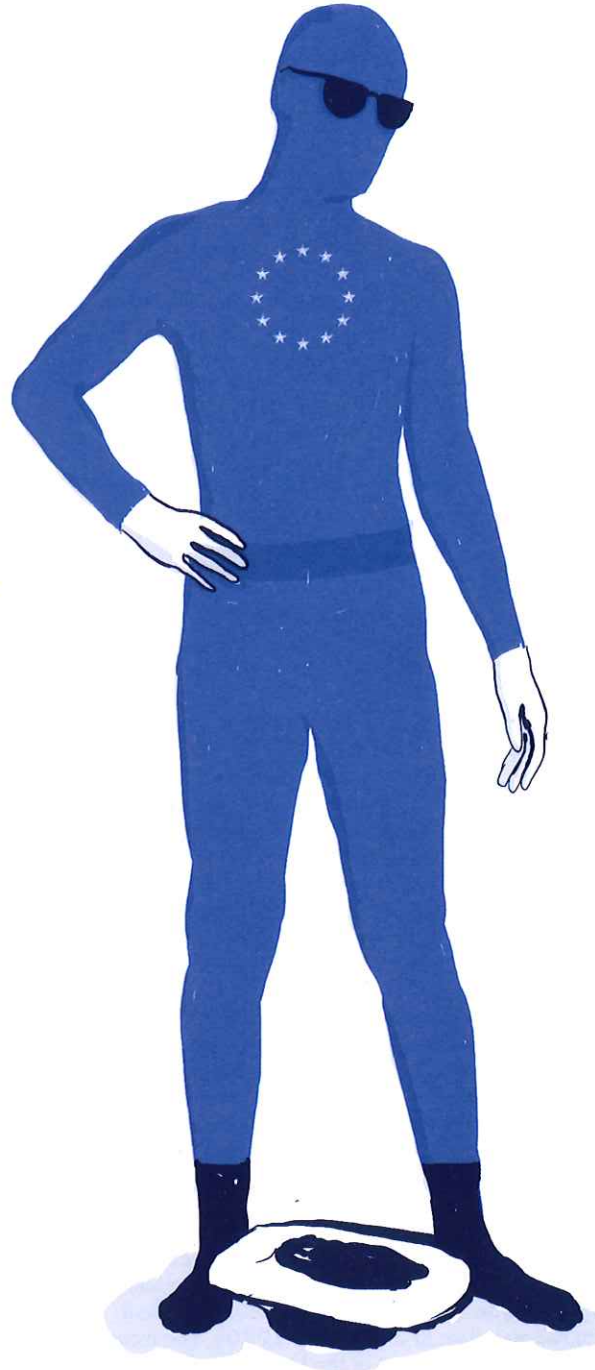
**4** 2327th Council Meeting of General Affairs, Brussels, Belgium, January 22-23, 2001: [http://europa.eu/rapid/press-release\\_PRES-01-19\\_en.htm?locale=fr](http://europa.eu/rapid/press-release_PRES-01-19_en.htm?locale=fr)

**5** EU Strategic Framework and Action Plan on Human Rights and Democracy: [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/EN/foraff/131181.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/131181.pdf)

**6** Declaration of the High Representative of the European Union Catherine Ashton on Tibetan self-immolations, 14 December 2012: [http://europa.eu/rapid/press-release\\_PESC-12-535\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_PESC-12-535_en.htm)

**7** See ICT's latest report: Storm in the Grasslands: Self-immolations in Tibet and Chinese policies, 2012, <http://www.savetibet.org/resource-center/ict-publications/reports/storm-grasslands-self-immolations-tibet-and-chinese-policy>

**8** Memorandum on Genuine Autonomy for the Tibetan People: <http://www.savetibet.org/policy-center/topics-fact-sheets/memorandum-genuine-autonomy-tibetan-people>





## What future for the European Defence Agency in an Age of Austerity?

**Guillaume Goessens – Master in European Politics and Policies student at the Katholieke Universiteit Leuven.**

When the European Defence Agency (EDA) was established in July 2004, there were few doubts about the economic well-being of Europe. The purpose of this new structure was basically to “support the Council and the member states in their effort to improve the EU’s defence capabilities in the field of crisis management and to sustain the European Security and Defence Policy as it stands now and develops in the future” (article 2.1, Council Joint Action 2004/551/CFSP). The EDA was also given four missions, namely developing defence capabilities, promoting Defence Research and Technology (R&T), promoting armaments co-operation and creating a competitive European Defence Equipment Market and strengthening the European Defence, Technological and Industrial Base (article 5, Council Joint Action 2004/551/CFSP). In the context of the elaboration of a Constitutional Treaty, the EDA was therefore a positive sign for the proponents of a strengthened ESDP.

Looking at the agency almost ten years later, it may seem that the European Union member states unintentionally anticipated the dramatic economic crisis we have been facing by creating an organization capable of potentially encouraging the pooling and the sharing of our military capacities. Indeed, in general, defence budgets across Europe have decreased over the past decade. This trend has accelerated since the Global Economic Crisis (GEC) broke out in 2008. For instance, according to the Stockholm International Peace and Research Institute (SIPRI), the French defence budget amounted only to 2,3% of the GDP in 2010, while it used to represent up to 3,6% in the 1980s. The trend is even sharper in the case of the United Kingdom.

Taking into account the evolution of the international system, this development is a paradox. Except for the EU, the world today is not as secure as it was expected to become in 1991. As the recent crises in Libya and Mali have demonstrated, new challenges for the European countries have emerged, threatening their immediate interests and values. Facing these threats, many European states have shown their solidarity, their determination and their willingness to protect themselves. However, once in the battlefield, they have often suffered from a lack of military capabilities such as air carriers and high precision munitions. As the war in Libya demonstrated, reliance upon non-European capabilities has been the only solution when it comes to long-lasting high intensity operations.

### **The EDA has undertaken many projects with constant efforts of anticipation and projection into the future.**

In this context, the EDA might play a significant role. While the agency has indeed achieved many things since its creation, it is not the purpose of this article to cite and evaluate all of its work. Nevertheless, in each of its four missions, the EDA has undertaken many projects with constant efforts of anticipation and projection into the future. To mention just a few, as far as the European defence industry is concerned, several codes of conduct were elaborated under the leadership of the EDA in order to increase the transparency and the competitiveness of the European defence market. Furthermore, a Capability Development Plan (CDP), whose aim is to address capability priorities, potential risks and guidelines for the definition of capability requirements, was adopted in March 2011 by the EDA’s Steering Board. In March 2012, the agency was given the important task of developing air-to-air refuelling (AAR) capacities at the European level. Finally, one of the most important projects carried out by the EDA is the Pooling and Sharing program, which is directly rooted in the context of the GEC. It was launched in 2010 by the Ministers of Foreign Affairs. The Pooling and Sharing program aims at preserving “national operational capabilities – with improved effect, sustainability, interoperability and cost efficiency as a result” (Ghent Initiative, 2010). It encompasses concrete projects such as the above-mentioned AAR capacities, helicopter and pilot training programs, future military communication satellites, smart munitions, and naval logistics.

### The challenges ahead

As this article has tried to demonstrate, the EDA is a useful tool for developing European military capacities in an age of austerity. To conclude this reflexion, I would like to raise three crucial questions for the future of the EDA.



**Claude-France Arnould**  
Chief Executive of  
the European Defence



1. Will the member states and the European defence industry apply the recommendations of the EDA? This is of course the sine qua non for the success of the agency. It has carried out numerous studies and action plans, providing EU member states and the defence industry with a global overview of the future needs. However, in several dossiers such as AAR, the impact of the agency has been rather limited. There is also no doubt that in the field of the defence industry, the EDA will need to be supported by the key industrial players which often compete with each other. For instance, one only has to think about the struggle between three European fighter aircrafts (the Rafale, the Eurofighter and the Gripen) to understand that balancing the different interests is not an easy task.

2. Will the member states strengthen the EDA? A fundamental characteristic of the EDA is that it is an intergovernmental body. Therefore, the disagreements between the member states as well as the pursuit of domestic interests might have a tremendous impact on the functioning of the agency. Recently, the United Kingdom, which is one of the largest defence spenders in Europe, refused to increase the budget of the EDA. While the agency's financial resources (30.53 millions € in 2012) are already quite limited in comparison to its tasks, such a decision does not promise well for the continuation of its activities. On the other hand, the commitment of Mr Le Drian, the French Minister of Defence, to enhance the role of the EDA in the framework of a reinvigorated CSDP is an encouraging signal for the agency.

3. How can the different actors and programs in the mutualisation of defence capacities be efficiently coordinated? The EDA is not the only actor in the area of the defence industry and capabilities. There are several other structures with similar objectives (e.g. the OCCAR and NATO's Smart Defence Initiative). In order to avoid ineffective overlaps, a better coordination is needed, as most of the member states of the EDA are also involved in the other organizations. The ambiguity of several European countries has often contributed to blurring the situation. For instance, by launching a bilateral cooperation in November 2010, France and the UK sent a negative signal to their European partners, as London and Paris bypassed the existing structures at the European level.

**The agency's financial resources (30.53 millions € in 2012) are already quite limited in comparison to its tasks**

Developing hard power is not in contradiction with the European traditional soft power and objective of peace. Facing their own responsibilities, from traditional high intensity operations to cyber-security, Europeans ought to develop credible military means

if they want to assume a significant role in the world. While our old ally Washington has shifted its attention towards Asia and the Pacific, it is no longer reasonable to extensively rely upon the US capacities. All around us new great military powers such as China and India have emerged while Europe is struggling with austerity and budget reductions. In this context, the EDA can be a key instrument for the EU member states in developing common defence capacities. However, the future of the agency will be what the member states will decide for it. The risk, therefore, is that domestic preoccupations and national interests could prevail over the common European needs.

	2008*	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPENSES</b>						
FUNCTIONING	20 044	21 561	22 131	22 031	22 531	23 088
OPERATIONAL	12 000	8 000	8 400	8 500	8 000	7 443
<b>TOTAL EXPENSES</b>	<b>32 044</b>	<b>29 561</b>	<b>30 531</b>	<b>30 531</b>	<b>30 531</b>	<b>30 531</b>
<b>REVENUES</b>						
DEDUCTIONS FROM STAFF REMUNERATION	1 169	1 255	1 268	1 347	1 395	1 423
FINANCIAL INCOME	600	620	550	150	50	51
MEMBER STATE CONTRIBUTIONS	30 275	27 686	28 713	29 034	29 086	20 057
<b>TOTAL REVENUES</b>	<b>32 044</b>	<b>29 561</b>	<b>30 531</b>	<b>30 531</b>	<b>30 531</b>	<b>30 531</b>



## Burundi – UE : une relation unique encore en construction

Dylan Klass est étudiant en Master à l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles.

Thierry Ntakirutimana, burundais et canadien, diplômé de McGill University (Montréal, Canada) en Science Politique, Post-graduated de Royal Roads University (Colombie Britannique, Canada) en Analyse et Résolution des conflits et fonctionnaire d'État au gouvernement fédéral canadien, Thierry Ntakirutimana a participé aux négociations de paix de Dar Es Salam (2006) entre le gouvernement burundais et le Front National de Libération (FNL).

L'histoire qui lie la République du Burundi et l'Europe est longue et bien connue. Mais les défis qui se présentent au peuple burundais et les positions de l'Union dans l'évolution politique de ce pays d'Afrique centrale rendent cette relation très intéressante. Une interview de Thierry Ntakirutimana pour un éclairage sur la situation.

### Eyes on Europe

Comment décririez-vous actuellement les relations entre l'UE et le Burundi ?

**Thierry Ntakirutimana**  
Malheureusement elles ont connu des jours meilleurs. La bonne nouvelle, c'est qu'elles peuvent être améliorées. Tout d'abord, il faut dire que l'UE est un partenaire très important du Burundi à plusieurs niveaux. Au niveau politique, elle a accompagné le Burundi depuis l'accord d'Arusha en 2000 jusqu'à aujourd'hui. Au niveau économique, son budget dépend,

à plus de 50%, de l'aide internationale – ainsi, l'UE devient un partenaire majeur au niveau budgétaire. Cela étant dit, d'usage en relations internationales, il y a évidemment des conditionnalités que le Burundi peine à remplir. On constate des manquements importants du côté burundais, notamment dans la lutte contre la corruption, l'imputabilité gouvernementale, la démocratisation des institutions et la liberté d'expression. L'actuel gouvernement du Président Pierre Nkurunziza n'a répondu que partiellement aux conditionnalités de l'UE. Le gouvernement burundais doit afficher sa ferme volonté de combattre la corruption et prendre ses responsabilités devant les bailleurs mais aussi devant le peuple burundais.

### **L'UE est un partenaire très important du Burundi à plusieurs niveaux.**

**EOE** Dans son discours à la Conférence des Donneurs à Genève au mois d'octobre 2012, Andris Piebalgs (Commissaire européen au Développement) a déclaré que « au-delà des aides au développement, c'est d'investissements dont le Burundi a besoin aujourd'hui ». Comment voyez-vous cette nécessité que des acteurs autres que les aides internationales interviennent au Burundi ?

**TN** Depuis l'indépendance du Burundi et surtout à partir de 1993, le Burundi a traversé une période marquée par un manque aigu d'investissements dans tous les secteurs de l'économie du pays. Pendant presque deux décennies, le développement du pays était pratiquement au point mort. Aujourd'hui il y a peu de secteurs qui n'ont pas été touchés directement. C'est un peu sinistre mais c'est l'état actuel des choses.

Ainsi le Commissaire Européen au Développement a raison car le Burundi a énormément besoin d'investissements. Mais il faut aussi dire qu'avant de courir le pays a besoin de se tenir debout – de la sorte, l'aide internationale est et reste aussi capitale pour le Burundi.

### **Que ce soit avec l'aide ou l'investissement, nous sommes toujours ramenés à l'éternelle question du manque d'imputabilité, de la corruption et de l'opacité dans la gestion de la chose publique.**

A mon avis, il faut aller au-delà de cette logique d'aides versus les investissements. Au Burundi, il faut que le gouvernement se place dans une logique de croissance économique. Que ce soit avec l'aide ou l'investissement, nous sommes toujours ramenés à l'éternelle question du manque d'imputabilité, de la corruption et de l'opacité dans la gestion de la chose publique. Réellement c'est de cela qu'il s'agit. Par exemple, si les investissements sont bien gérés, ils peuvent renforcer le pouvoir d'achat, créer des emplois, permettre la naissance d'une masse populaire éduquée et un transfert de technologies. Voilà ce qui assure un développement durable et la croissance économique.

**EOE** Aujourd'hui, l'Union européenne est le partenaire le plus important du Burundi en termes d'aide au développement. Quels objectifs majeurs devraient être mis en avant pour les 5, 10, 15 années à venir ?

**TN** Il faut miser sur la création et le renforcement de la classe moyenne capable de

revendiquer ses droits politiques, économiques, etc. Sans cela on va rester dans le même cycle qui frappe actuellement une grande partie de l'Afrique. Dans les 10, 20, 50 ans, il va falloir redéfinir les secteurs à cibler pour un rendement maximum et qui profiteraient au peuple burundais dans son ensemble. Ceci ne peut pas se faire efficacement dans le cadre actuel, c'est-à-dire en partenariat avec un gouvernement sous forme d'un parti politique représenté par quelques individus. La participation du peuple est impérative. Ce dernier est, à mon avis, le premier concerné. Il faut absolument commencer à démocratiser le développement au Burundi.

EOE Les entreprises asiatiques semblent investir activement dans la région centrale d'Afrique, et notamment au Burundi. Que différencie la présence chinoise de celle de l'Union européenne ?

TN La Chine se positionne ouvertement et avec force au niveau des économies émergentes et en voie de développement. Ce qui est logique d'ailleurs car elle a grandement besoin des ressources surtout au niveau de l'énergie et l'Afrique en regorge. En réalité, la Chine s'est rendu compte de ce que les pays européens ont réalisé pendant la colonisation et les premières années d'indépendance en Afrique. L'Afrique est pauvre au niveau des indices économiques mais très riche au niveau des ressources. Contrairement à l'Europe, la Chine se présente à l'Afrique comme un partenaire pour qui la souveraineté du continent tient à cœur. Alors que l'UE conditionne l'aide, la Chine se garde de s'ingérer dans les affaires d'un autre pays.

C'est drôle mais la politique chinoise aujourd'hui est quasiment calquée sur celle de l'Europe pendant les années 60,

70 et 80 - les années pendant lesquelles l'Europe a contribué à la création et/ou au maintien des régimes comme Mobutu, Mugabe, etc, des régimes parmi les plus corrompus et brutaux du continent africain. Avec la Chine est-ce que c'est l'histoire qui se répète ? Attendons de voir mais on peut toujours espérer que l'histoire serve de leçon.

EOE Quelque chose à ajouter ?

TN Au niveau purement économique, c'est un fait que le Burundi a incontestablement besoin de l'Europe. Alors, il est dans l'intérêt du Burundi, sans nuire à sa souveraineté, d'investir sans réserve dans ses relations avec l'UE - c'est une relation qui peut profiter considérablement au Burundi. On critique souvent les conditions de l'UE mais j'aimerais souligner ses mérites car la démocratie, le respect des droits humains, la tolérance zéro contre la corruption sont des conditions nobles, surtout quand on vit dans un pays comme le Burundi où elles sont violées quotidiennement. Dans la lutte contre la corruption, par exemple, je trouve ironique que, avec la main gauche, Bujumbura demande de l'aide internationale - et avec la main droite, il permet une gestion catastrophique de cette même aide. Cela doit s'arrêter.

En plus, le Burundi doit mériter son respect et sa place au sein de la communauté internationale. Le CNDD-FDD s'érige en parti quasi unique. Par biais du ministre actuel de l'intérieur, le parti au pouvoir est devenu le gestionnaire des partis politiques de l'opposition. Le FNL dirigé par Rwaswa Agathon, l'autre grande force politique au Burundi, a été légalement confisqué par le pouvoir. Monsieur Rwaswa et plusieurs autres leaders politiques opposants du pouvoir ont été contraints à l'exile. La dictature

n'a plus de place au Burundi et le message doit être transmis clairement et sans ambiguïté par l'UE. Certes, le gouvernement burundais doit soigner son image, mais l'UE doit aussi lever toute ambiguïté sur son engagement pour la démocratie et les droits de l'homme.

## Update: EEAS 2.0

Morella Siemers is a student at the Institute for European Studies of the Université Libre de Bruxelles and vice-chief editor of Eyes on Europe.

### The EU's External Action: Opportunities and Challenges for a New Diplomatic Service

The GR:EEEN forum on the European external action in times of crisis and change was held at end of February 2013 in Brussels. In Round Table 7, academics, EU officials and civil society members (see list below) have discussed, three years after Lisbon, the challenges and opportunities that the New Diplomatic Service is facing today. In the elegant club meeting rooms of the University Foundation, the experts and officials, placed at thematic round tables, let their ideas flow. Based on a Council decision, the EEAS's organization and functioning has to be reviewed by mid-2013. This trilateral forum is an opportunity to share knowledge and to come up with clear recommendations for more efficient policy making for the EEAS version 2.0 and to establish directions in which research should be orientated in the future.

The New Diplomatic Service born with the Lisbon treaty is an excellent example for EU's culture of compromise. Formed by tough negotiations between the EU institutions and the Member States, it's rather a bureaucratic than a political body. Furthermore as C. Lequesne points out, the staff of the EEAS is coming from different administrative backgrounds, such as the Commission, the Secretariat General of the Council and national diplomacies. Being the child of compromise and uniting professionals from various working contexts, the New Diplomatic Service is still searching for an efficient way to meet its main goal: a common foreign policy. Concerning this topic the Eyes on Europe team asked students of the Institute for European Studies the following question:

Asking students of the Institute for European Studies:

Do you think C. Ashton's New Diplomatic Service is an opportunity for a common foreign policy?

64% Yes, BUT... 21% No 15% Time will show.

Happily enough a significant majority of students sees the New Diplomatic Service capable of fulfilling its

purpose. Though the positive answers were nearly always followed by a "but". The students mainly questioned the charisma and leadership qualities of C. Ashton. This point was not at all discussed by the round table. Graham Avery, an advisor at the European Policy Centre and an associate to the University of Oxford, pointed out in an interview later on, that Rome wasn't built in a day and that C. Ashton "was given an almost impossible task and she's made a good success of it". He furthermore underlined the fact that "she is a woman and that's a damn good thing".

**"Isn't all we need a good foreign policy crisis for the EU to act together?"**



G. Avery answers to the student's concerns that we shouldn't "exaggerate the need for some super charismatic foreign policy leader". On a long-term basis, the acceptance of a common foreign policy by the European people and its leaders will automatically strengthen due to the historical necessity of having to work together in order to make a difference globally. This will be further amplified by the budget savings that a common approach permits. In G. Avery's point of view, the EEAS does a good job in searching common ground and he is half joking, half serious when he asks himself "isn't all we need a good foreign policy crisis for the EU to act together?".

One of the top topics of the round table was the importance to make a difference between high and low politics in order to fully understand EEAS's work. As a bureaucratic body the EEAS capability to influence Member States over a disagreement on high politics, as for example the military intervention in Libya, is limited. Though the New Diplomatic Service does reduce the transaction cost of routine matters by means of important exchange of information.



In 2003, a strategic paper on EU foreign and security policy was written. The participants of the round table see it as a necessity to give a mandate to the new High Representative in 2014 to write an update. However, the ability of the EEAS to succeed in such a task was questioned by the participants. The EEAS's political guidance role remains nearly inexistent and has probably been reduced in times where the priority continues to be the financial and economic crisis.

One of the practical advice made at the roundtable was the reduction of bilateral embassies in third countries. The Member States would be able to save a great deal of money and could also strengthen the EU Delegations. Again we asked students of the Institute for European Studies a core question linked to this topic:

Do you like the idea that a European ambassador replaces our national ones?

43% No 50% Yes 7% Utopian speculation. The students who answered with "yes" are very enthusiastic about this idea, they see it as an opportunity to realize a federal version of the EU. The skeptical ones underline the fact that the representation of the European people has to be assured at all levels, the national and the supranational one. Here they join the opinion of G. Avery who thinks that the Delegations should assist and not replace national representation.

Another proposal (among many others) was an Erasmus program for diplomats. Young people working for diplomacies would have the opportunity to join a 2-3 year mobility program which increases the natural flow between the national and the EU level and promotes mutual understanding and cooperation.

Let's hope that the GR:EEN conference helped the EEAS staff to revise its organization and functioning, so that EEAS 2.0 will be able to fulfill its final aim which is a real coherent common foreign policy.

List of participants:

## Chair

Tereza Novotna  
(Université Libre de Bruxelles –  
Post Doctoral Researcher)

## Background Note

Christian Lequesne  
(Sciences Po Paris – Professor)

## Rapporteur

Rosa Balfour  
(European Policy Center – Head  
of the Europe in the World  
Programme)

## Civil Society

Giovanni Grevi  
(Fundacion para las Relaciones  
Internacionales y el Dialogo  
Exterior),

Steven Blockmans  
(Center for European Policy  
Studies – Senior Research  
Fellow),

Graham Avery  
(European Policy Center –  
Advisor)

## EU Officials

Toivo Klaar  
(European External Action  
Service – Policy & Coordination  
Division), HE. Amb. Poul Skytte  
Christoffersen (Embassy  
of Denmark in Belgium –  
Ambassador),

Simon Schunz  
(European Commission – DG  
Research – GR:EEN Project  
Officer),

Patryk Pawlak  
(EU Institute for Security Studies  
– Research Fellow),

## Academics

Elizabeth Sidiropoulos  
(South African Institute of  
International Affairs – National  
Director),

Stefan Gaenzle  
(University Agder – Professor),  
Karolina Pomorska (Cambridge  
Universty – Marie Curie Fellow),

Frederik Ponjaert  
(Université Libre de Bruxelles &  
Katholieke Universiteit Leuven –  
Researcher)

## Lesquesne

Christian,  
Round table 7 "The European  
Union's External Action –  
Opportunities and challenges  
for a new diplomatic service",  
Background Note

<http://www.agora-forum.eu/en>



## EU's External Action: Implications of Migration Policies

Tiffany Lormeau, master student in  
Politics and International Relations:  
Peace, Security, and Conflict (ULB)

On February 28th 2013, the GR:EEEN project gathered researchers, policy makers and civil society representatives to discuss the aftermath of the Lisbon Treaty and assess the European Union's international role. A key component of the Treaty is its aim to define a comprehensive European Union foreign policy. As such, the European External Action Service (EEAS) stands for the consistency in the global initiatives of the EU. The trilateral forum organized by the GR:EEEN project aims to question current policies, identify possible avenues, and help set the research agenda for the next two years.

The panel "EU's External Action: Implications of Migration Policies" raised the issues of policy coordination taking over the law, and of the consistency of the EEAS policy, which currently lacks cohesion. The discussion was launched on the background notes of Prof. Philippe De Bruycker (Université Libre de Bruxelles), which analyses the global approach to migration and EU's mobility partnerships with third countries. The main critique formulated against mobility partnerships is that it remains too Eurocentric, it focuses on illegal migration but excludes asylum and does very little for legal migration. Also, the knowledge on the implementation of the policies is rather poor. Finally there is clearly a need for harmonization between the EU and Member States policies.

### Who are the actors at the EU level?

The lack of internal cohesion and consensus is a major issue. Home Affairs, the EEAS, and EU agencies on border control are competing agencies. Policies are meant for states, but are programmed by international organizations. Furthermore, the EU is competent to negotiate readmission agreements with third countries, while Member States remain competent concerning legal long-term immigration. Above all, security concerns remain paramount amongst all parties. Migration is not a popular theme in economic policies. The main concern is to legalize migrants, yet it clashes

with social policies of providing jobs at home. On the other hand, third countries want visa facilitation but are reluctant to sign readmission agreements due to the cost of the follow-ups. Indeed, safety of returnees is not guaranteed (Morocco, Tunisia), a problem the EU should not turn a blind eye to.

### **The Council's strategy is unbalanced, prioritizing the East.**

There is a conflict between the written version and reality. The EU uses a strong conditionality approach, creating a huge asymmetry between EU and third countries. This sometimes gives rise to human rights concerns; some EU expectations for readmission agreements are unrealistic. They also should take into account the status of transit countries. Migration should thus be considered as a broadened and comprehensive global strategy, ranking alongside security and trade.

The Council's strategy is unbalanced, prioritizing the East. Illegal migrants do come in majority from the East (Albania), but Africa is second in line yet migration agreements between Member States and African countries are a failure (Cotonou 2006). This suggests that migration policies are still very much influenced by national policies and perceptions of the African continent.

### The European External Action Service

When created, the EEAS boasted that EU institutions and Member States' diplomatic services were now working together within this new European service, "revolutionizing the operational scheme of EU external action". Today, should the EEAS be independent from, or at least have more autonomy in regards to Home Affairs? In any case, the discussion in the panel clearly pointed to a need for more capacity building and more consistency. A main critique is that the EEAS discourse does not follow the comprehensive strategy.

### **Also, the EEAS needs more capacity building.**

Again the difficulty lies in the distribution of competencies between the EU and Member States, and the division of responsibilities thereof. The panel's speakers acknowledged a timing problem: the EEAS was established before setting a global approach. As such readmission agreements are very important to Member States, as they see it as a method of dialogue without having to systematically gather all 27 members at once. From a legal point of view, consistency in policy is a challenge, as it must insure a common voice approach. The EEAS has to gather third states profiles in order to better prioritize migration policies.



However, the EU expects those countries to write their own profiles, which will undoubtedly lead to bias, as profiles will be written in the objective of receiving more funding and projects.



Also, the EEAS needs more capacity building. A fact stressed during the panel is that the Commission lacks staff, therefore cannot effectively manage projects, making it longer and more difficult to monitor projects, and the key interest in monitoring is to determine whether EU funding is helping or hindering projects. It calls for a tighter monetary mechanism: if protection is not insured for returnees and migrants, EU should retain funds. The EEAS is a service to other institutions; should it take ownership over immigration policies? Perhaps there is simply a need to reframe the monopoly of the DG Home Affairs over the dossier. In any case, EU institutions should improve coordination over projects and funds. Also, Home Affairs has no prerogative in the EEAS. In order to be effective the EEAS needs to become the main actor, the number one agency dealing with EU external affairs. Migration goes beyond mobility issues, yet Home Affairs still perceives migrants as a threat to security. This clash between national policies and security interests urgently calls for reframing the debate on *what is migration?* Partnership? Security? Who is a migrant? Changing the discourse on migration should be a good start.

### Defining mobility

Is it all about illegal migrants? Changing priorities call for new definitions. Europe shifts from being an immigration continent to an emigration continent. Migration is also very much a market-driven phenomenon, and third countries have too a tight migration policy, especially when it comes to allowing

visas. EU's "visa facilitation" is hardly facilitating anything, a fact Ukraine, Russia, Moldova very soon realized. The EU should thus improve its visa facilitation with eastern countries before selling it to North African partners. With Mobility Partnerships, Member States take unilateral steps. The issue is that the EU has tight conditionality on agreements, yet general provisions in the text. This creates a grey zone where migrants are lumped under the same policy, disregarding their context entirely. They are not provided with the proper legal protection as no distinction is made between asylum seekers, refugees, work migrants, etc. In a context of economic crisis the bulk of work migrants peaks, which brings again the clash between security and social policies, and inflation needs. Bringing human trafficking in the equation is also a mobility issue. The speakers suggested that the EU takes a look at South East Asian countries' moderately effective anti-human trafficking mechanism.

Hence policies need to be improved along with soft law (human rights and migrants rights). Mobility partnerships advance hard law; should legal migration be regulated through soft law? Moreover, is capacity building helping human rights or the law? The EU has moved from an illegal immigration-focused policy to an approach that also includes legal migration as well as the linkage between migration and development. EU competence is legally hindered by the absence of a common admission system. Member States have the final say in their migration policies and entry volume. EU instruments need harmonization and strengthening, especially when security is an important basis for development in partner countries.

## La défense européenne, – entre obstacles et inactions...

Jeremy Van Gorp est étudiant en Master à l'Institut d'Études Européennes.

Cet article traite des différents enjeux et obstacles auxquels les Européens doivent faire face en matière de défense. Il met l'accent sur le fait que le manque actuel de volonté politique représente un réel risque pour la sécurité européenne future.

À l'occasion de sa conférence annuelle, l'Agence européenne de défense, fêtant ses huit ans, a réuni, le 22 mars 2013 à Bruxelles, plus de 500 personnalités provenant des différents États-membres, des institutions européennes, de centres de recherche ainsi que du secteur privé. Le thème central : les capacités militaires en période d'austérité. Dix-sept invités de marque sont venus partager leurs points de vue sur la situation actuelle.

Madame Ashton, Haute Représentante de l'Union aux affaires étrangères et à la politique de sécurité, lors de son discours d'ouverture, a parlé d'une Europe se trouvant actuellement à un important carrefour. Les défis et obstacles, que Madame Ashton chiffre au nombre de trois majeurs : économique, politique et opérationnel, s'accumulent incitant les dirigeants européens à devoir prendre des décisions qui permettront à l'Europe de garantir sa sécurité ainsi qu'un certain rayonnement sur la scène internationale.

### **Les défis et obstacles, que Madame Ashton chiffre au nombre de trois majeurs - économique, politique et opérationnel - s'accumulent !**

L'Europe traverse, tout d'abord, une grave crise économique et financière. Les politiques d'austérité ont été mises en place par l'ensemble des capitales européennes. Les coupures dans le budget de la défense varient d'un État à l'autre en fonction de leur exposition à la crise économique. Nous observons depuis 2008 une diminution de 8,73% des dépenses de défense dans les pays de l'Eurotan. Certes, la diminution des dépenses militaires est un phénomène antérieur à la crise et résulte directement de la fin de la guerre froide. Néanmoins, le processus a été considérablement accéléré ces dernières années risquant de mettre à mal la défense des Européens. Si l'on en croit les chiffres du Président du Conseil

de l'Union européenne, M. Van Rompuy, en continuant sur le même chemin, d'ici 2017 la baisse totale des dépenses budgétaires depuis le début de la crise économique est évaluée à 12%, soit l'équivalent des budgets de la défense de la Pologne, de l'Espagne et des Pays-Bas. Le manque de coopération et de coordination entre les différentes capitales européennes accentue une situation devenue de plus en plus alarmante. Les coupures trop rapides et radicales laissent très peu de place pour une coordination européenne permettant d'éviter tout risque de « vides » dans la défense du continent. De plus, la crise économique a également comme répercussion une diminution des investissements dans le secteur de la défense y compris dans la recherche. Or cette dernière joue un rôle considérable dans nos sociétés. Comme l'a rappelé Madame Ashton, 70% des efforts en R&T du secteur de la défense ont des applications civiles. Le cas d'Internet est sans aucun doute l'exemple le plus éclairant. Par ailleurs, les avancées technologiques d'aujourd'hui sont le produit d'investissements en R&T d'il y a dix ans. En baissant les investissements aujourd'hui nous mettrons à mal nos équipements et performances militaires à moyen terme.

Aux enjeux économiques s'ajoutent les enjeux politiques. Comme le rappelle Madame Ashton, il est important pour l'Europe ainsi que pour ses États membres de pouvoir remplir leurs ambitions sur la scène internationale. M. Missiroli, directeur de l'Institut des études de sécurité européennes, distingue quatre grandes priorités en matière de sécurité : la sécurité interne, celle des régions voisines, du commerce mondiale ainsi que de l'accès à l'énergie. Les nombreuses menaces défilant ces quatre grandes priorités sont aujourd'hui transnationales et dématérialisées, nécessitant une réponse coordonnée de la part des pays européens. Même si la sécurité et la défense doivent être différenciées, la dernière contribue largement à la première. Il s'agit donc d'encourager la coopération politique entre les différentes capitales en matière de défense. Le Président du Conseil de l'Union européenne ainsi que la Haute Représentante ont tous les deux cité dans leur discours le cas éclairant de la lutte contre la piraterie. 90% du commerce extérieur européen transite par voie maritime. Il en est donc de l'intérêt de tous de sécuriser les routes commerciales maritimes. La présence européenne aux côtes somaliennes s'est avérée, selon Madame Ashton, être un réel succès étant donné que les actes de piraterie ont diminué de 95% ces deux dernières années dans la région. Cependant, comme le souligne le Ministre de la Justice, de l'Égalité et de la Défense irlandais, Monsieur Alan Shatter, le manque actuel de volonté politique est la première difficulté à surmonter. Il semble être, selon lui, un obstacle plus important



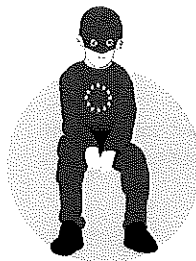
que la crise économique et financière. Seule une coopération politique peut amener une réponse cohérente et efficace.

Le troisième et dernier enjeu, selon Madame Ashton, est l'aspect opérationnel. L'Europe doit pouvoir avoir la possibilité de se déployer militairement de manière efficace au sein de missions nécessitant un effectif militaire important. Cependant, comme nous l'a démontré le cas libyen, considéré comme une « petite » intervention, les Européens se sont vus confrontés à un manque de munitions et ont dû faire appel aux États-Unis afin de combler ce manque. Or ces derniers ont fait part de leur volonté de voir émerger une Europe indépendante militairement.

### **Le manque actuel de volonté politique est la première difficulté à surmonter.**

Ainsi, en période de crise économique, sans réelle volonté politique, les Européens sont forcés de prendre leurs responsabilités et de trouver des solutions durables. Comme le rappellent de nombreux intervenants lors de la conférence, cette crise économique pourrait être perçue comme le moteur d'un renouveau dans la coopération entre les différents États européens dans le but de surmonter ces trois grands obstacles. A l'heure actuelle, il est très peu probable que les budgets européens de la défense augmentent. Selon Madame Ashton, d'autres moyens doivent alors être mis en place utilisant au mieux les différentes ressources et capacités actuelles moyennant une réelle coordination européenne. Ceci nous amène directement au concept de « pooling and sharing » mis en place par l'Union européenne. Ce concept fait référence aux initiatives et projets entre les États membres qui permettent d'augmenter la capacité militaire en collaborant entre eux et par la mise en commun de leurs ressources. Ces initiatives peuvent aller de la formation commune, à l'achat groupé (dans le but de créer des économies d'échelle), à une mise en commun de certains équipements militaires. Ceci pourrait engendrer, à terme, une certaine spécialisation des pays européens. Il ne s'agit pas d'initiatives uniques permettant à l'ensemble des États européens sans exception d'y trouver leur compte. Différentes possibilités de coopération sont possibles voire même souhaitables : bilatérales, trilatérales, régionales... Le rôle de l'Agence de défense européenne est de favoriser l'émergence de nouvelles initiatives, de soutenir les différents projets existants ainsi que d'accroître le nombre d'États y participant.

Cependant, comme souligné précédemment, l'ensemble de ces projets nécessite une réelle volonté politique de la part des États européens. M. Van Rompuy, propose ainsi d'approfondir la coopération



au travers d'étapes progressives se concentrant à l'heure actuelle sur trois grands thèmes : équipements et investissements futurs, une industrie de la défense plus compétitive et innovatrice ainsi que la préparation et la disponibilité des forces. Il s'agit d'être concret et de dépasser les grands discours des engagements précédents en appliquant par exemple concrètement le code de conduite de « pooling and sharing » adopté en novembre dernier. Il faut selon, Claude France Arnould, directrice exécutive de l'Agence, éliminer le vide qui existe entre la rhétorique et la réalité. M. Van Rompuy prépare pour cela un nouveau document stratégique qui fera l'objet de négociations au sommet européen de décembre. Dès sa création, comme le rappelle le Président du Conseil de l'Union européenne, le projet européen s'est construit au travers d'un processus de « pooling and sharing » des instruments de guerre et plus précisément du charbon et de l'acier. S'agit-il aujourd'hui de retrouver les fondements de cette méthode d'intégration et de l'appliquer aux autres éléments du secteur de la défense ?

### What does the future hold for Britain's membership of the European Union?

Petros Fassoulas is the chairman of European Movement UK.

The prospect of Britain leaving the EU has been raised like never before, in no uncertain terms by the British Prime Minister himself. Echoing the anti-EU sentiments of the right wing of his party on the one hand and trying to outflank the populist and extreme-right UK Independence Party, Mr Cameron has set a course with an uncertain end that can have dangerous consequences.

In a speech early this year he said that, if elected in 2015 he will engage in a renegotiation of the UK's EU membership terms. Unless the EU agrees to accept his demands, his government will be prepared to take Britain out of the EU.

Mr Cameron's speech changes the EU debate in Britain considerably and it is creating a dangerous dynamic because of the way he is framing the discussion.

By saying that the EU, in its current form, is bad and the UK's terms of membership wrong, he encourages negative sentiments towards the EU to fester. His intention to "renegotiate" those membership terms creates false expectations. First of all, it is hard to measure what will constitute a successful "renegotiation" (difficult to see what will be enough to satisfy his Eurosceptic MPs). Secondly, EU leaders have said that a renegotiation of Britain's membership terms, as Cameron understands such a renegotiation, is not possible.

So when he returns from his efforts to renegotiate empty-handed, after having told the people that the current arrangement is unacceptable, they will be inclined to vote against membership of the EU.

The fallacy in Mr Cameron's strategy and tactics lay in mistakes made even before he took over power. Mr Cameron has managed to alienate most of Britain's natural allies over the past few years. First by deciding to remove the Conservatives from the influential European Peoples Party, the biggest group in the EP and political home to Germany's Merkel, Spain's Rajoy, Sweden's Reinfeldt, Poland's Tusk and other influential EU leaders.

His tactical mistakes continued while in power. First with his veto of the Fiscal Compact, an attempt to stop 25 EU members states from solving the Eurozone crisis. Then with his attitude towards the EU budget and now with his ill-advised attempt to blackmail his European partners into letting Britain off its Treaty commitments. All the above are mistakes that will come to haunt him when he tries to "repatriate" powers and "renegotiate" Britain's membership terms.

All that has created a risky framework within which the future of Britain's EU membership will be decided. Never before has Britain come so close to a possible exit.

#### Public opinion is finally being objectively informed about what it really means to be a member of the EU

But the conclusion is not forgone. If nothing else the PM's speech has focused public attention and forced front line politicians and business with pro-European sentiments to come out and join organisations like the European Movement in defending Britain's membership of the EU.



The public's attitude is also changing. After decades of anti-EU bias in the political discourse and across the tabloid press, the British people have only had the opportunity to listen to the euromyth- infused anti-EU arguments. As a result their attitude towards EU membership is one-dimensional. But as the coalition in favour of EU membership enlarges and the advantages of membership are finally articulated, public opinion is shifting. It is still all to play for of course, but with mainstream politicians, business, the trade unions, the US, global investors, Britain's European partners advising against EU exit, public opinion is finally being objectively informed about what it really means to be a member of the EU.

It is imperative that pro-Europeans in the UK explain what the real benefits of EU membership are, in an effort to counter-balance the negative image projected by the PM's rhetoric. At the same time we must build bridges with other EU states and ensure they do not allow Britain to slide towards the EU exit. An organisation like the European Movement, which is part of a wide, pan-European network of organisations



that have played a pivotal role in the process of European integration in the past 60 years have an important role to play in this sense.

Britain still commands respect among European nations, so a future government which is prepared to constructively engage with its EU partners and work towards strengthening the Union, deepening the Single Market, improving the way it works and enhancing the EU's global reach will be able to help shape the future of the EU.

What is important to understand is that the process of European integration is not a zero-sum game where nations compete with each other for the preservation of national interest. On the contrary, the EU is a consensus-based organisation, founded on the principle of compromise and the pursuit of the common interest. A British government which is prepared to engage in those terms will find it much easier to promote the "national Interest", which is intimately connected with the interests of the European Union as a whole. The creation of the Single Market and the enlargement process are two prime examples of Britain working with its EU partners and succeeding in materialising two of the most ambitious and successful undertakings in the EU's history.

### **Britain alone, adrift in the Atlantic, (...) will be relegated to a bystander of world events, unable to shape history and influence its own destiny**

For these reasons a British exit from the EU will have multiple negative consequences. Britain will lose massively in economic terms. With over 40% of our trade going to the EU and about 50% of FDI emanating from the Continent, leaving the EU will have negative effects for the country's economic well-being. Britain's ability to be part of big trade deals will also be reduced. Negotiating as a member of a 500 million strong market, an economy worth €11 trillion, offers all member states a competitive advantage, collective bargaining strengthens at hand. The same applies to other global agreements, not least on environmental and climate change negotiations.

Furthermore, Britain and EU member states increase their reach in foreign policy terms when speaking with one voice. Also, EU membership offers economies of scale when it comes to defence expenditure at a time of austerity when defence budgets are under pressure.

Leaving the EU will not enhance Britain's sovereignty. It will shrink it. At an age of continent-sized powers, with global ambitions, European nations are better off working together, pooling resources, joining forces in the pursuit of common interests. Britain alone, adrift in the Atlantic, squeezed between

the US, the EU, China, Brazil, India and other global powers will be relegated to a bystander of world events, unable to shape history and influence its own destiny.

Now more than ever membership of a strong, confident, effective, outward looking European Union should be an absolute priority for all European nations. Playing games with something so important is dangerous and short-sighted.

Read more at:  
[@euromove](http://www.euromove.org.uk)

**Citoyenneté**  
**Citizenship**  
**Bürgerschaft**

**Damien Moreau**  
**Carlos Mascarell**  
**Eli Slavcheva**  
**Martin Wittenberg**  
**Horst Schade**  
**Maxime Behar**  
**Petros Fassoulas**







## La protection de la vie privée à l'ère d'internet et du cloud computing

Damien Moreau, licencié en droit, bachelier en philosophie et diplômé en sculpture, a été avocat au barreau de Bruxelles, chercheur à l'UCL et aux facultés Notre Dame de la Paix à Namur. Il travaille actuellement comme juriste légiste au Ministère de la Justice, spécialisé en protection des données à caractère personnel. Il s'exprime ici en son nom personnel.

Les traitements de données à caractère personnel sont partout, que l'on surfe sur internet, que l'on mette ses photos sur Facebook, que l'on prenne une carte de fidélité au supermarché ou un abonnement à la STIB. La Commission européenne a déposé une proposition de règlement afin d'améliorer la protection de la vie privée du citoyen mais la lecture de cette proposition fait néanmoins douter sur son efficacité.

**Vous mettez les photos de votre dernière soirée sur Facebook. Pas de bol, lors de votre premier interview d'embauche, l'interrogateur a ces photos sur la table et déclare qu'il ne souhaite pas embaucher un noceur porté sur l'alcool. Vous sollicitez une assurance auto auprès d'une nouvelle compagnie d'assurance ? Un emprunt auprès d'une banque ? Rassurez-vous : les compagnies auront accès à vos données.**

Les traitements de données à caractère personnel sont partout, que l'on surfe sur internet, que l'on se fasse prendre en photo, que l'on prenne une carte de fidélité au supermarché ou un abonnement à la STIB. Les moteurs de recherche comme Google ne sont gratuits que parce qu'ils revendent les données qu'elles ont recueillies sur vous.

Pourtant, la Convention européenne des Droits de l'Homme déclare que toute personne a droit à la vie privée. Le Traité de l'Union européenne rajoute que toute personne a droit à la protection de ses données à caractère personnel.

Dans les années nonante, la Convention n°108 du Conseil de l'Europe et la directive 95/46/CE de l'UE ont précisé ce régime de protection des données à caractère personnel : les données doivent être

collectées pour une finalité déterminée et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible, elles doivent être à jour et ne pas être superflues par rapport à la finalité ; le traitement doit être fondé sur le consentement de la personne concernée, sur un contrat, sur une loi ou sur l'intérêt du responsable du traitement prévalant sur celui de la personne concernée ; la personne concernée a le droit d'être informée que l'on collecte des données sur elle, elle a un droit de copie et de correction des données ; le responsable du traitement doit déclarer le traitement à un organe de contrôle indépendant et prendre les mesures de sécurité nécessaires pour empêcher que l'on pirate les données.

Par données à caractère personnel, il faut entendre toute donnée rendant la personne identifiée ou identifiable. L'adresse IP par exemple, est considérée par la jurisprudence comme une donnée à caractère personnel dans la mesure où, combinée à l'heure, elle permet d'identifier un ordinateur et son utilisateur principal.

Mais la Convention n°108 et la directive 95/46 datent d'une époque à laquelle les données étaient essentiellement traitées dans des banques de données centrales off line et ne semblent plus en phase avec internet, le web 2.0, le cloud computing...

En outre, la directive 95/46 a engendré une fragmentation des législations, chaque pays transposant les principes de la directive à sa manière.

En février 2013, la Commission européenne a dès lors déposé une proposition de règlement général sur la protection des données à caractère personnel, visant à moderniser les principes de protection par rapport à l'évolution des technologies et à réaliser un grand marché digital. Cette proposition est actuellement examinée par le Conseil de l'UE et le Parlement européen.

La lecture de cette proposition fait néanmoins douter que les objectifs visés par la Commission ont été atteints.

Le règlement réaffirme tout d'abord les principes de la directive 95/46. Mais ces principes, valables en droit, sont-ils encore applicables ? Que signifie, en pratique, l'obligation pour des données d'être collectées pour une finalité déterminée et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible à l'époque d'internet ?

Le règlement tente ensuite de renforcer les droits de la personne concernée, en exigeant que le consentement de la personne concernée soit explicite. Mais que signifie le terme « consentement explicite » lorsque l'on clique sur l'onglet du site auquel on veut accéder ?

Le règlement considère ensuite que dans les cas où il y a un déséquilibre manifeste, le consentement ne constitue pas un fondement valable, comme par exemple dans le cadre des relations de travail.



Si l'idée est compréhensible, elle interdit aux employeurs de traiter les données des employés sauf si ces traitements sont directement liés aux contrats de travail et aux médecins de communiquer les données du patient à sa mutuelle.

Aux droits de la personne concernée reconnus par la directive 95/46/CE, le règlement ajoute deux nouveaux droits : le droit à la portabilité des données, à savoir le droit de réclamer les données qu'on fournit soit même sur un format électronique, et le droit à l'oubli.

Le droit à l'oubli est l'obligation faite au responsable du traitement saisi d'une demande d'effacement des données d'informer tous les autres responsables de traitement dont il a connaissance de cette demande d'effacement. Si l'idée paraît de prime abord séduisante, elle se heurte à des problèmes de droit (comment concilier ce droit avec la recherche historique et la liberté d'expression ?) et à des problèmes de fait (comment appliquer ce droit aux journaux papiers et aux moteurs de recherche ?)

A côté de la modernisation des droits de la personne concernée, le règlement poursuit également l'objectif de développer le marché digital en soumettant les entreprises à un règlement uniforme pour toute l'Europe. La Commission affirme à cet égard que le règlement permettra d'économiser deux milliards d'euros. Mais cette affirmation est contredite par les entreprises qui soulignent que la charge administrative engendrée par le règlement va coûter trois milliards d'euros.

## **Encore faut-il parvenir à définir la notion de risque en matière de vie privée.**

Le règlement supprime l'obligation qui existait dans la directive 95/46 de déclarer le traitement auprès de la Commission vie privée mais cette obligation est remplacée par celle de tenir une documentation sur tous les traitements, de faire un « privacy impact assessment » sur ces traitements et de déclarer à la Commission vie privée les traitements qui apparaissent comme risqués. En outre toute brèche de sécurité doit être déclarée tant à la Commission vie privée qu'à la personne concernée. Si ces idées sont intéressantes, il importe, pour éviter de bloquer toute la vie économique et associative de limiter ces formalités aux seuls traitements à risque. Encore faut-il parvenir à définir la notion de risque en matière de vie privée.

Enfin, le règlement stipule qu'un responsable de traitement qui a des établissements et des traitements sur plusieurs pays doit être contrôlé par l'organe de contrôle de l'endroit où sont prises les décisions concernant les traitements. Quid des décisions prises par échange d'e-mail entre deux établissements ?

Le règlement a le mérite de poser plusieurs questions même si les réponses n'apparaissent pas toujours satisfaisantes. Il est nécessaire que le Conseil et le Parlement aient le temps de réfléchir à des solutions pratiques et protectrices de l'individu. A cet égard le plus grand danger pour le règlement serait de le faire adopter à la va-vite pour des questions de visibilité avant les élections européennes.

## For the future of Europe: the European Youth Convent

Carlos Mascarell. Member of the European Youth Convent's "Core Group". He has worked for one of the Vice-Presidents of the Greens/EFA at the EP, for the Heinrich-Böll-Stiftung EU Office and for the UNIDIR. He is now Special Advisor to the Head of PR of the Council of the European Union for the organization of a youth debate in the EU Open Doors Day framework. He has also been recently hired by the Council of European Regions and Municipalities (CEMR) as Policy Officer on Governance and Citizenship for its Brussels Office.

Soon at: [www.constitution2020.eu](http://www.constitution2020.eu)

The support to the EU integration process is decreasing (according to the last Eurobarometer) due to the austerity measures and internal devaluations imposed, specially, in peripheral countries. Unemployment, social and political instability, as well as the inequalities that the response to the crisis provoke, diminish the support of citizens to the European project. However, what is even worst is that the panorama is more discouraging if we take a look into the situation of European youth.

For the first time since the Second World War, the expected welfare of youth generations in Europe is lower in comparison to previous ones. Under this context, a group of 14 youth Europeans, with the support of the Schwarzkopf Stiftung Foundation, Democracy International and the Hertie Stiftung have come together to raise the voice of youth about how the EU should look like in 2020. In this regard, the debate about our problems within the EU should be about the multi-dimensional and cross-cutting socio-economic structural conditions of our societies that resulted in unsustainable youth unemployment rates. Accordingly, the social and economic policies that leaders are pursuing, the excesses of previous generations, the structure of the job market and other elements of our societal and economic structures, need to be questioned and deeply analyzed.

Only after doing so, we will be able to give a holistic response to the problems that affect young generations more than to any other group of society.

### **The Core Group of the European Youth Convention is designing a two-year project with the aim of coming up with a draft constitution by 2015.**

Under this context, the Core Group of the European Youth Convention is designing a two-year project with the aim of coming up with a draft constitution by 2015. The objective is to empower youth Europeans to get engaged in the creation of the EU they want for the future. Historically, the EU has been perceived as something positive due to the benefits, for example, of the Structural Funds. In fact, when the European Monetary Union was created, the limitation of deficits and other unpopular measures were counterbalanced with additional popular measures such as the abovementioned Structural Funds. In contrast, the unpopular adjustment measures pursued today are not being complemented with positive counterbalancing initiatives in order to create jobs, improve the daily situation of the youth, while increasing the support of them to the EU project. The monitoring of deficits is necessary, but the improvement of welfare and job perspectives should be the first priority. If not, the EU will continue to be perceived just as a superstructure imposing draconian austerity measures, labour reforms and public service reductions.

We have to be conscious that youth Europeans of today have lost the original historical perspective about the necessity of integrating European nations to assure peace in the continent, as none of us lived under the WWII violent context. Accordingly, in order to maintain the original goal of maintaining peace among European nations, as well as to justify the necessity of an integrated Europe in a globalized world, we need to find new ways of attracting youth people to the European project. And what seems clear in this respect, is that this will not be possible just through austerity, devaluation, and market-oriented structural reforms. We need something more, something to make people believe in the project, something positive and encouraging. If not, in the future 2014 European elections, the European party system will continue to break down and extremist populisms will continue to gain more and more power.

The gap between the EU, representative democracies and the youth will not be reduced if more elements of direct participation are not introduced. The speed of the changes under the crisis we live in our globalized world, have left representative democracies unable to provide continued legitimacy and daily accountability in front of citizens.



Economic and socio-political contexts change from one day to another, and electoral proposals, under the imbalanced institutional architecture of the EU where the Council plays an excessive role in comparison to the Parliament or the Commission, become out of date overnight and are often unaccomplished.

A pan-European referendum over important legislative proposals or decisions, especially if they were not part of the electoral program of the governing party (in case that after 2014, the EU Government –the European Commission– is directly elected by the European Parliament), or a cross-European party system, will help to accomplish these objectives. Maybe then, EU elections will be approached from a true European perspective and not from a national one like today. Among others, these elements of direct participation and daily accountability of the European Union will help resultantly, to avoid the problem of legitimacy and accountability biases in contexts of crisis and fast change, as they will allow to monitor decisions and proposals that anybody came up with, in the electoral campaign whenever it took place.

While at the same time, these elements will allow to present more mid/long-term-based electoral campaigns every 4 or 5 years with more general-oriented strategies rather than concrete and contextualized proposals that might fall out of date and unreachable if the context changes.

Maybe then, politicians will not be perceived as dishonest, the system will be more coherent and parties will present reachable and realistic objectives for the short term, avoiding them to say every 4 years, what the people wants to listen in order to win elections, despite being conscious, that maybe they will not be able to accomplish their promises in certain contexts. Maybe then too, we will find the necessary equilibrium between the continuity and stability that representative democracy provides and the accountability and legitimacy biases control that more participative and direct systems like the Swiss provide, specially, in unstable contexts of fast change and crisis.

**Between 60 and 80 young delegates from political parties, civil society organizations and non-engaged young people will be selected in order to take part in the Convent**

We must think about how to find a serious, stable and coherent balance to combine both approaches and rethink the role of private stakeholders and markets in our democracies. If we want to properly face the challenges of Multi-level Governance in the EU, where public and private spheres are often mixed and confused, while markets perceived as the unelected rulers of our societies; we need to re-define also their

role from a democratic point of view. Because it is now clear, that the impact over the general interest of traditionally untouchable (under the 'liberal' rule) private behaviours and activities, is even bigger than the activities of the public sector themselves.

In this respect, the European Youth Convent aims to strengthen the debate about those issues. To do so, between 60 and 80 young delegates from political parties, civil society organizations and non-engaged youth will be selected in order to take part of the Convent. Later on, after having identified the most crucial issues for the future of the EU that are now in the agenda, the delegates will draft the first proposal in a 3-4 day first meeting. In parallel, the first draft will come up with 20-30 questions or "trade-offs", which will be given to an external polling company in order to be answered by a representative amount of youth Europeans. Afterwards, with the results of the polls in our hands, the delegates will re-orientate the draft constitution according to these results in the second meeting of the Convent, including also the inputs from debates in social media as well as the ones of facilitators and experts.

The originality of this project draws in the fact that, in contrast to classic conventional processes where the elites write and debate a text and it is afterwards submitted for popular referendum, in our convention; the participative process of the broader youth European society will take place before. This means that the constitution will be drafted according to a double participative process, one at the very beginning after the first convention through polls, and the other one at the end, after the second meeting of the convention through a final virtual referendum. In addition, the convention will already try to apply the new forms of collective deliberation like brainstorming "world cafés", as more horizontal structures are needed if we want to close the increasing gap between youth and EU politics.

\*The opinions expressed in this article do not represent the opinions of all the "Core Group" members of the European Youth Convent.



## Old Europe vs. New Europe, or the Electoral Paradox and the European Citizen

Eli Slavcheva is a master student in Political Science, specialized in international relations. She is originally from Bulgaria

This article's aim is to point to a curious paradox in local-election systems in the EU - is it right to define the destiny of two or more regions by a European election system that allows its citizens to vote for two local elections, their birthplace and their place of living?

According to the EU law, every citizen has the right to vote and stand as a candidate in elections in the member state in which s/he resides (whether s/he has her/his nationality or not) under the same conditions as those that apply to nationals of the country of residence. These rights origin in the principle of equality and non-discrimination between the Union citizens from the home country and abroad and its aim is to further develop the process of integration in the EU. Thus, according to the *acquis communautaire*, an English national living in Brussels for 5 months could participate in the 2012 municipal elections in Belgium and vote in the local elections in the UK the same year. Why? Because nobody can take away their voting rights in their country of origin, but at the same time the EU legislation gives them other voting rights in the country of residence. This situation is legal, but is it moral, does it make sense? If this case was translated into the borders of a country it would look like this: a Londoner goes to live in Manchester where he gets registered to vote in local elections. However, at the same time he keeps the right to vote in London, because he was born and registered there. At the end he votes both in London and in Manchester. This is hardly the real situation, but it does happen in the European context.

### **So at the end he votes both in London and in Manchester.**

Before I decided to write this article I spoke with some people, asking them their opinion on this topic. They all said that they are pleased with this solution, because after all they live in this city, pay taxes, eventually retire there. But then I asked them if the situation is like this, why they should keep the right

to vote in their city of origin where they hardly live, hardly pay taxes and in most cases with the time they become disconnected with the local reality and interests. The answer was that it is after all where they were born (in most cases) and nobody should be allowed to take away their right to vote; at the end it is the law that says so. Then I explained the above-mentioned situation with the Londoner who lives in Manchester and the answer I received was that the situation is not the same, because in the first case we talk about different cities in one country and in the second situation about two different countries.

Then I started wondering. We live after all in United Europe where capital, people, goods and services travel freely. We even have a common citizenship status - European, introduced by the Maastricht Treaty and reinforced by the Treaty of Lisbon. And yet, we continue to perceive ourselves in terms of "my country, your country", so the state borders continue to divide us. Borders designed for the citizens, not for the states. Subconscious barriers, not created by politicians and politics, but hidden in old-fashioned and ancient principles and laws.



## "One Single Tariff", une initiative de Martin Wittenberg

Marta Gonzalez Garcia est étudiante en Master en relations internationales à l'Université Libre de Bruxelles.

Martin Wittenberg est consultant pour la compagnie « Euros/Agency ». Diplômé en sciences politiques à la London School of Economics, il est passionné par la politique et tout particulièrement par les questions européennes.

"Une intervention plus importante des citoyens dans les affaires européennes", voici le but principal des Initiatives Citoyennes Européennes (ICE), créées par le Traité de Lisbonne en 2007. Martin Wittenberg est l'un des co-fondateurs, avec Vincent Chauvet de "One Single Tariff", une proposition d'Initiative Citoyenne Européenne lancée il y a peu et qui est actuellement en voie de recueil de signatures.

### Eyes on Europe

Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste l'Initiative Citoyenne Européenne ?

### Martin Wittenberg

Les initiatives populaires ont été créées par le Traité de Lisbonne, et mises en place l'année dernière. Elles donnent la possibilité, à travers le recueil de signatures d'un million de personnes, d'amener un projet devant la Commission Européenne, qui est alors obligée de soumettre la proposition de loi demandée par les citoyens. C'est un outil de

démocratie directe, le seul qui existe dans l'arsenal législatif européen, transnational. Ce genre d'initiative est la seule qui existe au monde. Le concept a été mis en place à partir de la Convention de Giscard, dans le but de répondre au déficit démocratique dont souffrait l'Union Européenne. La création d'une initiative implique le respect de deux conditions : Tout d'abord, le projet doit respecter la Charte européenne des Droits fondamentaux. Ensuite, le projet doit concerner un domaine pour lequel l'Union Européenne est compétente. Une base légale est donc nécessaire (voir l'article 182 du TFUE sur le bon fonctionnement du marché commun).

EOE Comment arrivez-vous à recueillir le soutien des citoyens ?

MW Une initiative a besoin d'un administrateur, et donc de créer une association qui travaille et génère un réseau de bénévoles et de publicité pour l'initiative, et cela au sein des différents États. Nous cibons essentiellement les principales villes des plus grands États de l'UE. Pour faire valider une initiative, la signature d'un million de personnes minimum est requise, dans minimum 7 États membres des 27 États de l'UE. Il existe également des quotas minimum : par exemple, il faut 80.000 signatures pour l'Allemagne et 6000 pour Malte. "One Single Tariff" est la deuxième Initiative Citoyenne Européenne de l'histoire. Le but est de militer pour une "Europe sans frontières" à travers un tarif unique intra-européen. C'est un sujet qui nous concerne tous, particulièrement la génération Erasmus, qui voyage de plus en plus.

EOE Pensez-vous que ces initiatives permettent de faciliter l'intervention des citoyens dans la politique européenne ?

MW Oui. Les initiatives donnent la possibilité aux gens de se saisir des questions qui les intéressent et d'avoir ainsi un réel impact sur la décision politique : il s'agit de l'approche « bottom-up ». « One signe tarif » donne à l'Europe un caractère concrètement utile aux yeux des citoyens.

EOE Les règles et procédures énoncées dans le règlement n°211/2011 du Parlement et du Conseil de l'UE sont-elles exigeantes ?

MW A mon avis, le cadre de fonctionnement actuel des initiatives n'est pas adapté, malgré les efforts de la Commission pour faciliter la procédure. Le règlement sur les initiatives est incompréhensible. De plus, la création d'un système de collecte de données, possédant un système de sécurité très complexe (comme par exemple la "clé de cryptage" qui sert à sécuriser les données et respecter le "droit à la vie privée") est très coûteuse et nécessite une connaissance poussée dans le domaine de l'informatique.

La plupart des initiatives sont donc lancées par des structures organisées, et pas par de simples citoyens.

EOE Pour finir, avez-vous trouvé l'expérience enrichissante ?

MW Absolument ! Notre initiative est un vrai succès, nous avons déjà été invités partout en Europe. Le futur président du Comité Economique et Social Européen, Henri Malosse, nous a également accordé son soutien : Il a été le premier signataire de l'initiative. Au niveau personnel, cela permet de voyager et également de s'engager politiquement.

## The Parliamentary Assembly of the Council of Europe: Who knows?

Horst Schade, a British-trained lawyer with a German passport, has worked as a European civil servant for the Council of Europe since 1988. He is Director of General Services at the Parliamentary Assembly of the Council of Europe.<sup>1</sup>

The Parliamentary Assembly of the Council of Europe can point to some concrete achievements that would justify greater recognition as an international parliamentary institution.

Hands up those of you readers who have heard of the Council of Europe or its Parliamentary Assembly? Hands up those of you who have heard of the European Court of Human Rights? If not, many of you have put up your hands for the first question and most of you have for the second question, then you are like most European citizens (no, actually be assured, you are above average). In actual fact, the European Court of Human Rights is part and parcel of the Council of Europe.

If, like me, you have been working for the Council of Europe for 25 years, with the last 16 for the Parliamentary Assembly, then you have some work to do to get the point across that this organization serves a useful purpose (which, I hope to persuade you, it does!).

Many of the readers of *Eyes on Europe* will be in their 20s, so a little reminder of history is in order. The Council of Europe was created on 5 May 1949, in the aftermath of the Second World War, through the signing of its Statute in London. "Never again" was one of the lessons of this cataclysmic war, which inspired the creation of the Council. The ten founding States (France, Italy, the United Kingdom, the three Benelux countries, Denmark, Ireland, Norway and Sweden) created two organs, an executive organ – the Committee of Ministers – and a parliamentary organ – the Parliamentary Assembly. At its highest level, the Committee of Ministers is made up of the Foreign Ministers of the (today) 47 member States,

who meet once a year at its headquarters in Strasbourg (France). At the working level, the Ministers' Deputies meet once a week, with each country represented by an Ambassador stationed in Strasbourg.

### Who knows that it was the Assembly that proposed to the Committee of Ministers to create a Committee for the Prevention of Torture (CPT)?

The Parliamentary Assembly of this Council of Europe is composed of 318 members (and 318 substitutes) of the national parliaments of the 47 States. The number of members of national delegations ranges from 18 for the five biggest (France, Germany, Italy, Russian Federation and United Kingdom) to 2 for the smallest (Andorra, Liechtenstein, Monaco and San Marino). It meets four times a year for one week each in plenary session, with its eight committees meeting also in-between part-sessions.

When I had the pleasure a few weeks ago to speak about the Assembly to students of a Master course at the Institut d'Etudes Européennes in Brussels, there was an animated discussion about the purpose of the Assembly and its future. Who knows that it was the Assembly that proposed to the Committee of Ministers to create a Committee for the Prevention of Torture (CPT)? Since 1989, members of this Committee have visited any place in our member States (sometimes unannounced) where people are deprived of their liberty and freedom of movement and where there might be a danger of torture or inhuman or degrading treatment (e.g. mental hospitals, juvenile detention centers, high security prisons). The island of Imrali, in the middle of the Sea of Marmara in Turkey, where Mr. Öcalan, the leader of the PKK, is held, has been visited on several occasions by the CPT to verify his detention conditions. This brings back memories of two parliamentarians and me observing the trial of Mr. Öcalan in 1999, on behalf of the Parliamentary Assembly, to ensure that he obtained a fair trial and that there would be no imposition of the death penalty.

I can hear the objections by some people questioning why the Assembly is out to protect the rights of "terrorists" rather than the rights of ordinary citizens. My answer is that it is important to protect the rights of all those within the territory of one of our member States, whether nationals or non-nationals, and in particular those that are the most vulnerable vis-à-vis the powers of the State. This obviously applies to children, members of minorities and refugees but also to "terrorists".

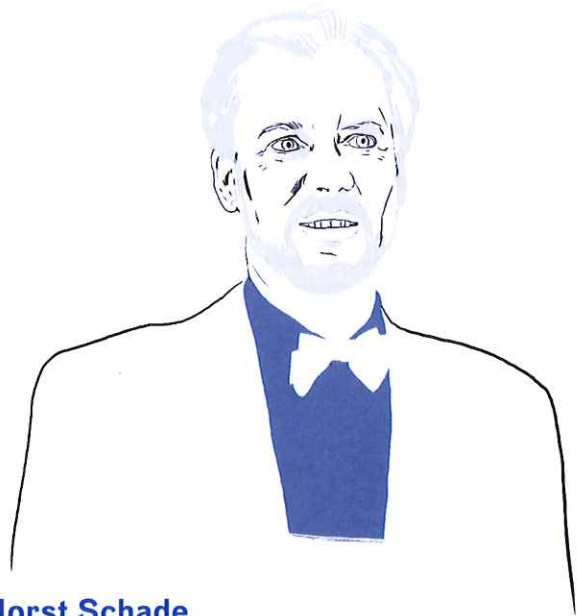
In this context, the Assembly ensures, for example, through its interviews and election of candidates, that more qualified women become judges of the European



Court of Human Rights. It furthermore holds public debates about the implementation of judgments of the same Court, so that parliamentarians, the media and NGOs can put pressure on governments to respect their obligations and commitments.

**I hope that I did convince you, in this short article, that the 23 cents that you, as a European taxpayer, pay per year so that the 47 member States will fund all the activities of the Council of Europe are a worthwhile investment.**

Who knows that it was a rapporteur of the Assembly, Mr Dick Marty, who in 2006 uncovered that “the United States has progressively woven a clandestine ‘spiderweb’ of disappearances, secret detentions and unlawful inter-state transfers [of suspected terrorists], often encompassing countries notorious for their use of torture”?



**Horst Schade**

Who knows that, in 2012, the Parliamentary Assembly observed the parliamentary or presidential elections in six European countries (Armenia, Georgia, Montenegro, Russia, Serbia and Ukraine) and thus made a substantial contribution to the verdict by the international community on whether each of these elections were “free and fair”?

**I hope that I did convince you, in this short article, that the 23 cents that you, as a European taxpayer, pay per year so that the 47 member States will fund all the activities of the Council of Europe are a worthwhile**

investment.

I am reminded of the words of Vaclav Havel, coined during his speech to the Assembly in 1990, that he saw “the twelve stars [of the European flag] as a reminder that the world could become a better place if, from time to time, we had the courage to look up to the stars”.

Who knows, maybe these words allow us to resist the “re-nationalisation” of European politics and to renew our faith in the European project, the Council of Europe and its Parliamentary Assembly...

1 The views expressed in this article are personal and do not engage the responsibility of the Parliamentary Assembly or the Council of Europe.

## 2013-2023 : une décennie pour intégrer la Turquie ?

Maxime Behar est étudiant en troisième bachelier à l'Université Libre de Bruxelles, en sciences politiques. Il vit actuellement à Istanbul pour un an, dans le cadre du programme Erasmus.

Entretien avec Mr Cengiz Aktar,  
le 14 mars 2013 à Istanbul

La situation actuelle de l'Europe ne laisse que peu de place à la question de l'élargissement. Alors que l'entrée dans l'Union européenne de 10 pays supplémentaires en 2004 avait été perçue comme une avancée tant pour l'UE que pour ces pays, le processus d'adhésion de la Turquie est au point mort et est de plus en plus rejetée par les décideurs politiques européens et leurs citoyens.

La visite de Mme Merkel à Ankara en février dernier a été l'occasion pour M. Erdoğan, Premier ministre de la Turquie depuis 2003, d'affirmer sa volonté de poursuivre le processus d'adhésion en dépit des sollicitations de l'Organisation de Coopération de Shanghai, regroupant entre autre la Russie et la Chine.

Pour M. Cengiz Aktar, professeur à l'université de Bahçeşehir d'Istanbul et spécialiste des questions européennes, la volonté allemande de relancer le dialogue avec la Turquie ouvrira la voie aux autres dirigeants européens. Les décideurs allemands, qui historiquement entretiennent des relations diplomatique et économique étroites avec la Turquie, cherchent à conserver et intensifier ce lien depuis que la croissance économique de la Turquie<sup>1</sup> s'est emballée<sup>2</sup>. Ce même essor économique a entraîné chez ses dirigeants « une sur-confiance, qui est en partie due à la relation avec l'UE, faisant de la Turquie un pays potentiellement européen mais constamment rejeté. Les dirigeants turcs et une partie de l'opinion publique ont fini par dire qu'ils n'avaient pas besoin de l'UE qui de toute façon est dans une situation désastreuse. »<sup>3</sup>

Dans le prolongement des accords douaniers de 1996 entre l'UE et Ankara, une situation de « partenariat privilégié » a été impulsée par Mme Merkel, accréditant un peu plus la situation d'entre-deux de la Turquie. Pour autant, cette situation intermédiaire n'est qu'une solution de court terme,

ne pouvant aboutir à une relation sereine. D'un point de vue économique, M. Seyfettin Gürsel, Professeur à l'Université de Bahçeşehir, explique que ce partenariat sans date d'adhésion rend la Turquie vulnérable du fait de la concurrence des pays avec lesquels l'UE a signé des traités de libres échanges – tels que le Mexique en 2000 et le Chili en 2003 – et qui peuvent donc exporter sur le marché turc. De plus, les pays avoisinants connaissent une situation de rente énergétique, qui peut pousser la Turquie à se tourner vers l'Est.<sup>4</sup>

D'un point de vue politique et social selon C. Aktar, l'idée selon laquelle la Turquie pourrait se détourner de l'Europe n'est pas viable. « Le Parti Pour La Justice Et Le Développement (AKP) de M. Erdoğan n'a pas d'autre alternative crédible que celle de l'intégration à l'UE, tant pour consolider sa situation régionale que pour continuer son développement ». Cela donne également à réfléchir sur l'impact de l'UE dans le développement de « la démocratie en Turquie qui régresse depuis 2007 [...] malgré un nouveau sursaut du fait de la résolution du conflit kurde ».

### L'intégration est un moyen, pas une fin

Si l'intégration de la Turquie est actuellement une opportunité économique pour l'Europe, il n'en reste pas moins qu'elle pose aux Européens toute une série de questions identitaires, culturelles et sociales qui doivent être résolues afin de définir ce que signifie être européen.

La Turquie est le premier partenaire économique de l'Union Européenne qui affiche une identité musulmane centrale dans sa société civile. Au niveau des relations turco-européennes, l'Allemagne bénéficie d'une place particulière à l'inverse de la France qui n'a plus visité officiellement la Turquie depuis 1992.<sup>5</sup> « Les Allemands ont moins de mal que les autres pays à considérer la Turquie comme un partenaire à part égale [...]. Historiquement, la Turquie est pour les Européens un candidat difficile à approcher, à contenir, à comprendre. La différence culturelle du pays est le premier vecteur explicatif : c'est dur à dire, mais c'est l'Islam en temps que religion qui fait la différence par rapport aux autres pays candidats. C'est un argument existentialiste très difficile à faire évoluer ».

La Turquie vient donc ici bousculer les Européens dans la définition de leur citoyenneté et plus généralement dans la place qu'ils donnent à la diversité culturelle dans leurs sociétés. Bien que les expériences passées d'adhésion - Portugal, Espagne, Pologne... - aient montré qu'intégration ne rime pas avec émigration, l'adhésion de la Turquie agite toujours le spectre de vagues d'immigrés vers l'ouest. Le développement de ces idées est possible selon C. Aktar grâce à la complicité des décideurs politiques, qui « manquent de combativité par rapport à ces idées néfastes et dangereuses. [La France] est le seul



pays avec l'Autriche où, à quelques exceptions près, l'ensemble de la classe politique a du mal à accepter la Turquie comme un partenaire à part égale. Ce travail n'a pas été fait sous Sarkozy et ne semble pas se faire maintenant, laissant place au mépris et à l'ignorance ».

Ce combat est pourtant essentiel dans la construction d'une Europe fidèle à son projet de paix et de vivre ensemble. Intégrer la Turquie est donc un moyen de « résoudre la difficulté qu'ont les Européens à vivre et composer avec l'Islam, qui est une religion européenne ». Ce travail d'apprentissage est également ralenti par la présence d'une génération à la tête de l'Europe « issue de la décolonisation, et qui a des relations et des représentations mentales compliquées avec le monde arabe et le bassin méditerranéen ».

Cette situation doit évoluer vers un apaisement des relations et une reprise des négociations. Cela demande selon C. Aktar, qu'une date d'adhésion de la Turquie soit annoncée. « Cette date ne peut être que 2023, c'est-à-dire le centenaire de la Turquie. Les Européens auront le temps de « digérer » la Turquie (...) Sans cette date, la Turquie d'aujourd'hui ne prendra jamais la perspective de l'adhésion au sérieux ». Il n'en va pas simplement du bon développement économique de la Turquie, puisque cette adhésion est également l'occasion pour les Européens de revoir leur relation à l'Europe. En effet, à l'inverse de la situation turque, les Européens peinent à s'identifier à l'UE et à ses bénéfices. « Les Turcs ont conscience que les critères européens ont fait progresser leur pays, leur démocratie (...) il y a toujours une envie d'adhérer ».

L'adhésion de la Turquie peut donc être une opportunité pour les Européens de prendre conscience que le projet européen représente toujours des valeurs de paix, de progrès et de démocratie et qui, via l'adhésion de la Turquie, pourrait ouvrir une voie vers une autre Europe, plus tolérante et rassembleuse. « Aujourd'hui, l'Europe se fiche de la Turquie parce qu'elle ne la connaît pas. Il faut qu'on lui explique, qu'on lui raconte et elle comprendra, malgré la situation difficile. En arrêtant d'altérer le musulman, l'opinion européenne finira par comprendre, accepter et adhérer ».

1 TUSIAD, « Courrier mensuel n°10 », [www.turquieeuropeenne.eu/IMG/pdf\\_TUSIADCourrierOctobre2009.pdf](http://www.turquieeuropeenne.eu/IMG/pdf_TUSIADCourrierOctobre2009.pdf)

2 IMF, "Executive Board Concludes 2011 Article IV Consultation with Turkey, Public Information Notice" décembre 2011, site du FMI, [www.imf.org/external/np/sec/prn/2011/prn11150.htm](http://www.imf.org/external/np/sec/prn/2011/prn11150.htm), consulté le 21/03/13

3 Interview C. AKTAR

4 GÜRSEL, S. Conférence UTLS, « La Turquie, membre de l'UE : un fardeau ou un atout ? », 18 Octobre 2009

5 C. AKTAR, « Un président français en Turquie en 2013 ? », Libération, 27 décembre 2012

**Économie et Social**  
**Economy & Social**  
**Wirtschaft und Soziales**

**Mathias Dewatripont**  
**Marco Giani**  
**Alexandre Donnersbach**  
**Christian Staat**  
**Bernadette Ségol**



**Mathias Dewatripont**  
Directeur de la Banque  
nationale de Belgique





## Croissance et stabilité

Mathias Dewatripont est l'actuel directeur de la Banque nationale de Belgique (BNB). Après avoir reçu, en 1986, son Ph.D en économie à l'université de Harvard, il dispense aujourd'hui des cours d'économie à l'Université Libre de Bruxelles et figure parmi les professeurs invités à la Massachusetts Institute of Technology. Il siège également dans de nombreux comités de supervision en relation avec le secteur financier.

Interview réalisé et rédigé collectivement par Viktor Henriette, étudiant en science politique à l'Université Libre de Bruxelles, ainsi que par Charles-Albert Bareth et Alexandre Donnersbach, étudiants à la Solvay Brussels Schools of Economics and Management.

Le 8 mars 2013, «Eyes on Europe» s'est rendue dans les lieux de la Banque nationale de Belgique (BNB) pour mener un interview avec Mathias Dewatripont, directeur de la BNB et en même temps professeur extraordinaire à l'ULB. En 1986, il a reçu son Ph.D en économie à l'université de Harvard et aujourd'hui il siège dans de nombreux comités de supervision en relation avec le secteur financier.

### Eyes on Europe

Monsieur Dewatripont, quel est votre rôle au sein de la Banque nationale de Belgique (BNB), sachant que les décisions de politique monétaire se prennent au niveau de la Banque centrale européenne (BCE) ?

### Mathias Dewatripont

La politique monétaire est en effet décidée à Francfort par le Conseil des gouverneurs, qui comprend

les gouverneurs des 17 États-membres, ainsi que le directoire avec ses 5 membres et le président M. Draghi. Je travaille depuis mai 2011 dans le secteur « Politique prudentielle et stabilité financière ». Depuis avril 2011, la BNB est compétente en matière de supervision des banques et des assurances. Je représente également la Belgique au Comité de Bâle, qui vise à harmoniser la réglementation bancaire au niveau mondial.

**EOE** Jusqu'où sont-ce les mêmes acteurs qui s'occupent de la supervision des banques et de la politique monétaire ?

**MD** Avec l'avènement de l'Union bancaire, ce sera bien la BCE qui détiendra ces deux fonctions pour les banques les plus importantes. Cependant, il existe des « Chinese walls », des barrières séparant l'information entre les différents acteurs afin d'éviter les conflits d'intérêts. Ce système n'est cependant pas propre à la BCE. En effet, au Royaume-Uni la Banque d'Angleterre s'occupe maintenant aussi bien de la supervision que de la gestion de la politique monétaire.

**EOE** Quelles leçons a-t-on tiré de la crise de 2008 ?

**MD** La crise de 2008 a remis en cause certaines certitudes sur la mission d'une Banque Centrale. Depuis son origine, la Banque Centrale est garante de la stabilité financière. Ensuite, elle est en charge de la création monétaire ce qui lui permet de venir au secours des banques ayant des problèmes de liquidité. Dans le cas particulier des paniques bancaires, la Banque Centrale joue le rôle de prêteur en dernier ressort, assurant ainsi cette mission de stabilité. Des années 1930 jusqu'à 2007, il y eut très peu de paniques bancaires et

on en est venu à oublier le rôle de stabilité financière pour se concentrer sur le contrôle de l'inflation. Cela a été un succès puisque l'inflation tourne autour des 2%, l'objectif que la BCE avait fixé comme objectif. Ainsi, l'inflation n'est plus un problème comme dans les années 70. Depuis 2008, la mission de stabilité financière est revenue au premier plan.

**EOE** Pensez-vous que les nouvelles régulations bancaires mises en place depuis 2008 sont suffisantes pour éviter une nouvelle crise ?

**MD** Il y a eu de gros changements suite à la crise. Le comité de Bâle a imposé de nouvelles réglementations au niveau international qui sont sur le point d'être introduites. Cependant, l'introduction de Bâle III prend du temps ; en Europe par exemple il doit être traduit en directives européennes puis en législations nationales. Les principales modifications touchent à l'augmentation des fonds propres des banques et au contrôle de leur liquidité et des déséquilibres macroéconomiques comme les bulles immobilières. Le Parlement Européen a également exigé d'y ajouter la réduction des bonus des banquiers malgré la réticence britannique.

**EOE** L'ancien ministre des Finances allemand Peer Steinbrück a proposé une séparation des banques d'investissement et des banques de dépôts. Trouvez-vous cette proposition réaliste et applicable ?

**MD** Il existe, en effet, un débat sur la nature des activités bancaires, sur les risques que les banquiers ont fait courir à l'économie et sur le rôle des banques dans la crise financière. Certaines de ces critiques



sont pleinement justifiées. Il y a consensus sur le fait que les banques sont nécessaires pour assurer le service des paiements, offrir des services aux déposants et aussi pour donner du crédit, en particulier à ceux qui ne peuvent en obtenir que des banques. Les ménages et les PME en particulier ne peuvent se financer qu'à travers les institutions bancaires. Le débat est plus vif sur la question de la spéculation avec la possibilité pour les banques de spéculer avec les fonds des déposants. C'est ce qui avait motivé le Glass-Steagall Act aux USA dans les années 1930, c'est-à-dire la séparation des banques de dépôts et des banques d'investissement. Remarquons cependant que, si l'on regarde le paroxysme de la crise de 2008 avec la faillite de Lehman Brothers on se rend compte que celle-ci était une pure banque d'investissement. Les banques espagnoles étaient elles de simples banques de détail. La solution n'est donc pas simple, même si un contrôle accru des activités spéculatives est certainement nécessaire.

**EOE** Dans l'optique de l'adage « Too big to fail », nos banques ne sont-elles pas trop grandes ?

**MD** Il n'y a pas si longtemps, aux États-Unis, les banques de détail ne pouvaient avoir des agences que dans un seul État. Cette pratique a été abandonnée et de grands groupes ont alors émergé. Suite à la crise de 2008, ce phénomène s'est renforcé, car elle a permis aux banques les moins touchées (comme JP Morgan) de grossir suite au rachat de banques ayant subi la crise de plein fouet. On constate le même phénomène en Europe où des groupes comme BNP Paribas ont pu racheter d'autres groupes plus touchés comme Fortis. Notons ceci étant dit que ceci ne crée pas forcément de problème

de concurrence (par exemple BNP Paribas n'avait pas d'activité significative en Belgique avant le rachat de Fortis).

**EOE** La plupart des économistes n'ont pas vu venir la crise, la vision économique « unique » ne doit-elle pas être changée ?

**MD** Une très grande partie des experts, aussi bien économistes que politiciens, n'avaient pas prévu la crise. Il y avait chez beaucoup une vision trop optimiste du marché. Songeons par exemple à Larry Summers qui était un fervent défenseur de cette idée et qui, suite à la crise, à tout de même été rappelé par le président Obama. Il y avait des débats mais dans l'ensemble, les décideurs étaient trop pro-Wall Street.



La crise financière a accéléré la reconnaissance du fait que le Marché peut être irrationnel, presque maniaque-dépressif. On avait sous-estimé l'instabilité des marchés financiers. Le problème d'équilibre des marchés est un problème complexe, on doit donc le traiter d'une manière multidimensionnelle. Par exemple, la macro-économie s'intéresse désormais plus explicitement au fonctionnement du secteur bancaire. On cherche également à donner une plus grande place

à l'histoire économique dans l'analyse, ce qui constitue un changement par rapport aux années soixante qui ont vu émerger une science économique fortement mathématisée.

Cependant, il faut relativiser cette évolution, car, depuis longtemps déjà, divers économistes travaillant dans le milieu académique ont tiré la sonnette d'alarme. On a cependant préféré ne pas écouter ces voix, car certains intérêts sont parfois trop importants et les voix écoutées sont trop souvent celles qui servent les intérêts en place.

**EOE** François Hollande a déclaré récemment qu'il voulait désormais que la BCE puisse faire varier le taux de change de l'Euro, qu'en pensez-vous ?

**MD** D'une part la BCE suit un mandat défini par les gouvernements et François Hollande n'a pas l'air jusqu'à présent d'être suivi par les autres dirigeants, donc l'objectif reste celui qui a été fixé. Le Japon a décidé de déprécier sa monnaie, et la Chine ne laisse pas sa monnaie s'apprécier trop par rapport au dollar US, ce qui ne favorise pas la compétitivité européenne. Cependant, il faut relativiser ces considérations. L'Europe étant une grande économie assez fermée, l'essentiel du commerce reste intra-européen. Remarquons aussi qu'il existe de grandes différences entre les balances commerciales des différents États membres. En effet, quelques pays du nord (Allemagne et Pays-Bas en tête) ont un gros excédent au niveau de leur balance commerciale, alors que la majorité des pays du Sud sont en déficit.

**EOE** Monsieur Dewatripont, nous vous remercions de nous avoir chaleureusement accueilli et d'avoir consacré du temps à répondre à nos questions.



## Origines et vicissitudes de la léthargie structurelle en Italie

Marco Giani est un doctorant du European Center of Advanced Research in Economics and Statistics (ECARES), basé au sein de l'Université Libre de Bruxelles. Il travaille actuellement en tant que chercheur assistant au Growth and Sustainability Policies for Europe (GRASP).

### La crise dans la crise et le travail de Monti

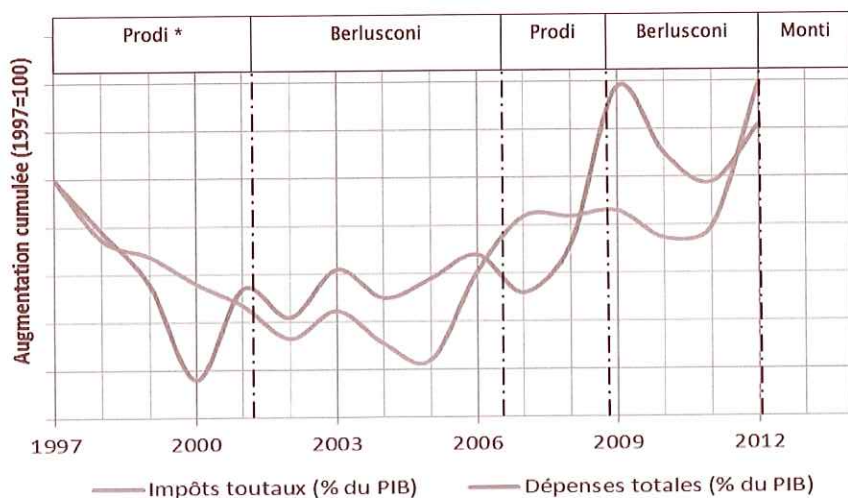
D'un côté nous avons un riche entrepreneur, extrémiste dans l'approche aux institutions, amoureux de la vie et dépensier. Puis de l'autre côté un professeur d'économie, modéré et europhile, sobre, catholique et responsable. L'alternance entre ses deux côtés représente l'histoire de l'Italie et de sa vision politique en miniature depuis 1994.

Voici donc la situation dans laquelle se retrouve l'Italie : entre des entrepreneurs riches dépensiers et des professeurs sobres qui épargnent. Ainsi au final, cette situation aboutit à une Italie claudique depuis 20 ans incarnée entre l'illusion du bonheur facile et des problèmes financiers.

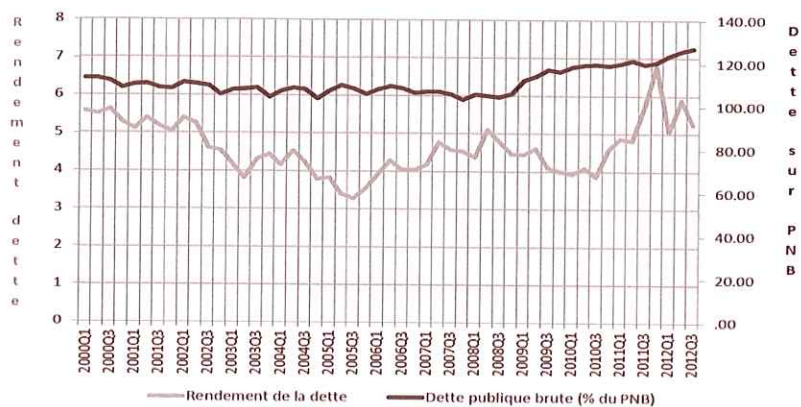
Le graphique ci-dessous montre, donné à l'appui, les effets de cette alternance politique – le prof et l'entrepreneur – sur la différence entre revenu fiscal et dépense budgétaire en Italie. Lorsque Romano Prodi, ancien premier ministre italien, a remporté les élections en 1996 et 2006, les dépenses budgétaires ont toujours baissé par rapport aux impôts, ce qui, en diminuant le déficit courant ainsi que la dette, rends les finances publiques moins vulnérables. Contrairement à la coalition de centre-droite, guidé par Silvio Berlusconi qui a gagné les élections en 2001 et 2008, la désépargne publique a toujours été la règle.

Si d'un côté l'entrepreneur et le professeur se distinguent par leur attitude face au risque, de l'autre côté ils partagent la même responsabilité pour l'absence de réformes structurelles en Italie. Pendant les 20 dernières années, les gouvernants ont souvent « ajusté dans l'urgence » l'économie du pays et n'ont rarement, voir jamais, « réformé sa structure ». Il était donc inéluctable qu' à un moment donné, la pénurie de mordant dans l'action politico-économique présente, avec la complicité occulte des spéculateurs, une facture difficilement abordable.

Ce moment est donc arrivé vers la fin de l'année 2011, quand les intérêts sur les bons d'État à long-terme ont augmenté de manière vertigineuse. Ainsi, en 2011 l'Italie a dû payer 80 milliards d'euros (Banca d'Italia, Bollettino Economico n. 70, Octobre 2012, p. 39.) d'intérêt à ses créiteurs, alors que le total des dépenses annuelles pour l'éducation s'élève à 70 milliards d'euro (Eurostat, Population et conditions sociales). Le lecteur comprendra bien que là où le gouvernement dépense plus de ressources pour le coût de la dette que pour l'éducation, la stabilité financière – même en absence de toute empathie pour le BCE – s'impose comme priorité absolue.



Suivi par D'Alema (centre-gauche) en Octobre 1998 et par Amato (centre-gauche) en Avril 2000.



C'est dans ce contexte que Mario Monti, professeur d'économie, modéré, europhile, sobre, catholique et responsable, s'est installé à la tête d'un gouvernement d'affaires courantes. Monti a été chargé de former un gouvernement (le 61<sup>e</sup> en 70 ans) le 16 Novembre 2011. Ce jours-là, le différentiel entre les intérêts sur le bon d'État italien et celui de l'État allemand (i.e le « spread ») valait 5,20% - une divergence lugubre pour les finances publiques ; toute prévision sur le PIB indiquait que la récession persisterait en 2012. La mission politique du gouvernement Monti avait donc une raison d'être duale : d'abord soustraire l'Italie à l'usure internationale à courte terme, ensuite réamorcer le pays vers une croissance de long terme à travers les « réformes structurelles ».

### Le décret « Salvalitalia » et (surtout) le CV du Président du conseil

De manière tout-à fait cohérent avec sa mission, le gouvernement d'affaires courantes de Monti a d'abord canalisé l'effort législatif dans le but d'éviter la débâcle financière.

Le conseil des Ministres, réuni le 4 Décembre 2011, lança une politique budgétaire restrictive —le décret « Salvalitalia » - visant à augmenter de 20 milliards des recettes fiscales (données du gouvernement), grâce notamment à l'augmentation de la TVA de 2% et à un nouvel impôt sur la propriété immobilière. D'autres sources d'épargne furent garanties par la révision des critères de retraites : l'augmentation des années de contribution nécessaires pour la retraite, ainsi que celle de l'âge de retraite d'environ 4 années (66 ans pour les hommes, 62 ans pour les femmes). L'âge maximal au travail passa de 65 à 75 ans, et les retraites au-dessus de 1441,59 euro sont désindexées par rapport à l'inflation.

Cette série de politiques de rigueur - une insulte à la créativité politique - ne change pas les fondamentaux d'un pays, principalement en raison de sa nature transitoire.

Le déficit et la dette baissent, mais l'effet déprimant sur la consommation agrégée est tout aussi important. Ainsi, le ratio dette par PIB ne s'améliore pas vraiment, malgré les bonnes intentions. Si les spéculateurs ne s'appuyaient que sur l'évolution de ce ratio pour leur calcul de placement, alors le spread n'aurait pas dû baisser.

Cependant, comme le montre le graphique ci-dessous, qui permet d'évaluer l'évolution du ratio dette publique/PIB par rapport à celle des intérêts nominaux sur le bon d'État, le spread a follement baissé à partir de Décembre 2011.

Si les fondamentaux n'ont pas varié significativement, qu'est-ce qui a permis à Monti d'escroquer la confiance des spéculateurs et d'ainsi gagner la bataille contre le spread ?

La réponse est assez simple : c'est son CV. Lorsque le gouvernement de Berlusconi a démissionné, lors du dernier trimestre 2011, la dette était à 120.7% et le rendement des bons d'État à long-terme à 6.81%. Un trimestre plus tard, avec Monti comme premier ministre, la dette avait augmenté de 2.5%, alors que le rendement des bons d'État à long-terme avait diminué de 35%. Dans un monde où on ne regarde qu'aux fondamentaux d'une économie pour les décisions de placement, ceci ne serait pas possible.

Mais les marchés ont décerné à la réputation de Mario Monti un poids très important. Son parcours d'expert a été visiblement suffisant pour signaler un retour à la « sagesse » politique en Italie, et pour ainsi calmer les esprits brûlants des spéculateurs. Le fait d'avoir mis sa visibilité et crédibilité internationale à disposition de son pays a été le seul - et donc trivialement le plus important - mérite tangible de Monti.

### Et la croissance ?

Il est évident que ces politiques de stabilité dépriment encore plus une économie moribonde, notamment à cause de la baisse de consommation



agrégée qu'elles impliquent. Une fois sauvée, l'Italie avait besoin de contrer les effets contractifs du décret « Salvitalia » par les biais d'une série politique de politiques structurelles visant à la croissance de long terme.



Mais la libéralisation du marché du travail et des services publics locaux, la mise en efficacité de l'administration publique, la baisse significative du coût du travail, une véritable lutte contre l'économie noire ainsi que l'augmentation des dépenses en R&D sont autant largement consensuels et autant difficiles à promouvoir dans la hâte et dans l'instabilité. Le gouvernement Monti a baissé le bras face à ce défi : même la corporation de Taxi s'est montrée plus solide que l'initiative de libéralisation du secteur proposé par le gouvernement.

Les prescriptions politiques listées en haut, et en partie contenues dans la lettre de Mario Draghi, l'actuel président de la BCE et Jean-Claude Trichet, l'ancien président de la BCE à Monti (le 5 août 2012), restent un mirage politique, au prix d'une perte constante de compétitivité vis-à-vis le reste du monde.

Jusqu'à présent, il n'y a même pas une croix dans la « to do list » des réformes structurelles : tout est renvoyé aux calendes grecques. De nos jours, il est impossible de savoir qui s'occupera de cette « patate chaude ». Les résultats électoraux suggèrent que les italiens préfèrent l'ivresse au savoir-faire qui se déguste avec sagesse, mais il faut encore voir si le futur appartient à celui qui a la plus longue mémoire, comme chez Nietzsche, ou bien à ceux qui croient à la beauté de leurs rêves, comme chez Eleanor Roosevelt.

### Why Some Leaders Change the World... And Why Angela Merkel Will Not

Alexandre Donnersbach, undergraduate Student at Solvay Brussels School of Economics and Management

"I am not a consensus politician." Margaret Thatcher often declared in public speeches. "I am a conviction politician." In today's world, finding European leaders with similarly strong beliefs in a cause is rare. One could even think that this kind of leadership has completely vanished from the public sphere. Since the outburst of the European sovereign debt crisis in 2010, this lack of conviction is the reason behind why not a single politician has been able to offer a compelling and inspiring vision of how to rebuild and rethink Europe.

In 2010, Simon Sinek, an advertising consultant in New York, presented his idea about how great leaders inspire action in our world. He argued, "Leaders are those who hold a position of power or authority. But those who lead are those who inspire us. Whether within organizations, we follow those who lead, not because we have to, but because we want to. We follow them, because they are driven by a cause, by a purpose, by a belief."

In other words, leaders, whether they are politicians or business people, have the ability to change the world by inspiring others so long as they possess deep-rooted convictions about why they do what they do. Margaret Thatcher was one of those exceptional politicians who believed strongly in her cause: she always affirmed that that economic freedom and individual liberty are interdependent, that hard work and personal responsibility are the only way to prosperity, and that free market democracies have to stand firm against autocratic regimes. By remaining true to her principles and effectively communicating her beliefs, she not only profoundly changed policymaking in the UK, but also left an impact on a substantial number of western nations.

Another example of a morally resolute leader is Franklin D. Roosevelt. When he was nominated in 1932 to run as the Democratic presidential candidate, his "New Deal" plans were certainly not shovel-ready.

On the contrary, most of his plans for far-reaching social reforms and the regulation of the banking sector were worked out after his election. But right from the start, he knew why he was running and repeatedly offered the American people his vision for the future. He famously stated, "Throughout the nation men and women, forgotten in the political philosophy of the Government, look to us here for guidance and for more equitable opportunity to share in the distribution of national wealth... I pledge myself to a new deal for the American people. This is more than a political campaign. It is a call to arms." Roosevelt's vision of the beginning of the social welfare state in America has shaped the course of the nation's history; without him, there would be no Social Security, consumer protection, or countless other safeguards taken for granted in the United States today.

#### A serious lack of leadership in Europe

Unfortunately, even now, no inspiring leader has emerged during the Eurozone crisis. Moreover, the economic and political situation has deteriorated from year to year, growing to an ever-bigger crisis—yet no convincing vision has been offered to the European people thus far. Has anyone heard Angela Merkel or François Hollande speak about her or his vision for Europe? Why are they so convinced that we need to help our distressed European neighbors?

Actually, all the policies that have been developed by the European Council—comprising the 27 head of governments—under the guidance of Angela Merkel have always been too late, too nationalistic, and too short-sighted: the Greek rescue, the Portuguese rescue, the Irish rescue, the Spain rescue, the Cyprus rescue, and finally the creation of a banking union (albeit one without an European deposit insurance scheme) represent insufficient efforts toward recovery. They have all have been implemented without developing a lasting vision on how to get Europe back on track. And have those countries really been saved? In February, the unemployment rate in the Euro area peaked at 12%, the highest ever since the creation of the euro. In Spain and Greece, every fourth worker is out of work. In the last quarter of 2012, economic output in the Euro zone dropped by 0.6%, the steepest since January 2009. The economic outlook for 2013 in the Euro area is a recession, and financial markets are still not convinced of the solvency of Eurozone countries.

At the same time, frustration among the ordinary folks grows. After each crisis summit of the European union, media and politicians talk of historic achievements, just to realize several weeks later that more efforts are needed. Thus, nationalistic movements profit from these short-lived decisions, fueling their rise everywhere in Europe and making it increasingly difficult to make sound decisions.



### The case of Chancellor Merkel

Evidently, Angela Merkel is not the only one to blame, and she is not the only one who bears responsibility in this crisis. However, as she represents the most powerful nation among the member's states, she is responsible for making crucial progress. And so far, she has not been able to paint a vivid and convincing vision on how she plans to shape Europe's future. Why hasn't she?

One very simple answer: because she has no plans. When analyzing her decisions on domestic and European issues, one model clearly stands out. Whether it's environmental politics or the debate over same sex marriage, the Greek rescue or the creation of the banking union, Angela Merkel analyses the situation in detail in order to find out which solution is politically most suitable. She does not act out of conviction, but out of political gain or necessity.



It is in this context that Adam Krzeminski, one of the leading Polish publicists, speaks of the end of ideologies. According to him, "political parties are struggling to define their differences and controversies seem to be artificially staged and do nothing but fuel the narcissism of the main players. The winner in this kind of populist anger has no plan, and no vision of the future." He concludes that, "while the political theatre of our time is not leading to countries ruled by tyrants, it is not generating any statesmen either."

If Angela Merkel really had any conviction and a plan to shape Europe's future, she would declare to all European citizens: "I believe that European nations who work together are stronger and more prosperous than each one on his own. I believe that the last sixty years of the European Union have been an unmatched success story in human history. I believe that together we can change the world for better. And in order to get back on our feet and to defy all odds, we have to address the underlying structural problems of the European Union. Therefore, I pledge myself, not only to the German people, but to you all, to form an elected European government until the end of this decade."

Unfortunately, it is highly unlikely that Chancellor Merkel will ever give such an inspiring speech in such a form or a similar one.

### Conclusion

Thus, despite her best intentions, Angela Merkel simply does not have the necessary leadership qualities to pull the European Union out of this economic turmoil, because she lacks the conviction and hence the courage to offer such a bold vision of the future. Therefore, her probable reelection next September should concern every European who cares about our common future. Nevertheless, the German chancellor is not the only person who can influence the European policy making process. I am convinced that there's still an empty seat to be filled in European history that equals the one of Winston Churchill and a similar sort of visionary should fill it.



### EU Regional Policy – No Silver Bullet

Christian Staat is a PhD student in Economics at the European Center for Advanced Research in Economics and Statistics in Brussels.

#### The Structural and Cohesion Funds require tougher reforms

Even though the European Parliament rejected the European Budget for 2014 to 2020, the amendments for the structural and cohesion funds will remain almost the same. The European Union is financing projects that help less developed regions in Europe to catch up. The new multiannual financial framework for the next seven years, considers only small changes. However, the occasion has not been used to tackle large reforms on the funds. Changes became increasingly difficult given that the structural and cohesion funds are a political game ball. In times of crisis, policy makers look for ways to spend money more efficiently, but financial aid is more and more politicized and less based on economic rational.

“The Union’s regional policy goals are rooted in the perception that a common market requires a certain degree of homogeneity in economic development, which is not necessarily the automatic outcome of the integration process but, eventually, has to be assisted by active policy interventions.”<sup>1</sup> With the EU enlargement, disparities among the member states increased even further and the regional transfers went on to the south and to the east. The European Union is funding projects worth 347€ billion or 35,7% of the EU budget in the period 2007-2013 in order to boost growth primarily in less developed regions in Europe. The funds stem from three different sources: the European Regional Development Fund (ERDF) contributes about 58%, the European Social Fund (ESF) about 22%, and the Cohesion Fund (CF) about 20%. The ERDF funds “hard” infrastructure such as roads, whereas the ESF funds “soft” infrastructure such as employment measures. Both funds are commonly referred to as the Structural Funds. The ERDF was founded in 1975 and the ESF was founded in 1957, whereas the Cohesion Fund was established in the treaty of Maastricht to finance environmental projects and trans-European transport infrastructure

networks. The intention of the CF is to support the Structural Fund in strengthening the economic and social cohesion.<sup>2</sup>

Regional entities determine the value of a project and decide whether it should be financed or not. Projects will then receive partial financial assistance from the European Union. Least developed regions receive 75-85%, transitional regions receive 60% and developed regions receive up to 50% of financing. The map of regional aid support depicts the different categories in the period 2007-2013. The Cohesion Fund operates on the national rather than the regional level, in contrast to the Structural Funds. Least developed countries (below 90% of the EU average GDP) receive money from the Cohesion Fund. All regions can receive money from the Structural Funds. Regions in the lowest category (below 75% of the EU average GDP) receive the highest amount of financing. Regions in the newly introduced intermediate category (between 75% and 90% of the EU average GDP) receive a bit less financing and regions in the highest category (above 90% of EU average GDP) receive the least financing.

#### Better evaluation to determine project effectiveness is necessary

Unfortunately, there is not a single database collecting Europe’s financed projects. More transparency is required to make it easier for researchers to assess the impact of projects on the recipients’ regions. Until now, only regional entities know exactly how much money has been spent. Studies have difficulties to find evidence whether the EU regional policy plays any role in regions growth convergence.<sup>3</sup> Therefore, European institutions should consider a better selection and evaluation of all projects. Evaluation is required to measure why some projects work and others do not, which in turn can deliver insights for future project selection. It might not be an effective objective to measure the success of projects by the bare amount of kilometres of streets build or by the reduction of school dropout rates, since it is a weak indicator of school quality. It has been shown that the quality of institutions matters in order to turn projects into a positive force on growth and development in regions.<sup>4</sup> Those regions that lack behind in institutional quality should receive money for projects that enhance its quality and its human capital. It might be smarter to finance the most effective projects rather than projects in the most underdeveloped regions or to have stronger competition for EU transfers, which might admittedly be in contradiction with the political goal of cohesion.

#### Too much money might not be a good thing

A recent study by Becker et al. (2012) shows that the optimal amount of funds, a region should receive, is 0,4% of its GDP, whereas the maximum amount



should not exceed 1,3% of its GDP. Every cut of funds below 1,3% can increase the aggregate welfare, if the money is spend properly. The study determines which region is receiving too much or not enough transfers. For example, the Greek region of Grevena shows a transfer intensity of nearly 30%. Contrary, the Swedish region of Hallands län received EU transfers of only 0,00009%. The average transfer amount is 0,759% of GDP. The study determines the economic multiplier (by how much each euro spent, results in an increase of GDP of more or less than a euro) and the GDP gap (defined as the per-capita income compared to EU average) for each region. The result shows that less developed regions often have a multiplier of less than one. The authors see the reason in the much weaker response to transfers in the poorest regions. Moreover, there are few regions with a multiplier below one, but with a GDP gap above average that spare any logic of proper spending. Those transfers can be better used in regions with higher effectiveness and still lower GDP than the Union's average. The absorption ceiling, setting an upper limit for EU transfers, that got reduced from 4% to 2,5%, should be considered on a regional rather than a national level.

Europe should be more honest and realistic with its regional policies. There are regional disparities even within the richest countries in Europe. The European regional policy can mitigate the disparities, but hardly abolish them. Recently, the European Commission requested a European wide youth employment guarantee. This initiative (YEI), financed from the cohesion policy, aims at countries with a high unemployment rate. It is questionable how funds only worth 6€ billion (for seven years) could get young unemployed in regular jobs, when experts estimate costs worth 21€ billion a year for whole Europe.<sup>5</sup>

Moreover, experts say for the guarantee to work, dual education is a prerequisite - as in Austria where such a guarantee exists. By promising an employment guarantee, the commissioner might raise hopes, which might not be fulfilled.

Policy makers should also ask themselves what the value added of structural policy is. It might be that state transfers are crowding out private financing and that projects financed by the EU might have been financed anyway by other means. EU regional policy might be especially effective in trans-regional projects. Regions close to borders might receive less national money since positive spillover effects from investments might fall into another country for which the home country is not receiving benefits. This failure to underinvest in border regions might be overcome by European coordination. The new initiative Connecting European Facility is a step in the right direction.

1 Becker, S. O., Egger, P. and von Ehrlich, M. (2012), 'Too Much of a Good Thing? On the Growth Effects of the EU's Regional Policy', European Economic Review 56 (4): 648-68.

2 European Commission (2008), Regional Policy - InfoRegio, <[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/thefunds/index\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/index_en.cfm)>

3 Sala-i-Martin, X. (1996), 'Regional Cohesion: Evidence and Theories of Regional Growth and Convergence', European Economic Review, 40: 1325-52.





Boldrin, M. and Canova, F. (2001), 'Europe's Regions - Income Disparities and Regional Policies', Economic Policy 32: 207-53.

4 Filippetti, A., Reggi, L. (2012). "The impact of Structural Funds in European regions: Quality of governments and political decentralization", Working paper.

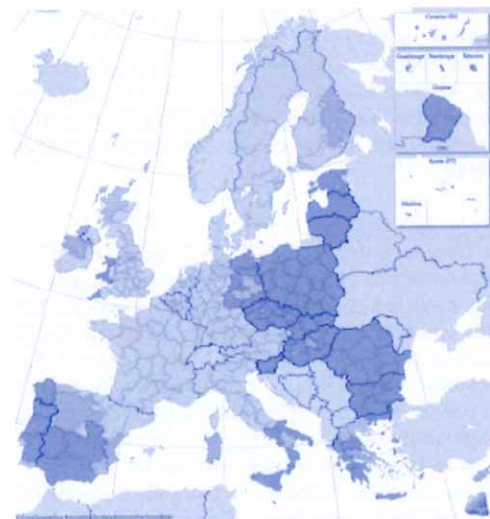
5 Krupa, M. (2013), "Europa schaut nach Österreich", DIE ZEIT, Edition 15/2013

Map of regional aid support. Copyright European Commission (2012), DG for Regional Policy.

### The map of regional aid support, 2007-2013

-  Convergence objective (Regions > 75% in EU25)
-  Convergence objective statistically affected regions
-  Objective 'Regional Competitiveness and Employment' Phasing-in regions, "naturally" above 75%
-  Objective 'Regional Competitiveness and Employment'

Index EU 25 = 100



## L'Union Européenne a besoin d'un budget renforcé qui réponde à l'urgence de la crise.

Bernadette Ségol est Secrétaire générale de la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

Le budget européen est sous les feux de l'actualité depuis le 8 février 2013. C'est, en effet, à cette date que le Conseil européen est parvenu à un accord qui réduirait, pour la première fois de son histoire, l'enveloppe du budget de l'Union européenne. Cette réduction affecterait, entre autres, les mécanismes de solidarité qui sont au cœur même du projet européen, reflétant du même coup, le manque d'ambition politique pour l'Europe.

À l'heure où les défis à relever sont importants, où le besoin d'une Europe sociale et de cohésion s'impose, le budget européen doit être à la hauteur de ces impératifs et plus largement d'une politique européenne assurant la relance économique.

Or, force est de constater que c'est l'inverse qui se produit aujourd'hui.

On ne fait pas une politique sans moyens, sinon l'on reste au stade des déclarations d'intention, au pire, de l'affichage.

La Confédération européenne des syndicats (CES) considère que les débats en cours sur le budget sont d'une importance politique capitale. Le budget européen doit répondre aux défis posés.

Le prochain Conseil européen de juin 2013 portera sur la dimension sociale de l'Union économique et monétaire. La CES soutient cette priorité affichée du Conseil mais avertit qu'une politique sans moyens reste vaine.

### Un budget en berne

Depuis le début de la crise financière, l'UE se distingue par des politiques de sanction à l'égard des pays les plus fragiles économiquement. Le rejet des citoyens et des travailleurs à l'égard de cette Europe qu'ils ne comprennent plus, grandit. Face à la brutalité de la crise, à l'augmentation du chômage, de la précarité et des inégalités, les Européens seraient en droit d'attendre une Europe qui réponde à ces problèmes, à leurs problèmes, et non une Europe qui ne pense qu'en termes d'orthodoxie budgétaire.

Le 8 février dernier, le Conseil européen avait

l'opportunité de montrer la voie d'une Europe ambitieuse et inclusive. Elle a fait le contraire en proposant un budget réduit par rapport aux exercices budgétaires précédents et actuels. C'était un mauvais signe adressé aux Européens, à un mauvais moment.

Le montant total du budget adopté par le Conseil européen s'élève à 959 988 millions d'euros, soit 87 470 millions d'euros de moins que la proposition de la Commission européenne, et 11 913 millions d'euros de moins que le compromis précédent, proposé par le Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, en novembre 2012.

Cela signifie que le Conseil a non seulement décidé de supprimer les nouveaux investissements proposés par la Commission européenne et le Parlement européen, mais aussi de présenter un budget qui est moindre que le budget actuel.

Ce budget européen, ou cadre financier pluriannuel (CFP) 2014 – 2020, est nettement insuffisant. La CES déplore l'accord du Conseil. Il ne tient compte ni des effets de la crise économique, ni du taux de chômage très élevé. De plus, il ne favorise pas la croissance et les investissements.

Le syndicat européen demande un changement de cap face aux effets dévastateurs des mesures d'austérité. Ce changement de cap ne sera pas possible avec un tel budget.

Cet accord marque un recul du projet européen et un regain du repli national.

Le 13 mars dernier, le Parlement européen a adopté une résolution qui rejette l'accord du Conseil sous sa forme actuelle, au motif qu'il ne reflète pas les priorités et les préoccupations exprimées par cette Assemblée. La CES soutient cette résolution. Les négociations démarrent. Le syndicat européen encourage le trilogue institutionnel européen à poursuivre ses efforts pour parvenir à un budget européen en hausse et à la hauteur des ambitions fixées dans la Stratégie 2020. Le syndicat européen se félicite du projet de budget rectificatif de la Commission européenne (27 mars) demandant une rallonge de 11 milliards d'euros. Ce budget rectificatif, dont 9 milliards seraient attribués, entre autres, à la politique de cohésion sociale a pour objectif politique de débloquer le CFP.

Comme le proposent la Commission européenne et le Parlement européen, l'UE a besoin d'un budget plus élevé afin de compenser les effets des politiques d'austérité, de soutenir les objectifs de la stratégie 2020 et les initiatives du Paquet Emploi, et de mettre en œuvre le Pacte de croissance lancé par le Conseil européen de juin 2012.

### La solidarité touchée

La réduction du budget touche au cœur des instruments de solidarité européenne. C'est ce qui est le plus préoccupant. La politique de cohésion a vu son enveloppe réduite de 10%.



Le montant du Fonds social européen (FSE) serait raboté de 2,5 milliards d'euros, montant qui serait consacré à « l'aide aux plus démunis ». La CES déplore, qu'en cette période de crise où la pauvreté est aggravée, le FSE soit amputé.

Certes, une nouvelle initiative pour les jeunes a vu le jour. Cette Initiative pour l'emploi des jeunes sera dotée de 6 milliards d'euros. Cependant, ces ressources iront uniquement aux pays et régions dont le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25%.

La CES estime que le chômage des jeunes est une priorité. Elle presse les décideurs européens à en faire une priorité politique et donc budgétaire.



Cette Initiative pour l'emploi des jeunes utiliserait et, par conséquent, réduirait de 3 milliards d'euros le montant total du Fonds social européen. L'autre partie des ressources proviendrait de l'enveloppe générale de la politique de cohésion.

L'initiative jeunes est certes un pas dans la bonne direction mais son budget est insuffisant lorsque près de 6 millions de jeunes sont sans emploi aujourd'hui en Europe.

Enfin, il est très préoccupant de voir que le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) et le Fonds de Solidarité, qui ne font pas partie du CFP, aient été fortement réduits. Les plans sociaux et les restructurations font constamment la une de l'actualité européenne et de tels fonds sont plus que nécessaires. De toute évidence, ce n'est pas un luxe pour ceux et celles qui perdent leur travail.

#### Quel financement ?

La CES encourage le Parlement européen à utiliser la flexibilité requise pour rétablir le niveau de budget proposé par la Commission européenne. En particulier, pour les mesures liées à la croissance et à l'emploi ainsi qu'à la politique de cohésion.

De plus, le syndicat européen insiste sur le fait que les revenus provenant de la taxe sur les transactions financières, de la taxe carbone et autre, ne doivent pas être utilisées pour réduire la contribution des États membres au budget européen ou pour la supprimer. Ces revenus doivent, au contraire, soutenir les investissements destinés à relancer l'économie et à créer des emplois.

La CES réaffirme ses priorités en faveur d'un budget à la hauteur des défis actuels et à venir :

– Les conditionnalités macroéconomiques à l'octroi d'une aide budgétaire, sont inacceptables ;

– La part minimale des dépenses du FSE dans l'enveloppe de la politique de cohésion doit être confirmée, afin d'assurer au moins 25% pour le FSE dans tous les États membres ;

– Le rôle des partenaires sociaux et des partenariats EURES transfrontaliers dans le réseau EURES doit être préservé et renforcé ;

– L'allocation du FEM doit être rétablie et augmentée. De plus, il convient de réviser le règlement du FEM, afin d'éliminer les contraintes bureaucratiques et de lier ses interventions aux processus de restructuration.

En ce qui concerne la gouvernance, la CES soutient le Parlement européen qui demande :

– La possibilité de réviser le budget après deux ans, afin de l'adapter aux changements de circonstances ;

– La nécessité d'exiger plus de responsabilité de la part des États membres en vue de combler le large fossé existant entre les engagements et les paiements ;

– La possibilité pour le Parlement d'intervenir dans la répartition des montants entre les différentes années et entre les catégories de dépenses ;

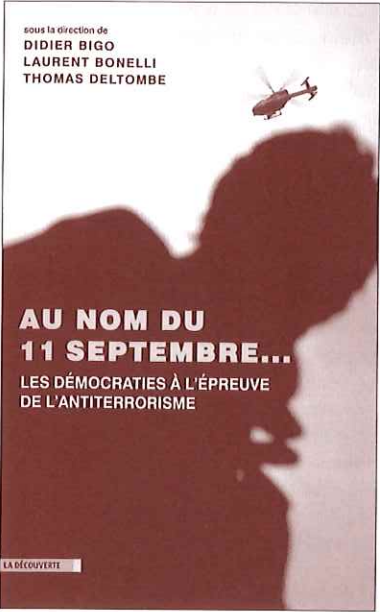
– La possibilité d'obtenir le vote à la majorité qualifiée au Conseil pour l'adoption des budgets annuels.

Le budget est l'affaire de tous. Il est illusoire de croire que nous sortirons de la crise sans effort de solidarité européenne. L'accord du Conseil sur le budget est en totale contradiction avec les besoins. Au lieu d'être un outil de relance économique, le CFP adopté par le Conseil européen contribuerait à l'aggravation de la récession en Europe.

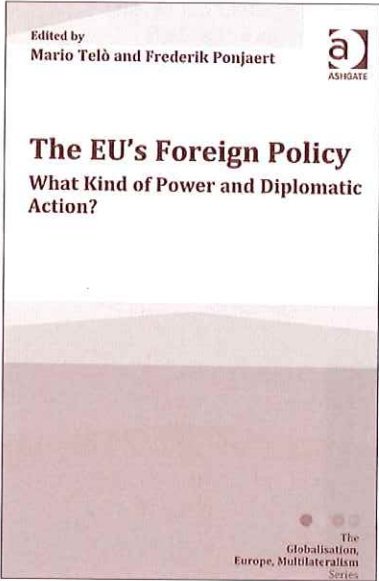
Le budget a également une portée politique. Il est un élément de progrès économique, social et démocratique.

Toucher à la solidarité européenne peut nuire au projet européen et à la démocratie, au sens le plus large du terme.

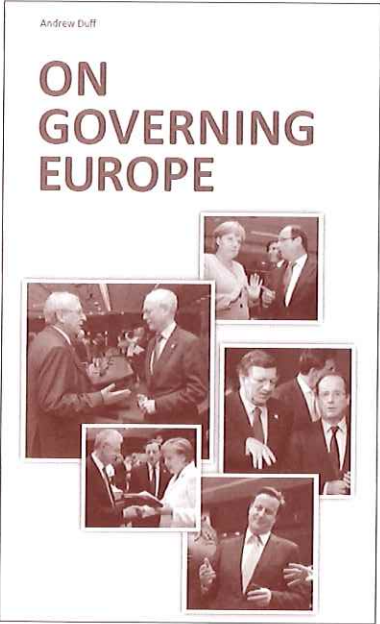
# Eyes on Europe



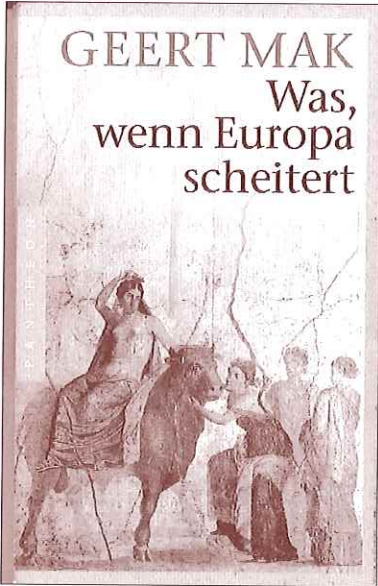
1



2



3



4



## 1 Au nom du 11 septembre... les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme

Didier Bigo est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po, Paris).

Laurent Bonelli est maître de conférences en science politique à l'université Paris-X (Nanterre). Il est par ailleurs membre de la rédaction du Monde diplomatique.

Thomas Deltombe est journaliste indépendant.

Johanna Bouquet, étudiante en relations internationales à l'ULB.

sous la direction de Didier Bigo, Laurent Bonelli et Thomas Deltombe, la découverte, Paris, 2008

Au lendemain du 11 septembre le bon sens a laissé place à l'urgence et les stratégies de lutte contre le terrorisme ont pris le pas sur les libertés individuelles au sein des démocraties occidentales. Ce constat nous conduit à nous interroger : à l'heure de la crise malienne, avons-nous tiré les conséquences de ce que préconisait déjà en 2008 cet ouvrage, réunissant des experts, journalistes et académiciens ? Comment les services internationaux de l'antiterrorisme s'adaptent-ils aux nouvelles formes de conflits, aux nouveaux acteurs et à l'internationalisation des conflits et enfin qu'est-ce que ces nouveaux concepts impliquent ? Les recherches effectuées permettent également d'analyser les répercussions que cela a au niveau européen et aux sein des politiques nationales.

L'objectif de cet ouvrage est de broser un tableau fidèle de ce que constitue « l'antiterrorisme contemporain ».

L'apport de cet ouvrage qui en fait une référence scientifique est la distanciation prise avec les thèses

dominantes sur ce sujet, en affirmant que les politiques publiques de lutte contre le terrorisme sont désormais dominées par la logique « du moindre mal » et par une plus grande autonomie de l'exécutif à l'égard des pouvoirs législatifs et judiciaires. C'est ce que Bigo appelle très justement : « les pratiques « illibérales » des régimes politiques libéraux ».

Les formes de conflits ont évolué : Les acteurs sont désormais paraétatiques. Le théâtre des confrontations est déterritorialisé, la distinction entre civil et militaire ne semble plus aussi nette et la durée du conflit est imprévisible. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les nouvelles formes de conflits sont les défis des États en matière de sécurité. C'est pourquoi les auteurs de cet ouvrage considèrent que « le contre terrorisme devrait lui-même se constituer à l'échelle globale en mettant fin aux égoïsmes nationaux ».

Par ailleurs, le changement structurel des conflits et de la façon de les appréhender conduit à penser autrement les cadres d'actions politiques : on assiste à une évolution profonde « des logiques policières et juridiques » vers un caractère « proactif et préventif » de la gestion du terrorisme.

Ce processus d'engrenage a pour conséquence de conduire à une radicalisation de part et d'autre dans les « nouvelles formes de guerre et de coercition ». Ainsi, « le scénario du pire », se voulant source de légitimité, désamorce les facultés de jugement de l'opinion publique qui se laisse avoir par le pouvoir des experts véhiculé par les médias et par leur pouvoir de labellisation du terme terrorisme. Ceci a pour conséquence une vision plus extensive du champs auquel appartiennent ces acteurs. On observe une sorte de recul des démocraties à mesure que le scénario du pire engendre un amoindrissement des libertés individuelles.

Les auteurs soulignent le caractère contre productif de ce type de comportement dans la mesure où ils entraînent des mouvements de radicalisation de part et d'autre. Comme le souligne Vivianne Jabri

les démocraties libérale en viennent à négocier l'inconditionnel : l'interdiction de la torture. Ainsi, au nom de la prévention, le jus cogens est soumis à condition et il en est de même des libertés individuelles. De nombreuses politiques nationales en sont des exemples (Patriot Act, plan vigipirate etc...).

C'est dans ce contexte que l'on observe une intensification des moyens de surveillance, aidée par les « évolutions sociotechnique » dans un « système interconnecté ». A cela s'ajoute une intensification des catégories de « criminels ». La figure de l'autre, de l'ennemi, du criminel est au cœur des évolutions majeures en matière de surveillance et de conflits.

L'ouvrage nous met en garde sur les dérives possibles de telles approches. L'histoire ne nous a-t-elle rien appris ?

On constate que les États sont déstabilisés et que la nécessité de réagir conduit des comportements politiques qui ne sont pas ceux de régimes démocratiques. Mais comme souvent, l'État touché matériellement dans son corps exprime son pouvoir en imprimant à son tour sa marque sur le supplicié. On retrouve ici la figure de Damien dont le corps devient le champs de vengeance de la puissance de l'États qui obtient réparation (M. Foucault, 1975).

Au cœur des analyses il s'agit pour les auteurs une volonté d'exprimer son droit à la critique : il ne s'agit de « trahir son camps » ou de légitimer les violences terroristes ni d'acquiescer de façon systématique le comportement des États dans les politiques de contre terrorisme.

Plus que jamais d'actualité, cet ouvrage devrait servir de livre de chevet à tout homme politique qui, comme Machiavel, considère que la fin justifie les moyens lorsque l'on fait l'état des lieux des pratiques contemporaines : « opérations militaires, surveillance généralisée, pratiques d'exception et de désinformation ».

## 2 The EU's Foreign Policy What Kind of Power and Diplomatic Action?

Mario Telo est membre de l'Académie Royale des Sciences et professeur de Relations Internationales à l'Université Libre de Bruxelles, et professeur d'Institutions Européennes à la LUISS Université, Rome.

Frederik Ponjaert est chercheur à l'Université Libre de Bruxelles et à l'Université Catholique de Louvain et enseigne le régionalisme comparatif à Sciences Po, Paris.

Simon Hardy, étudiant à l'Institut d'Etudes Européennes, à finalité politique.

Mario Telo, Frederik Ponjaert,  
Ashgate, Bruxelles, 2013

Cet ouvrage collectif, regroupant d'éminents chercheurs reconnus et validés par leurs pairs dans le domaine des études européennes et des relations internationales et publié sous l'égide du réseau GR:EEN, s'applique à décrypter l'impact du Traité de Lisbonne sur la capacité de l'Union Européenne (UE) à devenir un acteur régional à part entière et à se doter d'une politique étrangère cohérente et harmonisée dans le monde multipolaire qui se dessine. Plus précisément ce livre s'inscrit dans le cadre du projet GR:EEN, projet qui vient d'organiser une conférence dédiée à la question du développement de la politique étrangère européenne et construite autour d'un dialogue trilatéral entre chercheurs, membre de la société civile et professionnels issus de la Commission Européenne et du Service Européen pour l'Action Extérieure. Celle-ci s'est tenue les 27 et 28 février à Bruxelles.

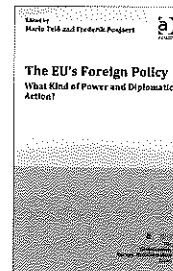
À travers l'organisation même du travail de recherche proposé, les auteurs évitent l'un des écueils

méthodologiques principaux quant à l'étude de l'Union Européenne, et plus principalement de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Nous parlons ici du dépassement du rôle du chercheur et de sa volonté de poser, par son travail, des pistes sur ce que doit ou ne doit pas être l'Union Européenne. C'est bien le parti pris méthodologique consistant à diviser le travail de recherche en trois temps, qui permet de se soustraire à ce problème. De fait, l'attention est portée sur l'évolution temporelle de la politique étrangère de l'Union Européenne et de sa capacité diplomatique. Mais bien plus que cela c'est la variété des thématiques abordées au sein de chaque chapitre - écrit par des auteurs différents et experts dans leur(s) domaine(s) - qui fait de ce livre une référence pour un public intéressé par des sujets aussi variés que la PESC proprement dite, la problématique de la gouvernance globale ou des sujets tels que les relations de l'Union avec ses divers partenaires - Chine, Inde, région méditerranéenne.

Les auteurs nous proposent donc, tout au long des différents chapitres - aux thématiques diverses - de dresser un panorama des avancées effectuées par l'Union Européenne mais aussi les défis qui l'attendent depuis l'émergence d'un monde multipolaire post guerre froide à aujourd'hui. A l'heure à laquelle l'Union Européenne doit faire face à la crise, cet ouvrage a le mérite de proposer des hypothèses innovantes - parfois volontairement provocantes - de travail pour analyser l'effectivité des outils que l'Union Européenne a progressivement construits au gré de ses évolutions et de leur(s) adéquation(s) avec la réalité du monde d'aujourd'hui. Mais c'est aussi en donnant la parole à des spécialistes locaux - la parole est par exemple donnée à Hidetoshi Nakamura en ce qui concerne les relations européennes avec le Japon et à Chen Zhimin en ce qui concerne le partenariat UE-Chine - que ce livre offre une perspective innovante et non "européo-centrée".

Ce travail vient donc se poser comme une référence académique

en la matière, et l'accueil qui lui a été accordé par les spécialistes - tant professionnels qu'académiques - concentrés sur l'étude des thématiques abordées, en est d'ailleurs la confirmation. Mais ne nous y trompons pas, c'est bien de cela qu'il s'agit ici, un livre écrit par et pour des spécialistes. Et un certain background sera nécessaire pour pouvoir pleinement se l'approprier.





### 3 On Governing Europe

Andrew Duff est euro-député du groupe des libéraux (ALDE) pour la Grande-Bretagne, depuis 1999. Il est également président de l'Union des Fédéralistes Européens, une organisation qui prône une Europe fédérale et démocratique, ainsi que co-président du groupe Spinell, un groupe qui rassemble les euro-députés fédéralistes.

Myriam Lienhardt, étudiante en master en relations internationales, option mondialisation et politiques publiques.

Andrew Duff, Policy Network and ALDE, Londres, 2012

Cet essai explique de quelle manière l'Europe devrait être gouvernée, et la bonne réponse à donner aux États qui s'estiment en faveur d'une Europe plus fédérale, mais qui ne veulent pas s'inclure eux-mêmes dans une union fiscale et politique - Il critique ouvertement le comportement de David Cameroun par rapport à l'Union Européenne, et par rapport aux autres États membres de l'Union Européenne -.

Andrew Duff explique en détails la situation actuelle de l'Union Européenne, les procédures, et les étapes importantes qu'a franchies l'Union Européenne à travers ses réformes. Ce livre s'adresse à tous les citoyens, qui veulent comprendre le fonctionnement de cette étrange machine que constitue l'Union Européenne.

Cet essai ne constitue pas un historique de la construction européenne, ni un manifeste pro-fédéral. Andrew Duff y explique, avec des mots simples mais concrets, la situation actuelle de l'Union Européenne. Cet ouvrage raconte l'histoire de l'Union Européenne depuis le début de la crise, qui a révélé au grand jour les dysfonctionnements de l'Union Européenne, jusqu'à aujourd'hui.

Il traite de tous les sujets abordés dans les médias ces cinq dernières années, tout en décrivant le

fonctionnement de l'Union Européenne et le rôle de chacun des acteurs.

Au début, Andrew Duff rappelle la différence entre un État et l'Union Européenne, et soulève une importante question : la balance des pouvoirs n'existe pas au sein de l'Union Européenne, l'Union Européenne ne constitue pas un gouvernement, ce qui est à la source du manque de démocratie et du sentiment de manque de représentation des citoyens au niveau européen.

Dans son explication, il met à jour les échecs et les erreurs de l'Union Européenne : l'établissement d'une union monétaire avant celle d'une union économique, le manque d'instruments de l'euro-zone pour répondre à une crise (un État peut lui par exemple dévaluer sa monnaie), les compétences des institutions qui se confondent (la complexité de la prise de décisions en termes économiques par exemple) ou encore l'efficacité du traité de Lisbonne.

Il explique les différentes étapes qui ont constitué le management de la crise. Il démontre, à travers les décisions prises depuis le début de la crise, que plus d'intégration et de contrôle est nécessaire, et que l'on commence à en voir l'impact sur les discours et les réformes prises : la mise en place de la stratégie « Europe 2020 », avec des cibles précises et des objectifs (éducation, chômage,..), la mise en place du mécanisme européen de stabilité, du semestre européen, du traité sur le pacte budgétaire (mais non signé par le Royaume-Uni et la République Tchèque), ou encore le document rédigé par les quatre grands présidents (Barroso, Juncker, Draghi et Van Rompuy) à destination du Conseil européen en faveur d'une union économique.

À la fin de l'essai, Andrew Duff donne son opinion sur ce qui pourrait être fait pour améliorer le futur de l'Union Européenne, notamment à travers une nouvelle convention européenne, espérée pour le printemps 2015.





## 4 Was, wenn Europa scheitert

Geert Mak (geb. 1946) ist ein niederländischer Historiker und Schriftsteller. Er ist der Preisträger des Leipziger Buchpreises zur Europäischen Verständigung 2008.

Jana Hamdan, Studentin an der Solvay Brussels School of Economics and Management.

Geert Mak, Pantheon Verlag, Amsterdam, 2012.

Diese Analyse der Eurokrise überzeugt durch Maks historische Kompetenz, seine kritische Hinterfragung von Schuldzuweisung und seine Erläuterungen für die Gründe der Vertrauenskrise innerhalb des Kontinents. Es scheint so, als ob er die Europäer endlich wachrütteln möchte. In der Einleitung vergleicht er die derzeitige Situation mit einem Hund, der auf einer Eisscholle in Schockstarre stehen bleibt und unfähig ist sich zu retten. Genauso lebensbedrohlich erscheint ihm der jetzige Zustand Europas.

Die Schuldenkrise vieler Mitgliedsstaaten, das demokratische Defizit der EU-Institutionen, die mangelnde Regulierung der Märkte: Mak beschreibt schonungslos alle Dramen der Eurokrise. Es rüttelt den Leser wach und lässt ihn auf der letzten Seite betroffen und besorgt zurück.

Dieses Buch ist kein Ratgeber, es wird kein Wunderrezept empfohlen. Es kommt deshalb nicht besserwischerisch daher, sondern weist auf die zahlreichen Probleme hin, die es zu lösen gilt. Mak stellt auch die Frage nach Gerechtigkeit im Krisenmanagement. Die europäische Führung schützt weiterhin die Finanzwelt und deren Banken, die schon viel zu lange von den Konsequenzen ihres Handels verschont bleiben. Am Beispiel Irland zeigt der Autor auf, wie der Steuerzahler für die Fehlspekulationen der Banker aufkommen muss. Die irischen Steuergelder wurden nämlich vor allem an deutsche und

französische Anleger und Banken weitergeleitet sowie an die berüchtigte amerikanische Investmentbank Goldman Sachs. Mak schreibt: „Die Krise entwickelt sich zunehmend von einer finanziellen Katastrophe zum politischen Desaster. Überall in Europa wird (...) den Wählern und Bürgern eine Langmut, eine Loyalität und eine Weisheit abverlangt, die ans Übermenschliche grenzt.“ Der Rückhalt des europäischen Systems bröckelt.

Führungsstarke, bürgernahe Personalitäten bräuchte der Kontinent jetzt. Mak wünscht sich diese nach dem Vorbild von Franklin D. Roosevelt. Dieser hatte Autorität in den Vereinigten Staaten erworben durch entschlossenes Handeln und Radioansprachen, in denen er den Bürgern alle Veränderungen erläuterte. Stattdessen sind so weit das Auge reicht nur graue Mäuse zu finden - unerfahrene und demokratiefeindliche Männer und Frauen in Entscheidungspositionen: „Für diese Politiker wurden andere Werte wichtiger, vor allem ökonomische Werte.(...) Es ist eine Gedankenwelt, in der – wie der niederländische Ökonom Arjo Klamer es ausdrückt – kein Platz mehr ist für die Logik des alltäglichen Lebens.“

Was, wenn Europa scheitert lautet der Titel. Mak beantwortet diese Frage: Das Auseinanderdriften von Norden und Süden, starken und schwachen Mitgliedsländern, und ein Scheitern des Euro würden zu steigender Arbeitslosigkeit und Inflation, blockierten Konten, keiner Auszahlung von Gehältern und Renten sowie Benzinknappheit führen. Dies ist laut Mak, eine realistische Perspektive, die den europäischen Frieden ernsthaft bedroht wenn man die Geschehnisse des 20. Jahrhundert betrachtet. Jedoch endet er etwas pathetisch mit der hoffnungsvollen Mitteilung, dass die persönlichen Netzwerke zwischen den verschiedenen Völker Europas immerhin nicht mehr verschwinden werden. Die Zukunft Europas bleibt dennoch höchst ungewiss.







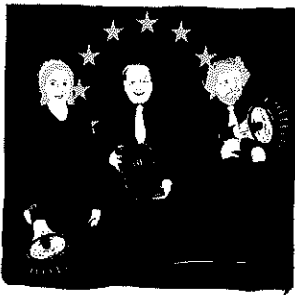
# Eyes on Europe

Your European AGENDA  
Join EU events!

Don't forget to check out European Parliament committee meetings and plenary sessions live on **European Parliament TV** and several meeting of the Council of the EU and the European Council live on **Council webcast portal!**

## May

Eyes on Europe's Conference on 'L'Europe Sous Pression Populiste: Une vrai menace pour l'UE?' and Publication of Eyes on Europe #18  
**13/05/2013, Université Libre de Bruxelles**



The EU and regional separatism  
Federalist solutions  
**14/05/2013, Rue Belliard 101, Brussels**  
**registration required**

The initiative of the PES Group in the Committee of the Regions is through an open debate seeking to explore different scenarios for a future balance between the EU, its Member States and its regions.

Senior Entrepreneurs  
and Youth Employment Conference  
**30/05/2013, CoR,**  
**Jaques Delors building, Brussels**

On the topic of "Youth Employment: A Challenge for the Regions and Local Authorities", four local or regional collectives will comment on their employment problems and the measures they have implemented or intend to implement to meet the employment rate of young and / or active seniors in their area.

Tok Toc Knock Festival  
**03-26/05/2013, quartier européen**

Performances, outdoor installations, walks, discussions, workshops and much

The KVS, the Brussels city theatre, is leaving its haven behind and going out into Brussels for a whole season. Tok Toc Knock will be knocking at residents' doors in three separate districts, inviting them to have a conversation, to involve themselves, to join in and of course to be a part of the audience. The KVS will be creating theatre and related art in and together with the districts involved, for everyone who lives there, but just as much for our familiar theatre audience, who we invite to discover and explore these parts of Brussels.





# Agenda

Your European AGENDA  
Join EU events!

## June

Sustainable Energy Week  
**24-28/06/2013, all Europe**

Brussels: TRANSFORM – requirements and roadmap to achieving low carbon cities, 24/06, Public event, European Parliament Building, Rue Wiertz 60



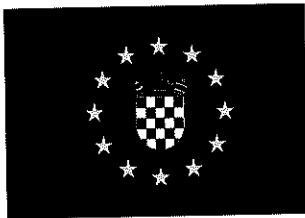
**SUSTAINABLE ENERGY**  
WEEK 24 - 28 JUNE 2013

PICUM's Annual International Workshop  
**28/06/2013, Brussels**

PICUM's Annual International Workshop 2013 will explore the housing situation of undocumented migrants, in terms of: 1) access and protection of rights within the private market, and 2) access to shelter provided by the state, local government or civil society in situations of crisis (homeless shelters or other temporary accommodation).

## July

Croatia joins the EU  
**01/07/2013**

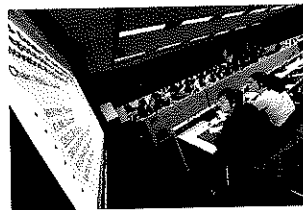


## October

Open days 2013  
**07-10/10/2013, Brussels**

The OPEN DAYS – European Week of Regions and Cities is an annual four-day event during which cities and regions showcase their capacity to create growth and jobs, implement European Union cohesion policy, and prove the importance of the local and regional level for good European governance.

An exhibition on Urban solutions will highlight transferable good practices in urban development such as waste and water treatment, urban transport, energy efficient buildings.



European Day of Civil Justice  
**25/10/2013, across Europe**

The European Day of Civil Justice is celebrated on 25 October each year. It aims to bring justice closer to citizens, to inform them on their rights and to promote the work of the European Commission and of the Council of Europe in the field of civil justice, through simulation of procedures and information sessions.



**Margaret Thatcher**

## Margaret Thatcher ou la polarisation assumée

Pascal Delwit est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles où il mène ses recherches au Centre d'étude de la vie politique – Cevipol. Il est l'auteur de nombreuses publications consacrées à la vie politique en Belgique et en Europe. Il a notamment récemment édité *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française*, aux Editions de l'Université de Bruxelles (2012).

Lundi 8 avril, Margaret Thatcher décédait. Depuis, et quelles que soient leurs natures, les réactions ont été plus qu'abondantes. Pour *Eyes on Europe*, c'est Pascal Delwit qui revient avec nous sur le parcours de cette femme à l'empreinte indélébile.

Pour les jeunes de vingt ans qui ne peuvent pas connaître, Margaret Thatcher a pour le moins frappé les imaginations dans la décennie quatre-vingt.



Elle l'a fait d'abord et avant tout par les orientations de politiques publiques qu'elle a initiées. Thatcher a rompu avec ce qu'on nommait en Grande-Bretagne le *butskellisme* – contraction des ministres des finances Hugh Gaitskell (travailliste) et Rab Butler (conservateur) –, une voie centriste teintée à gauche quand les travaillistes gouvernaient et à droite quand les conservateurs étaient aux affaires. Premier ministre en 1979, elle a pleinement endossé les préceptes de l'école de Chicago en économie. Ce faisant, elle a largement mis fin aux éléments mixtes de l'économie britannique, assumé pleinement des processus de dérégulation et de libéralisation, faisant passer le seuil de pauvreté au Royaume-Uni de moins de 10% en 1979 à... 25% en 1991.

Elle l'a fait ensuite dans la forme. Surnommée, on le sait, la dame de fer, Thatcher a pleinement accepté son image de mégère, de mépris et d'intransigeance, au prix d'une hostilité sans nom qui lui sera vouée : des mineurs britanniques aux autorités irlandaises, en passant, bien sûr, par les Argentins. On peut certes sourire aujourd'hui à la Chambre des communes des évaluations des premières offres d'emploi auxquelles elle a postulé – « une femme incroyablement têtue » – mais en vérité pour les affaires britanniques et internationales, ce n'était pas particulièrement amusant.

Finalement, plus qu'à tout autre niveau, c'est à l'échelle européenne que Margaret Thatcher a donné la pleine mesure de ses capacités. Sur le fond et la forme. Assez logiquement, elle y a défendu sa vision des intérêts de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne ; tous les chefs d'État et de gouvernement font de même. Ce qui a alors marqué, et qui serait peut-être moins saisissant aujourd'hui, c'est l'absence totale d'engagement dans le projet européen. Ce faisant, il faut le souligner, sa posture n'était pas particulièrement originale en Grande-Bretagne. Rappelons par exemple que le parti travailliste fit campagne aux élections législatives de 1983 pour le retrait du Royaume-Uni de la Communauté européenne. Et le célèbre « *I want my money back* » était un avis partagé au pays. Mais finalement, cet isolement qu'elle a cultivé, cette morgue qu'elle a portée au pinacle, feront sa perte et paradoxalement conduiront à des inflexions sur la construction européenne dans le chef des travaillistes britanniques.

On retient souvent, à juste titre, le « discours de Bruges » comme son moment rhétorique le plus épique sur la Communauté européenne. Elle y avait asséné sans fard son anti-étatisme et son nationalisme : « Si nous avons réussi à faire reculer chez nous les frontières de l'État, ce n'est pas pour les voir réimposées au niveau européen, avec un super-État européen exerçant à partir de Bruxelles une domination nouvelle. Nous voulons assurément voir une Europe plus unie, avec une plus grande détermination. Mais il faut que ce nouvel état de choses se fasse en préservant les différentes traditions, les pouvoirs parlementaires et les sentiments de fierté nationale, car tel a été au cours des siècles le nerf de l'Europe » avait-elle notamment déclaré. Mais on oublie que cette allocution fut son champ de cygne. Margaret Thatcher la conçut comme une réponse à l'intervention de Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, au congrès des syndicats britanniques. Le discours est certes devenu les tables de lois du conservatisme le plus étriqué. Mais en vérité, la réponse de Thatcher sonna comme un aveu. Un aveu d'isolement. Au plan européen et britannique. L'introduction de la *poll tax* signa sa chute, que peu regrettèrent alors.



## Eyes on Europe Spring Team 2013

### Executive Board

**Jessica Machacova**  
(President)

**Thomas Citti**  
(Secretary General)

**Pauline Marchand**  
(Chief accountant)

**Damien Kerlouet**  
(Editor in chief)

**Morella Siemers**  
(Vice-editor in chief)

**Leon Lopez Cuervo**  
(Public relations team)

**Sylvie Dos Santos**  
(Communication team)

**Florentine Viot Rabineau**  
(Web team)

**Florent Cheminal**  
(Distribution team)

**David Monico**  
(Geneva team)

eyesoneurope@gmail.com

### Editorial Board

**Damien Kerlouet**  
(Editor in chief)

**Morella Siemers**  
(Vice-editor in chief)

### Dossier

**Morella Siemers**  
(Coordinator)

**Marta Alcover Navarro**

**Johanna Bouquet**

**Audrey Demolder**

**Anthony Kedia**

**Pauline Marchand**

**Thibaut L'Ortye**

**International Relations section**

**Dylan Klass**  
(Coordinator)

**Nils Blyth**

**Simon Hardy**

**Tiffany Lormeau**

**Jeremy Van Gorp**

**Guillaume Goessens**  
(KUL)

**Citizenship section**  
**Myriam Lienhardt**  
(Coordinator)

**Thibaut De Ryck**  
**Marta Gonzalez**  
**Martin Molko**  
**Eli Slavcheva**  
**Elisabeth Suci**

**Economy and society section**  
**Alexandre Donnersbach**  
(Coordinator)

**Charles-Albert Bareth**  
**Sarah Frehner**  
**Jana Hamdan**  
**Victor Henriette**  
**Nicolas Papadopoulos**  
**Christian Staat**

### Agenda

**Morella Siemers**

**Public Relations Team**  
**León López Cuervo**  
(Coordinator)

**Clémence Burkel**  
**Jérôme Jossart**  
**Clémence Peccavet**  
**Alessandra Senese**  
**Maria Wouters**

relations.eyesoneurope@gmail.com

**Communication Team**  
**Sylvie Dos Santos**  
(Coordinator)

**Sophie Bories**  
**Valentin Capelli**  
**Elisa Ciani**  
**Julie Clause**  
**Florian Debeve**  
**Bertille Ortmans**  
**Eirini Tsocha**

eyesoneurope.events@gmail.com

### Web Team

**Florentine Viot Rabineau**  
(Coordinator)

### Website management

**Benoît Baudoin**  
**Jonathan Petit**

### Social Media and Web

**Editorial Board**  
**Sophie Bories**

**Johanna Bouquet**  
**Pierre-Guillaume Calvet**  
**Cédric Dautinger**  
**Almudena Garcia Sanchez**  
**Sophie Lemahieu**  
**Emmanuel Roux**  
**Jean-Yves Stenuick**  
**Ponctual contributors**  
**Marta Alcover Navarro**  
**Tullio Filiponne**  
redactionweb.eoe@gmail.com

Twitter: @EoE\_Bxl

Facebook: Eyes on Europe

### Distribution Team

**Florent Cheminal**  
(Coordinator)

**Charles-Albert Bareth**  
**Stefano D'Agostino**  
**Caroline Landier**  
**Lucas Palleschi**

eyesoneurope.distribution@gmail.com

### Geneva Team

**Sarah Frehner**  
**David Monico**

Design: Alexis Jacob  
alexis.jacob@gmail.com

Illustration: Thomas Ferrando  
thom.ferrando@gmail.com

### CONTACT US

<http://www.eyes-on-europe.eu>

Facebook: Eyes on Europe  
Twitter: Eyesoneuropemag  
eyesoneurope@gmail.com

**Eyes on Europe ASBL**  
**Institut d'études européennes**  
**Avenue F.D Roosevelt, 39**  
**1050 Brussels**



**European  
Movement  
International**

## **EMI TRAINING ACADEMY**

The **EMI Training Academy** is a course for students interested in European affairs who want to broaden their knowledge of the EU and discover the reality of working in Brussels or Strasbourg, be it in the Institutions, lobbies, think tanks, youth organisations or NGOs.

It is a unique occasion to leave textbooks and classrooms, **meet professionals and visit the Institutions!** Thanks to the EMI's extensive network, students have the opportunity to meet high-level speakers and discuss a broad range of topics in a relaxed and friendly atmosphere. Last but not least, it is a great **multicultural experience**, an opportunity to meet other students from different backgrounds and cultures.

### **REGISTER FOR OUR NEXT TRAININGS!**

**24-30 June 2013 (Brussels)**

**9-15 September 2013 (Strasbourg)**



To register, please send a full CV and motivation letter to the following address:  
[mjjacquemin@europeanmovement.eu](mailto:mjjacquemin@europeanmovement.eu)

It's first come, first served so don't wait!

For more information:  
[www.acad-emi.org](http://www.acad-emi.org)

<http://www.acad-emi.org>

With the support of the Europe for Citizens  
Programme of the European Union



**Europe  
for Citizens**

Studying the EU in Brussels, at the IEE-ULB, in the heart of Brussels, the Capital of Europe, where interacting with the European Institutions, European council, European Commission and European parliament is routine.

The Free University of Brussels (ULB), is the largest French speaking University in Belgium, a member of International networks of excellence, and is internationally well known for its secularized, tolerant, innovative and critical approach to scientific research

and the challenges of our times.

Spending one year in Brussels. Cultural life, youth clubs, libraries, cinemas, music, museums, exhibitions, conferences, businesses, trans-national networks, and international lobbying groups, all make Brussels an international city of incomparable linguistic and cultural diversity. In Brussels one can easily engage in a globalized community offering multiple opportunities for learning skills in European affairs.

## Institut d'Etudes Européennes

Université Libre de Bruxelles  
www.iee-ulb.eu



### Education programme offered by the IEE

#### • Post graduate programme

- Executive Master in European Union Studies (M.E.U.S.)  
Teaching in English

Certificate in European Law on Immigration and Asylum

- Teaching in English

#### • Complementary Master (MC)

- Complementary Master in European Law  
Teaching in French and English

- Complementary Master in Multidisciplinary Analyses of European Construction  
Teaching in French and English

#### • Master (MA)

- Master in European Studies, Specialisation in Politics  
Teaching in French and English
- Master in European Studies, specialisation in Economics  
Teaching in French and English
- Master in European Studies, specialisation in History and Cultures  
Teaching in French and English

**Information:**

Institut d'études européennes

Email: [iee@admin.ulb.ac.be](mailto:iee@admin.ulb.ac.be)

Web: [www.iee-ulb.eu](http://www.iee-ulb.eu)

Office: Av. F.D. Roosevelt, 39 • B - 1050 Bruxelles



## MASTER OF EUROPEAN POLITICS AND POLICIES

Interested in a career in the ever-growing field of **European administration and European organizations**? Looking for the combination of excellence in the study of public sector, policy making and administration within Europe on the one hand, and the study of institutions, decision-making and policies of the European Union on the other hand?

Then the Master of European Politics and Policies is your ticket!

The programme's location on 20 min. from Brussels -the heart of Europe- is a distinctive added value.

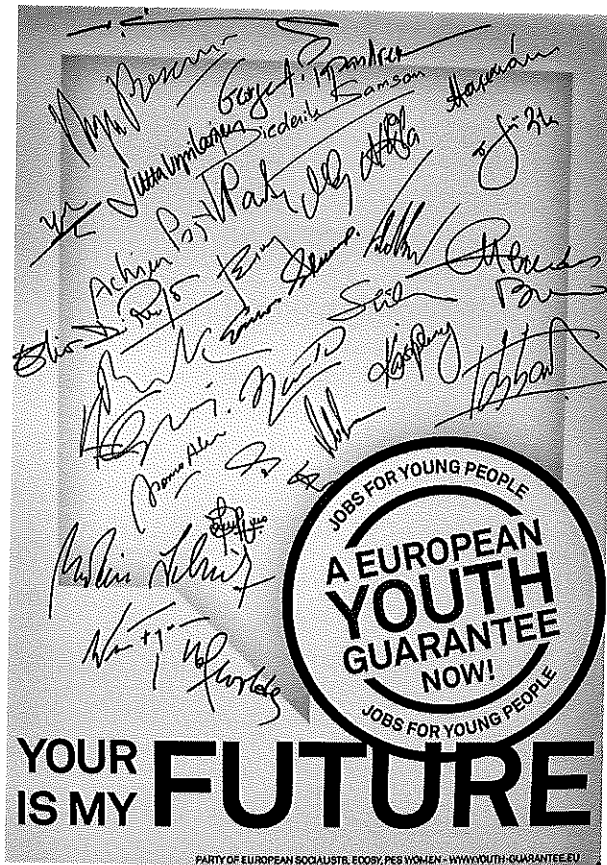
Application deadline: June 1

» All information on [www.kuleuven.be/mepp](http://www.kuleuven.be/mepp) «

**KU LEUVEN**

**MEPP**  
MASTER OF EUROPEAN POLITICS AND POLICIES

# 5.5 MILLIONS OF YOUNG PEOPLE ARE UNEMPLOYED IN EUROPE!



## IN 2012 PES LEADERS ENDORSED THE EUROPEAN YOUTH GUARANTEE CAMPAIGN:

Werner Faymann (Austria)  
 Bruno Tobback (Belgium)  
 Elio Di Rupo (Belgium)  
 Sergei Stanishev (Bulgaria)  
 Zoran Milanović (Croatia)  
 Bohuslav Sobotka (Czech Republic)  
 Dimítris Khristófiás (Cyprus)  
 Sven Mikser (Estonia)  
 Jutta Urpilainen (Finland)  
 Evangelos Venizelos (Greece)  
 Attila Mesterhazy (Hungary)  
 Eamon Gilmore (Ireland)  
 Pier Luigi Bersani (Italy)  
 Riccardo Nencini (Italy)  
 Jean Asselborn (Luxemburg)  
 Diederik Samson (The Netherlands)  
 Antonio Seguro (Portugal)  
 Victor Ponta (Romania)  
 Alfredo Pérez Rubalcaba, (Spain)  
 Martin Schulz (European Parliament)  
 Hannes Swoboda (S&D Group in the EP)  
 Achim Post (PES)  
 Zita Gurmai (PES Women)  
 Kaisa Penny (ECOSY - YES)  
 Mercedes Bresso (Committee of the Regions)  
 Georges Papandreou (Socialists International)  
 Massimo D'Alema (FEPS)



IN 2013 AS A RESULT OF THE PES CAMPAIGN, A EUROPEAN FRAMEWORK FOR YOUTH GUARANTEES HAS BEEN INTRODUCED: €6 BILLION WILL BE ALLOCATED TO FIGHT YOUTH UNEMPLOYMENT.

## WHAT CAN YOU DO TODAY?

**ACT!** Help & join us to get a Youth Guarantee in country!

[WWW.YOUTH-GUARANTEE.EU](http://WWW.YOUTH-GUARANTEE.EU)



**2013-2014**

*The Global studies Institute / L'Institut d'études globales*  
offre des formations interdisciplinaires

▶ **BACCALAURÉAT UNIVERSITAIRE  
EN RELATIONS INTERNATIONALES (BARI)**

▶ **MAÎTRISES UNIVERSITAIRES (MASTERS)  
EN ÉTUDES EUROPÉENNES**

quatre orientations: • Cultures et Sociétés  
• Economie, Politique et Sociétés  
• Institutions, Droit et Sociétés  
• Russie-Europe médiane

▶ **MASTER OF ADVANCED STUDIES  
IN INTERNATIONAL AND EUROPEAN SECURITY**



**[www.unige.ch/ieug](http://www.unige.ch/ieug)**

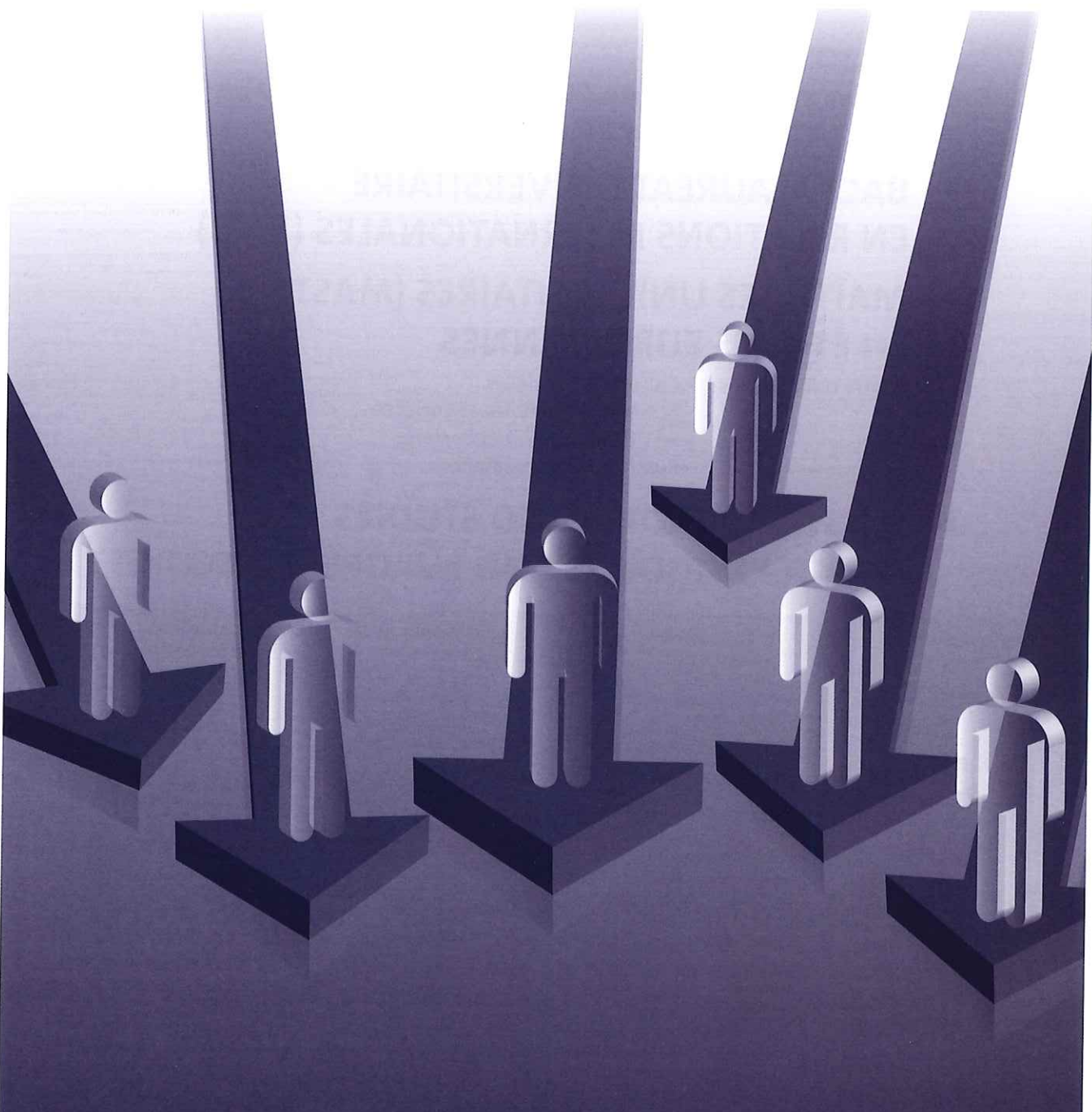
Institut Européen de l'Université de Genève (IEUG)  
2, rue Jean-Daniel Colladon  
CH – 1204 Genève  
T. +41 22 379 02 60  
Fax +41 22 379 02 72

**GLOBAL STUDIES INSTITUTE**



**UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE**





The answer is **more Europe.**



**EPP Group**  
in the European Parliament

[www.eppgroup.eu](http://www.eppgroup.eu)